

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/PAN/2/Suppl.1
G/SCM/N/1/PAN/2/Suppl.1
G/SG/N/1/PAN/2/Suppl.1
28 janvier 2009

(09-0397)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires
Comité des sauvegardes

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

NOTIFICATION DES LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

PANAMA

Supplément

La communication ci-après, datée du 16 janvier 2009, est distribuée à la demande de la délégation du Panama.

La République du Panama, conformément à l'article 18.5 de l'Accord antidumping (Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994), à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi qu'à la décision connexe adoptée par le Comité des sauvegardes (G/SG/N/1), notifie ses lois et réglementations relatives aux procédures antidumping, aux droits compensateurs et aux sauvegardes.

À cet effet, la République du Panama communique une copie du Décret exécutif n° 1 du 8 janvier 2009 "portant application du Décret-loi n° 7 du 15 février 2006 instituant les règles et autres dispositions pour la protection et la défense de la production nationale", publié au Journal officiel n° 26201 du 14 janvier 2009.

RÉPUBLIQUE DU PANAMA

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

DÉCRET EXÉCUTIF N° 1

(du 8 janvier 2009)

"portant application du Décret-loi n° 7 du 15 février 2006 instituant les règles et autres dispositions pour la protection et la défense de la production nationale"

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels et légaux,

CONSIDÉRANT:

Que le Décret-loi n° 7 de 2006 a pour objet d'établir les règles, procédures d'enquête et mesures applicables pour la protection et la défense de la production nationale contre les pratiques commerciales déloyales et contre des conditions du marché pouvant requérir des mesures d'urgence destinées à contrebalancer les dommages graves ou importants occasionnés à la production nationale conformément aux dispositions pertinentes de l'Organisation mondiale du commerce, aux accords, conventions ou traités commerciaux internationaux, et à la législation nationale.

Qu'il est nécessaire d'appliquer le Décret-loi n° 7 de 2006 pour garantir une mise en œuvre efficace et opportune des instruments de défense commerciale, aider au développement des secteurs de la production nationale, encourager la compétitivité et la modernisation de l'industrie panaméenne et maintenir un climat de stabilité propice aux affaires et à une concurrence loyale.

Que le Décret-loi n° 7 de 2006 établit à l'article 102 que l'organe exécutif, par l'intermédiaire du Ministère du commerce et de l'industrie, édictera les règles d'application dudit décret-loi et adoptera les dispositions qu'il jugera les plus adéquates pour le faire respecter.

Que l'article 184, paragraphe 14, de la Constitution établit qu'il incombe au Président de la République, de concert avec le Ministre compétent, de réglementer les lois qui doivent l'être pour en améliorer le respect, sans s'écarter de la lettre de ces lois ni de leur esprit.

DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

TITRE I

MESURES DE DÉFENSE COMMERCIALE

CHAPITRE I

DU RÉGIME JURIDIQUE

Article 1. Objet et finalité. Le présent décret-loi a pour objet d'établir les mécanismes et procédures de défense contre les pratiques commerciales déloyales et contre les conditions du marché pouvant requérir l'application de mesures de sauvegarde. Dans les cas de pratiques déloyales, ces mécanismes et procédures permettront de contrebalancer le dumping ou la subvention qui cause ou menace de

causer un dommage important à la branche de production nationale de produits similaires. Dans le cas des sauvegardes, ils doivent permettre de contrebalancer les importations de biens en quantités ou à des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave ou important aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.

Article 2. Champ d'application. Conformément à l'article 2 du Décret-loi n° 7 de 2006, sont assujetties aux dispositions du présent Décret exécutif toutes les importations de marchandises originaires ou provenant de pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce et de pays non Membres, effectuées par des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, de fait ou de droit, lorsque de telles importations ont ou sont susceptibles d'avoir des répercussions ou des conséquences en République du Panama.

Article 3. Règles applicables et législation complémentaire. Tous les aspects matériels et juridiques non visés dans le présent Décret exécutif concernant les enquêtes à effectuer pour l'application de mesures de lutte contre les pratiques commerciales déloyales ou pour l'imposition de mesures de sauvegarde seront déterminés conformément aux dispositions du Décret-loi n° 7 de 2006 et à celles de la Loi n° 23 de 1997.

Article 4. Accords ou traités commerciaux internationaux. Lorsque les importations faisant l'objet d'une enquête sont originaires d'un pays avec lequel des dispositions particulières ont été prises en la matière aux termes d'un accord, d'une convention ou d'un traité commercial international en vigueur, l'application des mesures prescrites dans le présent Décret exécutif s'effectuera en conformité avec les dispositions du traité en question.

Article 5. Compétence. L'exécution des dispositions du présent Décret exécutif incombera, selon le cas, aux organes suivantes:

a) La Direction générale de la défense commerciale du Ministère du commerce et de l'industrie. Autorité chargée de la réalisation des enquêtes et de leur instruction, et qui doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le bon déroulement des procédures administratives établies dans le présent Décret exécutif. À cette fin, elle pourra prendre les mesures ou remplir les formalités simples qui s'imposent. De même, il lui appartiendra de préparer et présenter les rapports techniques, décisions, conclusions et recommandations sur lesquelles s'appuient les résolutions de l'autorité compétente.

b) La Direction de l'administration des accords commerciaux internationaux et de la défense commerciale, du Ministère du commerce et de l'industrie. autorité compétente pour recevoir les demandes d'enquêtes administratives relevant du présent Décret exécutif. En outre, et conformément aux recommandations de l'autorité chargée de l'enquête, il lui appartient d'émettre les résolutions régissant la procédure en première instance, dont la résolution de lancement de procédure, la résolution préliminaire, l'acceptation des engagements sur les prix, la résolution finale, parmi d'autres de même nature.

c) Le (la) Ministre du commerce et de l'industrie. Il lui incombe d'examiner en deuxième instance les recours contre les résolutions de la Direction de l'administration des accords commerciaux internationaux et de la défense commerciale, et de transmettre les recommandations adressées au Conseil des ministres concernant l'imposition, la modification ou l'arrêt de mesures, et toute autre décision y afférente, en conformité avec les dispositions établies dans le Décret-loi n° 7 de 2006.

d) Le Conseil des ministres. Organe compétent pour examiner les recommandations du Ministère du commerce et de l'industrie concernant l'imposition, la modification ou l'arrêt de mesures,

et toute autre décision y afférente, compte tenu des aspects techniques, matériels et procéduraux des enquêtes administratives prévues au Décret-loi n° 7 de 2006.

Article 6. Ressort territorial. Les dispositions du présent Décret exécutif sont des dispositions d'ordre public et sont applicables dans toute la République du Panama. Il incombe à l'organe exécutif, représenté par le Ministère du commerce et de l'industrie, d'appliquer ces dispositions à des fins administratives.

Article 7. Poursuite de la procédure et durée de l'enquête. En accord avec les dispositions contenues dans les articles 25 et 63 du Décret-loi n° 7 de 2006, l'enquête administrative se poursuivra d'office dans toutes ses étapes conformément aux principes procéduraux, entre autres, de célérité, d'efficacité, de publicité, d'impartialité et d'absence de formalisme.

Les enquêtes visées ici, qu'elles concernent des pratiques commerciales déloyales ou des mesures de sauvegarde, devront être achevées dans l'année suivant la date de la décision d'ouverture de l'enquête. Il sera toutefois possible, dans des circonstances exceptionnelles, de les prolonger, de 18 mois au maximum, moyennant une décision motivée de l'autorité chargée de l'enquête, décision qui devra être jointe au dossier et notifiée aux parties avant l'expiration du délai initial.

TITRE II

RÈGLES DE FOND COMMUNES CONCERNANT LES PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 8. Définitions. Aux fins du présent Décret exécutif, les définitions suivantes sont établies:

a) Dommage. Le terme "dommage" s'entendra d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions du présent Décret exécutif et de la Loi n° 23 de 1997.

b) Dumping. On considérera qu'un produit fait l'objet d'un dumping s'il est introduit sur le marché national, aux termes du huitième paragraphe de l'article 4 du Décret-loi n° 7 de 2006, à un prix inférieur à sa valeur normale. On considérera que c'est le cas lorsque le prix d'exportation dudit produit sur le marché national est inférieur au prix pratiqué dans le cadre d'opérations commerciales normales pour un produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur, compte tenu des formules prescrites dans la Loi n° 23 de 1997 pour la détermination de l'existence d'un dumping.

c) Économie autre que de marché ou en transition. Économie d'un pays où le gouvernement cherche à déterminer l'activité économique principalement à travers un mécanisme de planification centralisée, par opposition à une économie de marché qui dépend fondamentalement des forces du marché pour la répartition des ressources productives. Dans une économie "autre que de marché", les objectifs de production, les prix, les coûts, l'affectation des investissements, les matières premières, la main-d'œuvre, le commerce international et la plus grande partie des autres agrégats économiques subissent des distorsions dans le cadre d'un plan économique national élaboré par une autorité de planification centralisée; dans une telle économie, normalement, le secteur public prend les décisions qui influent le plus sur l'offre et la demande dans le pays. On pourra également qualifier d'économies

autres que de marché celles qui suivent un schéma traditionnellement connu sous la dénomination "économies en transition".

d) Entreprises liées. Personnes physiques ou morales, indépendantes ou non, entre lesquelles se créent ou existent des liens ou des relations d'affaires ou des intérêts communs, contractuels ou non, sous la forme d'une société ou non, dont les rapports tiennent à des éléments comme le capital, l'administration ou la parenté, et dont une ou plusieurs peuvent exercer une influence significative sur les décisions des autres. Ces relations ou liens peuvent exister entre des producteurs nationaux ou étrangers, des exportateurs, des importateurs ou d'autres agents économiques quelconques. On pourra considérer qu'il existe un lien ou une relation a) quand l'un d'entre eux, directement ou indirectement, contrôle l'autre; b) si tous deux, directement ou indirectement, sont contrôlés par un tiers; ou c) si, ensemble, directement ou indirectement, ils contrôlent un tiers, à condition qu'il y ait des raisons de croire ou de soupçonner que l'effet de la relation est tel que l'agent économique concerné se comporte différemment des entreprises non liées. Aux fins de cette définition, l'un sera réputé contrôler l'autre lorsqu'il est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur celui-ci un pouvoir de contrainte ou d'orientation.

e) Entreprises ayant des liens ou des relations à des fins de contournement. L'autorité chargée de l'enquête pourra considérer qu'il existe un lien ou une relation entre des entreprises qui, pour contourner l'application de mesures de lutte contre des pratiques commerciales déloyales, agissent par l'intermédiaire d'une nouvelle entreprise, de telle sorte que l'on estimera qu'il existe un lien entre cette dernière et les premières.

f) Données de fait disponibles. Conformément au paragraphe 10 de l'article 4 du Décret-loi n°7 de 2006, on entendra par là les faits étayés par des éléments de preuve et des données communiqués par les parties intéressées ou leurs collaborateurs en temps et sous la forme voulus, ainsi que par les renseignements obtenus par l'autorité chargée de l'enquête au cours de l'enquête et qui se trouvent dans le dossier administratif.

g) Parties intéressées. Cette expression recouvre ce qui suit:

- i) le gouvernement du pays ou du territoire douanier d'exportation du produit visé par l'enquête, ou le gouvernement du pays ou du territoire douanier d'origine du produit visé par l'enquête;
- ii) le producteur national ou le groupement professionnel commercial, industriel ou agricole dont une majorité de membres sont des producteurs nationaux, s'agissant de produits similaires dans le cas d'une enquête pour cause de dumping ou de subventions, ou, plus largement, des produits directement concurrents dans le cas d'une enquête relative à l'application de mesures de sauvegarde;
- iii) le producteur et/ou l'exportateur étranger et l'importateur national du produit visé par l'enquête et le groupement professionnel commercial, industriel ou agricole dont une majorité de membres sont des importateurs nationaux, des producteurs étrangers ou des exportateurs étrangers;
- iv) les autres parties intéressées déterminées par l'autorité compétente après qu'elle aura constaté l'existence d'un intérêt légitime ou d'un droit subjectif susceptible d'être directement touché, altéré ou satisfait à la suite de l'enquête administrative.

h) Période couverte par l'enquête. Elle s'entend du laps de temps pendant lequel des données sont recueillies et communiquées aux fins de l'évaluation qui doit être faite au cours de l'enquête sous tous les aspects. Sans préjudice du pouvoir conféré à l'autorité chargée de l'enquête de prendre en considération les circonstances particulières et de fixer une période couverte par l'enquête distincte, les périodes de collecte de données s'établissent comme suit:

- i) Période couverte par l'enquête en matière de dommage. La période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dommage devra normalement être d'au moins trois ans, à moins que la partie auprès de laquelle des données sont recueillies existe depuis moins longtemps, et devra comprendre la totalité de la période de collecte des données aux fins de l'enquête en matière de dumping ou de subvention.
- ii) Période couverte par l'enquête en matière de dumping ou de subvention. La période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dumping ou de subventions devra normalement être de 12 mois et ne sera en aucun cas inférieure à six mois; elle devra s'achever à une date aussi proche que possible de celle de l'ouverture de l'enquête.

i) Producteur étranger. Toute personne physique, entité de fait ou de droit, publique ou privée, qui se livre à n'importe quelle forme d'activité économique en son nom propre ou pour compte d'autrui, à titre de fabricant étranger du produit similaire au produit visé par l'enquête.

j) Producteur national. Toute personne physique, entité de fait ou de droit, publique ou privée, qui se livre à n'importe quelle forme d'activité économique en son nom propre ou pour compte d'autrui, à titre de fabricant panaméen du produit similaire au produit visé par l'enquête.

k) Sous-cotation du prix. S'entend du degré dans lequel le prix du produit importé est inférieur au prix du produit similaire fabriqué par la branche de production, mesuré à un point de comparaison adéquat.

Article 9. Branche de production nationale. Ensemble de tous les producteurs nationaux de produits similaires ou ceux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits destinés.

Lorsque l'autorité chargée de l'enquête déterminera qu'un ou plusieurs producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit faisant l'objet de la demande d'enquête, cette expression pourra être interprétée comme désignant le reste des producteurs, sans tenir compte des producteurs liés de la façon susmentionnée.

Dans des circonstances exceptionnelles, le principe de branche de production nationale pourra être limité à une partie du territoire de la République du Panama, territoire qui pourra, en ce qui concerne la production en question, être divisé en deux marchés compétitifs ou plus et les producteurs à l'intérieur de chaque marché pourront être considérés comme constituant une branche de production distincte si: a) les producteurs à l'intérieur d'un tel marché vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production du produit en question sur ce marché, et b) la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du produit en question situés dans d'autres parties du territoire. Dans de telles circonstances, il pourra être constaté qu'il y a dommage même s'il n'est pas causé de dommage à une proportion majeure de la branche de production nationale totale, à condition qu'il y ait une concentration d'importations faisant l'objet de la pratique déloyale sur ce marché isolé et qu'en outre les importations faisant l'objet de la pratique déloyale causent un

dommage aux producteurs de la totalité ou de la quasi-totalité de la production à l'intérieur de ce marché.

Lorsque la "branche de production nationale" aura été interprétée comme désignant les producteurs d'une certaine zone du territoire national, l'imposition de mesures s'appliquera à toutes les importations sans distinction de leur destination finale, sous réserve qu'il n'existe pas de mécanismes internes permettant de déterminer avec précision si les produits importés seront destinés ou non à ladite zone. Dans ce cas, l'application de mesures ne sera possible que si la possibilité a été donnée aux exportateurs de cesser d'exporter à des prix faussés vers la zone concernée ou, sinon, de fournir des assurances quant aux engagements sur les prix, et si les droits ne peuvent pas être perçus uniquement sur les produits de producteurs déterminés approvisionnant la zone en question.

Article 10. Produit visé par l'enquête. S'entend de tout produit exporté pour lequel est alléguée l'existence d'une pratique déloyale qui occasionne un dommage à la branche de production nationale.

Article 11. Produit similaire. Conformément aux dispositions du paragraphe 16 de l'article 4 du Décret-loi n° 7 de 2006, un produit similaire s'entendra d'un produit identique, c'est-à-dire égal sous tous ses aspects, au produit visé par l'enquête. Si l'on conclut à l'issue de la vérification que l'on n'est pas en présence d'un produit identique, on verra s'il y a lieu de considérer comme étant similaire un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas égal sous tous ses aspects, possède des caractéristiques très semblables à celles du produit visé par l'enquête. Au moment de vérifier le degré de similitude, l'autorité chargée de l'enquête pourra prendre en considération:

- a) les matières premières et autres intrants utilisés dans la confection du produit;
- b) le procédé de production;
- c) les caractéristiques matérielles et l'aspect du produit;
- d) l'utilisation finale du produit;
- e) la possibilité de remplacer le produit par le produit visé par l'enquête;
- f) la classification douanière; ou
- g) tout autre facteur jugé pertinent par l'autorité chargée de l'enquête.

Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

Article 12. Examen du degré de similitude. Le produit visé par l'enquête sera soumis à deux examens distincts du degré de similitude, qui seront réalisés sur la base des critères définis à l'article précédent. Le premier examen, qui a pour but d'établir la marge de dumping, consistera à comparer le produit visé par l'enquête et le produit similaire sur le marché du pays exportateur. Le second examen consistera à comparer le produit visé par l'enquête et le produit national similaire. En plus de toute fin définie dans le présent Décret exécutif, cet examen servira à mieux cerner la notion de partie intéressée.

CHAPITRE II

DOMMAGE

Article 13. Détermination de l'existence d'un dommage important. La détermination de l'existence d'un dommage important se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif: 1) de l'évolution du volume des importations faisant l'objet de pratiques commerciales déloyales, et de leur effet sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur; et 2) des effets

de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits. À cette fin, il sera tenu compte des dispositions de l'article précédent.

a) Pour ce qui concerne l'évolution du volume des importations, l'autorité chargée de l'enquête devra examiner s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet de pratiques déloyales, soit dans l'absolu, soit par rapport à la production ou à la consommation nationale. Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet de pratiques déloyales sur les prix, l'autorité chargée de l'enquête examinera s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet de pratiques déloyales, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit national similaire, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites.

b) L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet de pratiques déloyales sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent, pendant la période couverte par l'enquête évoquée à l'article 8 h) du présent Décret exécutif, sur la situation de cette branche de production, y compris les suivants:

- i) diminution effective et potentielle:
 - 1) des ventes,
 - 2) des bénéfices,
 - 3) de la production,
 - 4) de la part de marché,
 - 5) de la productivité,
 - 6) du retour sur investissement ou de l'utilisation des capacités;
- ii) facteurs qui influent sur les prix intérieurs;
- iii) effets négatifs, effectifs et potentiels, sur:
 - 1) le flux de liquidités,
 - 2) les stocks,
 - 3) l'emploi,
 - 4) les salaires,
 - 5) la croissance,
 - 6) la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement;
- iv) tout autre facteur pertinent soumis à l'attention de l'autorité chargée de l'enquête.
- v) Dans le cas particulier du dumping, il faudra en outre tenir compte de l'ampleur de la marge de ce dernier.
- vi) Dans le cas particulier des subventions à l'agriculture, on pourra examiner s'il y a eu augmentation du coût des programmes d'aide gouvernementaux.
- vii) Dans la mesure du possible, l'autorité chargée de l'enquête analysera ces facteurs au vu des informations sur le produit national similaire. Toutefois, si une analyse distincte est impossible, l'autorité chargée de l'enquête pourra évaluer les effets des importations faisant l'objet de pratiques déloyales en examinant une gamme ou un groupe de produits plus restreint comprenant le produit national similaire et sur lequel les informations nécessaires pourront être fournies.

Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

Article 14. Détermination de l'existence d'une menace de dommage important. Aux termes du présent Décret exécutif, on considérera que le dumping ou la subvention constitue une menace de dommage important uniquement si le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage important est nettement prévu et imminent. La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Pour déterminer si le dumping ou la subvention constitue une menace de dommage important, on prendra en compte les facteurs énumérés ci-après, en plus de voir s'il y a lieu de considérer les facteurs nécessaires pour établir l'existence d'un dommage selon les dispositions de l'article précédent:

- a) s'il y a eu un taux d'augmentation marqué des importations sur le marché national des marchandises faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées qui indique qu'il y aura vraisemblablement une augmentation importante des importations de ces marchandises;
- b) s'il y a une capacité disponible accessible suffisante ou une augmentation imminente et marquée dans la capacité d'un exportateur, laquelle indique qu'il y aura vraisemblablement une augmentation importante du volume des marchandises faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber des exportations additionnelles;
- c) si les marchandises sont importées sur le marché national à des prix qui auront vraisemblablement pour effet de faire baisser ou de comprimer de façon marquée les prix de marchandises similaires et d'accroître la demande en importations additionnelles de ces marchandises;
- d) les stocks du produit visé par l'enquête;
- e) la preuve de l'imposition de mesures antidumping ou compensatoires par les autorités d'un pays étranger à des marchandises similaires à celles qui font l'objet d'une enquête et la probabilité que ces marchandises soient détournées vers le marché panaméen;
- f) dans le cas précis des subventions, leur nature et leurs effets probables sur le commerce; pour déterminer la nature des subventions, on pourra prendre en considération des aspects comme leur délai de validité, leur montant et le groupe d'exportateurs visés.

Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

Article 15. Détermination d'un retard dans la création d'une branche de production nationale. Pour déterminer l'existence d'un retard important dans la création d'une branche de production en République du Panama, on examinera notamment les facteurs suivants:

- a) les études de faisabilité, les prêts négociés et/ou les contrats d'achat de matériels pour de nouveaux projets d'investissement ou l'agrandissement d'usines existantes;
- b) l'existence d'importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, et le lien de causalité entre l'existence de pratiques déloyales et celle d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale;

- c) l'approvisionnement approprié et suffisant du marché, en considérant le volume des importations dont les prix sont faussés, le volume des autres importations et le volume de production potentiel du projet;
- d) tout autre facteur pertinent, compte tenu des circonstances; on imaginera, par exemple, un plan commercial général propre au secteur privé ou au secteur public, qui apporte la preuve d'un retard dans la création d'une branche de production nationale.

Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

Article 16. Évaluation cumulative des effets des importations. Pour une bonne application des articles 3.3 de l'Accord antidumping et 15.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, l'autorité chargée de l'enquête pourra procéder à une évaluation cumulative des effets des importations d'un produit provenant de plusieurs pays et faisant simultanément l'objet d'enquêtes à cause de pratiques commerciales déloyales uniquement si elle détermine que a) la marge de dumping ou le montant de la subvention établi en relation avec les importations de chaque pays fournisseur est supérieur au niveau *de minimis* et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et b) l'évaluation cumulative des effets des importations s'effectue compte tenu des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

CHAPITRE III

CAUSALITÉ

Article 17. Détermination de l'existence d'un lien de causalité. Il conviendra de montrer que, s'agissant des effets des pratiques déloyales (dumping ou subventions), les importations qui sont l'objet desdites pratiques déloyales causent un dommage important. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations objet de pratiques déloyales et l'existence d'un dommage important pour la production nationale sera fondée sur un examen de toutes les preuves pertinentes dont disposera l'autorité chargée de l'enquête.

Article 18. Non-imputation. L'autorité chargée de l'enquête devra examiner également tous les autres facteurs dont elle aura connaissance, distincts des importations faisant l'objet de pratiques déloyales, qui portent préjudice à la branche de production nationale au même moment, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être attribués aux importations faisant l'objet de pratiques déloyales. Parmi les facteurs qui peuvent être pertinents à cet égard figurent le volume et les prix des produits importés non vendus dans des conditions de pratiques déloyales, la contraction de la demande ou les variations dans la structure de la consommation, l'évolution de la technologie et les résultats de l'activité exportatrice de la branche de production nationale.

Si une fois évaluée l'incidence de ces autres facteurs non imputables, et éliminée cette incidence parmi les dommages constatés, il apparaît, de l'avis de l'autorité chargée de l'enquête, que les importations du produit visé par l'enquête demeurent une cause du dommage, on pourra en conclure qu'il existe un lien de causalité.

TITRE III

DISPOSITIONS DE FOND SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES

CHAPITRE I

DUMPING

Article 19. Valeur normale. En première option, la valeur normale sera déterminée sur la base du prix pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, pour le produit ou le bien similaire destiné à la consommation dans le pays d'exportation.

Sinon, lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la valeur normale sera déterminée selon l'un des modes suivants:

- a) au moyen d'une reconstitution du prix, sur la base du coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour couvrir les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et les profits ou bénéfices; ou
- b) au moyen d'une comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif.

Paragraphe: Le volume des ventes nationales du produit similaire destiné à la consommation sur le marché intérieur du pays exportateur sera généralement considéré comme suffisant pour définir une valeur normale si ces ventes représentent 5 pour cent (5%) ou plus du volume des ventes du produit au Membre importateur. Toutefois, une proportion inférieure devra être jugée acceptable s'il est prouvé que les ventes sur le marché intérieur, même proportionnellement moins importantes, sont suffisantes pour permettre une comparaison valable.

Article 20. Opérations commerciales normales. S'entendent des opérations qui correspondent aux conditions du marché du pays d'origine ou d'exportation de la marchandise et qui sont effectuées habituellement, ou pendant une période représentative, entre acheteurs et vendeurs indépendants, compte tenu des ajustements correspondants apportés aux prix à cause du niveau des ventes, de remises ou d'autres facteurs similaires conformément aux dispositions de l'article 25 du présent Décret exécutif. Les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur ou les ventes à un pays tiers à des prix inférieurs aux coûts de production unitaires (fixes et variables) majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général ne pourront être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix et ne pourront être écartées de la détermination de la valeur normale que si l'autorité chargée de l'enquête détermine que de telles ventes sont effectuées sur une longue période en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable. Si les prix qui sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente sont supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il sera considéré que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable.

Paragraphe: a) La longue période devra normalement être d'un an, et en aucun cas inférieure à six mois. b) Les ventes à des prix inférieurs aux coûts unitaires devront être effectuées en quantités

substantielles lorsque les autorités établissent que le prix de vente moyen pondéré des transactions prises en considération pour la détermination de la valeur normale est inférieur aux coûts unitaires moyens pondérés ou que le volume des ventes à des prix inférieurs aux coûts unitaires ne représente pas moins de 20 pour cent (20%) du volume vendu dans les transactions prises en considération pour la détermination de la valeur normale.

Article 21. Autre méthode de fixation de la valeur normale. Reconstitution du prix. Aux fins de l'article 19 du présent Décret exécutif, dans le calcul de la valeur normale par une reconstitution du prix, les frais seront normalement calculés sur la base des registres comptables de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit similaire. L'autorité chargée de l'enquête prendra en compte tous les éléments de preuve disponibles concernant la juste répartition des frais, y compris ceux qui sont mis à disposition par l'exportateur ou le producteur au cours de l'enquête, à condition que ce type de répartition ait été traditionnellement utilisé par l'exportateur ou le producteur, en particulier pour établir les périodes appropriées d'amortissement et de dépréciation et procéder à des ajustements concernant les dépenses en capital et autres frais de développement. À moins qu'il n'en ait déjà été tenu compte dans la répartition visée au présent alinéa, les frais seront ajustés de manière appropriée en fonction des éléments non renouvelables des frais dont bénéficie la production future et/ou courante, ou des circonstances dans lesquelles les frais ont été affectés, pendant la période couverte par l'enquête, par des opérations de démarrage d'une production.

Pour la détermination de la valeur normale, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête.

Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base:

- a) des montants réels que l'exportateur ou le producteur en question a engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur du pays d'origine, de la même catégorie générale de produits;
- b) de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;
- c) de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine.

Paragraphe: L'ajustement effectué pour les opérations de démarrage tiendra compte des frais à la fin de la période de démarrage ou, si cette période est plus longue que la période couverte par l'enquête, des frais les plus récents que les autorités peuvent raisonnablement prendre en compte au cours de l'enquête.

Article 22. Autre méthode de fixation de la valeur normale. Ventes à un pays tiers. Dans les cas où l'on ne peut fixer la valeur normale selon les indications du premier alinéa de l'article 19 ci-dessus, et si l'on décide d'utiliser à la place la méthode des ventes à un pays tiers, l'autorité chargée de l'enquête

devra s'assurer que ces ventes sont réalisées au cours d'opérations commerciales normales et que celles-ci ne font pas l'objet d'un dumping.

Critères de sélection. Le choix du pays tiers incombera à l'autorité chargée de l'enquête sans préjudice des suggestions que les parties intéressées pourront faire à cet égard. Pour guider son choix, l'autorité chargée de l'enquête pourra utiliser des critères comme l'importance du marché, l'existence d'une branche de production nationale dans le pays tiers, la similitude des produits exportés vers le pays tiers avec le produit visé par l'enquête, les quantités exportées, et d'autres critères servant également à établir qu'il existe un degré de similitude suffisant pour que l'on puisse considérer que ces ventes permettront une comparaison équitable.

Article 23. Prix à l'exportation. Le prix à l'exportation sera le prix effectivement payé ou à payer pour le bien ou produit, lorsque celui-ci est vendu sur le territoire national ou destiné à ce territoire. En l'absence de prix à l'exportation, ou si l'autorité chargée de l'enquête considère que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation pourra être reconstitué sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un importateur indépendant; ou si les produits ne sont pas revendus à un importateur indépendant ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés, sur toute base raisonnable. Pour cette reconstitution, on effectuera les ajustements permettant d'établir le prix à l'exportation comme si les opérations antérieures avaient été réalisées dans des conditions normales, conformément aux règles énoncées dans les articles qui suivent.

Article 24. Marge de dumping. Pour déterminer la marge de dumping, l'autorité chargée de l'enquête réalisera une comparaison équitable conformément aux dispositions de l'article 9 du Décret-loi n° 7 de 2006 en établissant, au cours d'opérations commerciales normales, une différence entre la valeur normale du produit similaire dans le pays exportateur et le prix à l'exportation, en proportion du prix d'exportation. S'il existe plusieurs produits ne faisant pas l'objet d'une enquête qui ne sont pas similaires les uns aux autres, et qui influent sur la même branche de production nationale, il faudra faire des calculs indépendants et établir des marges individuelles de dumping pour les différents produits, bien qu'ils soient traités comme un élément d'une seule et même enquête.

Paragraphe: L'enquête administrative relative à la dénonciation de divers produits non similaires pourra se dérouler dans le cadre d'une même procédure administrative uniquement si la branche de production dans les deux cas est formée des mêmes entreprises pour les deux produits. Dans la situation inverse, on devra mener des procédures indépendantes, ce qui pourra être ordonné d'office dans la résolution d'ouverture de l'enquête, ou bien décidé à la demande d'une des parties intéressées.

Article 25. Comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Pour déterminer la marge de dumping, l'autorité chargée de l'enquête effectuera une comparaison équitable en tenant compte des dispositions du Décret-loi n° 7 de 2006, elle apportera une attention particulière aux articles 10, 11 et 12, et au présent Décret exécutif, en établissant, au cours d'opérations commerciales normales, une différence entre la valeur normale du produit similaire dans le pays exportateur et le prix à l'exportation, ce qu'elle fera en tenant compte des paramètres de comparaison suivants:

- a) ventes effectuées au même niveau commercial, lequel sera en principe le stade sortie usine; et
- b) ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible, en se fondant sur le taux de change en vigueur aux dates en question.

Pour garantir une comparaison équitable, chaque fois que possible, on apportera les ajustements appropriés à la valeur normale et au prix à l'exportation sur la base d'une différenciation par modèles ou types de produits. Pour effectuer ces ajustements, l'autorité chargée de l'enquête prendra en considération, entre autres, les aspects suivants:

- a) Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. Aux fins de cette comparaison, il sera établi une base commune qui permette de compenser les différences entre les produits utilisés pour fixer la valeur normale et le prix à l'exportation.
- b) Dans les cas prévus plus haut à l'article 23, il devra être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des gains ou des bénéfices raisonnables.
- c) Lorsque la comparaison nécessite une conversion de monnaies, cette conversion devra être effectuée en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente, à condition que, lorsqu'une vente de monnaie étrangère sur les marchés à terme est directement liée à la vente à l'exportation considérée, le taux de change pratiqué pour la vente à terme soit utilisé. Les fluctuations des taux de change ne seront pas prises en considération et, dans une enquête, les autorités accorderont aux exportateurs 60 jours au moins pour ajuster leurs prix à l'exportation afin de tenir compte des mouvements durables des taux de change enregistrés pendant la période couverte par l'enquête.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction.

Article 26. Détermination de la marge de dumping. Conformément à l'article 6.10 de l'Accord antidumping, il est établi qu'en règle générale, dans le processus d'enquête et aux fins de la détermination définitive, il devra être fixé une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. On s'appuiera pour cela sur les consignes contenues dans l'article 24 du présent Décret exécutif.

Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, on pourra limiter l'examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements disponibles au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter.

Le choix des exportateurs, producteurs, importateurs ou types de produits au titre du présent article sera fait de préférence en consultation avec les exportateurs, producteurs ou importateurs concernés et avec leur consentement.

Dans les cas où les autorités auront limité leur examen ainsi qu'il est prévu dans le présent paragraphe, elles n'en détermineront pas moins une marge de dumping individuelle pour tout exportateur ou producteur qui n'a pas été choisi initialement et qui présente les renseignements nécessaires à temps pour qu'ils soient examinés au cours de l'enquête, sauf dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment la tâche desdites autorités et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile. Les réponses volontaires devront être adressées à l'autorité chargée de l'enquête.

Article 27. Établissement de marges dans les cas de marges globales. Quand il est impossible de fixer des marges individuelles à tous les exportateurs, l'autorité chargée de l'enquête, en application de l'article 9.4 de l'Accord antidumping, s'assurera que les droits appliqués des importations en provenance d'exportateurs ou de producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen ne dépasseront pas:

- a) la marge moyenne pondérée de dumping établie pour les exportateurs ou producteurs choisis, ou
- b) dans les cas où le montant des droits antidumping à acquitter est calculé sur la base d'une valeur normale prospective, la différence entre la valeur normale moyenne pondérée pour les exportateurs ou les producteurs choisis et les prix à l'exportation pour les exportateurs ou les producteurs qui n'ont pas fait individuellement l'objet d'un examen.

L'autorité chargée de l'enquête ne tiendra pas compte, aux fins du présent article, des marges nulles ou *de minimis* ni des marges établies dans les cas où, face au manque de coopération de l'exportateur, il aura fallu invoquer les faits dont on aura eu connaissance. Les autorités appliqueront des droits ou des valeurs normales individuelles aux importations en provenance des exportateurs ou des producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen et qui auront fourni les renseignements nécessaires au cours de l'enquête, ainsi qu'il est prévu à l'article précédent.

CHAPITRE II

SUBVENTIONS

Article 28. Définition de la subvention. Une subvention sera réputée exister:

- a) s'il y a une contribution financière de l'État ou d'un organisme public quelconque sur le territoire d'un pays, c'est-à-dire dans les cas où:
 - i) une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds (par exemple sous forme de dons, prêts et participations au capital social), ou des transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple des garanties de prêts);
 - ii) des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues (par exemple dans le cas des incitations fiscales telles que les crédits d'impôt), auquel cas il doit être tenu compte de la note de bas de page 1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires;
 - iii) les pouvoirs publics fournissent des biens ou des services autres qu'une infrastructure générale, ou achètent des biens;

- iv) les pouvoirs publics font des versements à un mécanisme de financement, ou chargent un organisme privé d'exécuter une ou plusieurs fonctions des types énumérés aux points i) à iii) qui sont normalement de leur ressort, ou lui en donnent l'ordre, la pratique suivie ne différant pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics;
- b) s'il y a une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI du GATT de 1994.
- c) Pour qu'il y ait subvention, il faudra que, dans les cas visés aux alinéas a) ou b) du présent article, un avantage soit conféré en conséquence.

Article 29. Spécificité

- a) Une subvention sera réputée spécifique à une entreprise ou à une branche de production ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production si elle est conforme aux dispositions de l'article 6 du Décret-loi n° 7 de 2006 et si elle est accordée dans l'une des circonstances suivantes:
 - i) l'État ou l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle l'État ou ladite autorité agit, limite expressément à certaines entreprises, activités ou branches de production la possibilité de bénéficier de la subvention;
 - ii) l'État ou l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle il ou elle agit, destine la subvention à des produits exportés ou aux produits utilisant des matières premières ou des intrants nationaux, de préférence aux produits importés;
 - iii) bien que des conditions ou des critères objectifs aient été établis par une loi, un Décret exécutif ou toute autre norme juridique vérifiable régissant le droit d'obtenir la subvention demandée pour le montant demandé, ce droit n'est pas octroyé automatiquement ou l'on ne parvient pas à prouver que l'autorité en cause ne respecte pas lesdits conditions ou critères objectifs;
 - iv) la subvention est limitée à certaines entreprises situées à l'intérieur d'une région géographique déterminée relevant de la juridiction de l'État ou de l'autorité qui accorde cette subvention.
- b) S'il est possible qu'une subvention soit spécifique, mais qu'elle ne répond pas aux conditions susmentionnées, l'autorité chargée de l'enquête pourra déterminer que la subvention est spécifique sur la base des éléments suivants: l'utilisation exclusive de la subvention par un nombre limité d'entreprises ou par une branche de production; l'utilisation dominante de la subvention par certaines entreprises ou branches de production; l'octroi à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés; ou le fait que la manière dont l'autorité qui accorde la subvention a exercé un pouvoir discrétionnaire montre que la subvention n'est généralement pas disponible.
- c) Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, une subvention ne sera pas réputée spécifique lorsque les critères ou conditions auxquels seront subordonnés le droit de bénéficier de la subvention et/ou son montant seront objectifs, neutres et d'application horizontale, de telle sorte qu'ils ne favorisent pas une certaine entreprise ou branche de production, ni ne limitent la subvention à une certaine entreprise ou branche de production, et que le droit de bénéficier de la subvention et son montant seront automatiques.

La détermination de la spécificité, conformément aux dispositions du présent article et à celles visées à l'article 2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, doit être clairement établie, sur la base de données positives.

Article 30. Conditions d'application de droits compensateurs. Des droits compensateurs ne pourront être appliqués qu'à l'issue d'une enquête ouverte et réalisée en conformité avec les dispositions du présent Décret exécutif, notamment celles indiquées à l'article 2, et, le cas échéant, sur la base de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur l'agriculture. Durant cette enquête, il devra être établi que la subvention objet de l'enquête est spécifique, et qu'elle crée un dommage aux termes du présent Décret exécutif, outre qu'il existe un lien de causalité entre les importations subventionnées et le dommage. La détermination de l'existence d'une subvention, d'un dommage et d'un lien de causalité, ainsi que la recommandation concernant l'établissement de droits compensateurs, seront établies par l'autorité chargée de l'enquête, conformément à la procédure administrative prévue dans le présent Décret exécutif.

Article 31. Éléments devant servir à établir le montant d'une subvention en fonction de l'avantage obtenu par le bénéficiaire. Le montant de la subvention sera calculé en unités monétaires ou en pourcentage *ad valorem*, par unité du produit subventionné importé sur le territoire national.

a) Aux fins de la détermination du montant de la marge subvention, l'autorité chargée de l'enquête pourra tenir compte de ce qui suit:

- i) Dons. Les dons peuvent être effectués de plusieurs manières différentes, y compris, mais pas exclusivement, sous la forme d'une participation au capital social, de la conversion d'un prêt en actions ou de l'annulation d'une dette suite à un accord. La détermination du montant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires une année particulière tiendra compte de la valeur de rendement de l'argent et indiquera le montant initialement payé, le nombre d'années écoulées depuis que le don a été effectué, le cycle de vie moyen de l'usine ou des équipements et le taux d'intérêt payable dans le pays d'origine.

Une prise de participation des pouvoirs publics au capital social d'une entreprise ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins que la décision en matière d'investissement ne puisse être jugée incompatible avec la pratique habituelle concernant les investissements (y compris pour ce qui est de la fourniture de capital-risque) des investisseurs privés dudit pays.

- ii) Prêts. Les prêts des pouvoirs publics à des taux équivalents à ceux du marché ne seront pas réputés être une subvention mais l'avantage retiré de prêts contractés dans des circonstances où des prêts ne seraient normalement pas accordés, ou les intérêts payés ou payables si les prêts sont consentis à des taux préférentiels, le montant le plus bas étant retenu, seront réputés être une subvention. Dans la détermination du montant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires une année particulière, l'autorité chargée de l'enquête prendra en considération la valeur de rendement de l'argent et indiquera le montant initial du prêt, le nombre d'années écoulées, le taux d'intérêt payable pour le prêt et le taux d'intérêt applicable sur le marché du pays d'origine.
- iii) Abandon de recettes publiques. Dans la détermination du montant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires une année particulière, l'autorité chargée de l'enquête tiendra compte de toutes recettes dues aux pouvoirs publics du

pays exportateur auxquelles ces pouvoirs publics ont renoncé et des produits concernés par ces recettes.

- iv) Exonérations fiscales et abattements d'impôts. Le non-paiement de l'impôt sur les sociétés qui s'applique aux recettes à l'exportation est une subvention prohibée et pouvant donner lieu à une action sauf dans le cas des pays en développement énumérés à l'annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Dans sa détermination de la marge de subventionnement, l'autorité chargée de l'enquête tiendra compte des recettes à l'exportation de la société pour la période considérée et du taux de l'impôt sur les sociétés dans ce pays. Dans sa détermination de la marge de subventionnement, s'agissant d'une exonération fiscale, l'autorité chargée de l'enquête tiendra compte du montant de l'impôt payé par rapport au montant payable en l'absence de cette exonération, ainsi que des produits auxquels cette exonération s'applique.
- v) Subventions aux intrants. Une subvention aux intrants est une subvention versée pour couvrir le coût d'intrants d'un produit qui est ensuite exporté. Dans sa détermination de la marge de subventionnement, l'autorité chargée de l'enquête examinera l'effet de la subvention aux intrants sur le coût ou le prix du produit faisant l'objet de l'enquête.
- vi) Remboursement excessif des droits de douane. Il y a remboursement excessif des droits de douane dans les cas où un fabricant importe des matières premières utilisées dans la fabrication des produits finals qui sont exportés et où le montant remboursé du droit payé à l'importation est excessif, ou dans les cas où l'exportateur ne peut pas donner la preuve que le produit importé, au sujet duquel le remboursement a été allégué, est effectivement incorporé dans le produit exporté. Dans sa détermination de la marge de subventionnement, l'autorité chargée de l'enquête examinera le montant du droit de douane payable et le montant après abattement ou remboursement.
- vii) Taux d'intérêt préférentiels aux fins de l'exportation. Si des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché sont accordés à une entreprise par les pouvoirs publics ou par un organisme public sur l'ordre des pouvoirs publics, ils seront considérés comme une subvention. Dans sa détermination de la marge de subventionnement, l'autorité chargée de l'enquête examinera le taux d'intérêt offert sur le marché intérieur et les marchés d'exportation, le montant initial du prêt et la valeur du produit exporté.
- viii) Autres subventions. L'autorité chargée de l'enquête déterminera la marge ou le montant de la subvention pour toute subvention qui n'est pas mentionnée aux alinéas ci-dessus en examinant les faits concernant chacune de ces subventions, compte tenu:
 - 1. de la valeur de rendement de l'argent;
 - 2. de la durée de la subvention;
 - 3. du point de savoir si la subvention est liée aux exportations ou à toutes les ventes ou toute la production; et
 - 4. de tous autres renseignements pertinents dont dispose l'autorité chargée de l'enquête.

L'autorité chargée de l'enquête sera habilitée à prendre en compte et à ajouter une quelconque subvention ou l'ensemble des subventions constatées au cours de l'enquête même si la branche de production n'a pas allégué l'existence de cette subvention.

b) En plus des dispositions découlant des règles contenues à l'alinéa a) du présent article, le montant de la subvention sera établi par déduction des éléments suivants de la subvention totale:

- i) tous frais que le bénéficiaire a dû encourir pour avoir droit à la subvention ou pour en bénéficier;
- ii) les taxes perçues à l'exportation, ainsi que les droits et autres impositions ayant frappé l'exportation du produit vers le Panama, essentiellement afin de neutraliser la subvention.

Lorsqu'une partie à l'enquête demandera qu'une telle déduction soit faite, elle devra apporter la preuve que sa demande est justifiée.

c) En outre, l'autorité chargée de l'enquête prendra en considération les critères suivants relatifs à l'exclusion des subventions:

- i) Une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions.
- ii) La fourniture de biens ou de services ou l'achat de biens ou de services par les pouvoirs publics ne sera pas considéré comme conférant un avantage, à moins que la fourniture ne s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate ou que l'achat ne s'effectue moyennant une rémunération plus qu'adéquate. L'adéquation de la rémunération sera déterminée par rapport aux conditions du marché existantes pour le bien ou service en question dans le pays de fourniture ou d'achat (y compris le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente).

TITRE IV

RÈGLES DE FOND SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 32. Définitions. Aux fins du présent Décret exécutif, les définitions suivantes sont établies:

a) Dommage. Le terme "dommage" s'entendra d'un dommage important causé à une branche de production nationale, ou d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale, et ce terme sera interprété conformément aux dispositions du présent Décret exécutif, de l'article 52 du Décret-loi n° 7 de 2006 et de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes.

b) Données de fait disponibles. Données de fait étayées par des éléments de preuve et des données communiquées par les parties intéressées ou leurs collaborateurs en temps et sous la forme voulus, ainsi que par les renseignements obtenus par l'autorité chargée de l'enquête.

c) Intérêt public. L'autorité chargée de l'enquête, en application de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, et lorsqu'elle jugera bon de le faire, soupèsera les différents intérêts pouvant découler de l'imposition d'une mesure de sauvegarde. Dans cas, elle pourra prendre en compte, entre autres, les éléments donnés dans la liste exemplative ci-après:

- i) l'incidence que l'imposition d'une mesure a eue ou aura vraisemblablement sur la concurrence sur le marché national;
- ii) l'incidence que l'imposition d'une mesure a eue ou aura vraisemblablement sur les producteurs du pays qui les utilisent comme intrants dans la production d'autres marchandises et dans la prestation de services;
- iii) l'incidence que l'imposition d'une mesure a eue ou aura vraisemblablement sur la compétitivité en limitant l'accès aux marchandises utilisées comme intrants dans la production d'autres marchandises et dans la prestation de services, ou en limitant l'accès à la technologie;
- iv) l'incidence que l'imposition d'une mesure a eue ou aura vraisemblablement sur le choix ou la disponibilité des marchandises offertes aux consommateurs à des prix concurrentiels; et
- v) l'incidence que la non-imposition d'une mesure, dans sa totalité ou en partie, aura vraisemblablement sur les producteurs nationaux des intrants, y compris les produits primaires, utilisés dans la production de marchandises similaires.

d) Parties intéressées. Dans le présent Décret exécutif, cette expression englobe ce qui suit:

- i) le producteur étranger, l'exportateur, et l'importateur national du produit qui fait l'objet de l'enquête, le groupement professionnel commercial, industriel ou agricole dont une majorité de membres sont des importateurs nationaux, des producteurs étrangers ou des exportateurs étrangers;
- ii) le gouvernement du pays ou du territoire douanier exportateur du produit qui fait l'objet de l'enquête, ou le gouvernement du pays ou du territoire douanier d'origine du produit qui fait l'objet de l'enquête;
- iii) le producteur ou le groupement professionnel commercial, industriel ou agricole dont une majorité de membres sont des producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents;
- iv) les autres parties intéressées déterminées par l'autorité chargée de l'enquête après qu'elle aura constaté l'existence d'un intérêt légitime ou d'un droit subjectif susceptible d'être directement touché, altéré ou satisfait à la suite de l'enquête administrative.

e) Période couverte par l'enquête. Au titre du chapitre IV du Décret-loi n° 7 de 2006, la période couverte par l'enquête s'entend du laps de temps pendant lequel des données sont recueillies et communiquées aux fins de l'évaluation qui doit être faite au cours de l'enquête sous tous les aspects.

Sans préjudice du pouvoir conféré à l'autorité chargée de l'enquête de prendre en considération les circonstances particulières et de fixer une période couverte par l'enquête distincte, les périodes de collecte de données s'établissent comme suit:

- i) Période couverte par l'enquête sur l'augmentation des importations. La période couverte par l'enquête sur l'augmentation des importations aux fins des enquêtes en matière de mesures de sauvegarde devra normalement être de trois ans et ne sera en aucun cas inférieure à 12 mois; elle devra s'achever à une date aussi proche que possible de celle de l'ouverture de l'enquête.
 - ii) Période couverte par l'enquête en matière de dommage. La période de collecte des données aux fins des enquêtes destinées à établir l'existence d'un dommage devra normalement être d'au moins trois ans, à moins que la partie auprès de laquelle des données sont recueillies existe depuis moins longtemps, et devra comprendre la totalité de la période de collecte des données aux fins de l'enquête sur l'augmentation des importations.
- f) Produit directement concurrent. Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 52 du Décret-loi n° 7 de 2006, on entend par là un produit qui n'est pas similaire au produit visé par l'enquête mais qui entre directement en concurrence avec lui.
- g) Produit similaire. Conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'article 52 du Décret-loi n° 7 de 2006, un produit similaire s'entendra d'un produit identique, c'est-à-dire égal sous tous ses aspects, au produit auquel il est comparé. Si l'on conclut à l'issue de la vérification que l'on n'est pas en présence d'un produit identique, on verra s'il y a lieu de considérer comme étant similaire un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas égal sous tous ses aspects, possède des caractéristiques très semblables à celles du produit visé par l'enquête. Au moment de vérifier le degré de similitude, l'autorité chargée de l'enquête pourra prendre en considération:
- i) les matières premières et autres intrants utilisés dans la confection du produit;
 - ii) le procédé de production;
 - iii) les caractéristiques matérielles et l'aspect du produit;
 - iv) l'utilisation finale du produit;
 - v) la possibilité de remplacer le produit par le produit visé par l'enquête;
 - vi) la classification douanière; ou
 - vii) tout autre facteur jugé pertinent par l'autorité chargée de l'enquête.

Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

h) Producteur étranger. Toute personne physique, entité de fait ou de droit, publique ou privée, qui se livre à n'importe quelle forme d'activité économique en son nom propre ou pour compte d'autrui, à titre de fabricant étranger du produit visé par l'enquête.

i) Producteur national. Pour préciser l'intention de l'article 52.4 du Décret-loi n° 7 de 2006, on entend par producteur national toute personne physique, entité de fait ou de droit, publique ou privée, qui se livre à n'importe quelle forme d'activité économique productive en son nom propre ou pour compte d'autrui, à titre de fabricant des biens qui sont objet d'une enquête et qui ont été proposés par ce producteur ou par un tiers.

j) Sauvegarde bilatérale et mécanismes spéciaux d'activation. Entrent sous cette définition les mesures dites de sauvegarde de transition, de sauvegarde bilatérale et toute autre mesure sans préjudice de la désignation donnée par la norme pertinente, qui peuvent être appliquées par la République du Panama en vertu des cas prévus par divers accords, conventions ou traités commerciaux, et qui apparaissent différentes des mesures d'urgence autorisées à titre exclusif par l'article XIX du GATT de 1994 et par l'Accord sur les sauvegardes.

k) Sous-cotation du prix. S'entend de la mesure dans laquelle le prix du produit importé est inférieur au prix du produit similaire ou directement concurrent fabriqué par la branche de production, mesuré à un point de comparaison adéquat.

Article 33. Produit visé par l'enquête. Aux termes de l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, s'entend de tout produit exporté suspecté d'occasionner un dommage grave à la branche de production nationale.

Article 34. Examen du degré de similitude. Le produit visé par l'enquête sera soumis à un examen du degré de similitude ou de concurrence, qui consistera à comparer le produit visé par l'enquête et le produit national similaire ou directement concurrent. Cette comparaison servira à mieux cerner la notion de partie intéressée, ainsi qu'à effectuer l'analyse qui devra être faite de l'augmentation des importations, du dommage et de la causalité, selon les dispositions correspondantes.

CHAPITRE II

DOMMAGE

Article 35. Dommage grave. Pour déterminer si les importations d'un produit ont augmenté dans des quantités ou des conditions telles qu'elles ont causé un dommage grave à une branche de production nationale selon les articles 53 et 54 du Décret-loi n° 7 de 2006, l'autorité chargée de l'enquête examinera tous les facteurs à caractère objectif et quantifiable ayant un rapport avec la situation de cette branche de production, afin d'établir si, au vu des éléments qui suivent, on peut conclure qu'il existe une dégradation générale notable de la situation de la branche de production nationale sur la base des critères ci-après:

a) Évolution des importations: On analysera le rythme et l'ampleur de l'accroissement des importations, en termes absolus et par rapport à la production nationale et à la consommation nationale apparente, afin de déterminer si les changements sont survenus subitement et par surprise. De même, on prendra en compte le prix des importations, les conditions dans lesquelles celles-ci se sont effectuées, et la part du marché intérieur qu'elles ont absorbée.

b) Situation de la branche de production nationale: On analysera l'évolution des indicateurs mentionnés ci-après et ce que l'on aurait pu raisonnablement attendre de chacun d'eux en fonction de l'évolution de l'économie:

- i) évolution des volumes de production en termes absolus et par rapport aux ventes et à la consommation nationale;
- ii) évolution des ventes sur le marché national et des revenus nets provenant des ventes, et rapport entre les deux;
- iii) évolution de l'utilisation de la capacité installée;

- iv) évolution de la productivité;
- v) compte de résultat;
- vi) emploi;
- vii) évolution des prix et effets des importations: On analysera l'évolution des prix de vente sur le marché national du produit, ainsi que l'évolution que l'on aurait pu attendre raisonnablement compte tenu de l'évolution de l'indice des prix dans l'économie, afin de déterminer si les importations ont entraîné une baisse des prix ou ont empêché les hausses qui se seraient produites dans des circonstances différentes;
- viii) évolution des volumes des stocks, en termes absolus et par rapport aux ventes et à la production nationale, que l'on analysera pour déterminer si les ventes et la production ont subi une dégradation qui a eu un effet quantifiable sur le niveau des stocks;
- ix) les comptes financiers de l'entreprise productrice ainsi que de la ligne de production du produit faisant l'objet de l'enquête. Lorsqu'il ne sera pas possible d'obtenir des renseignements sur la ligne de production, l'effet des importations devra se mesurer sur la production du groupe ou de la gamme la plus restreinte de produits dont fait partie le produit national similaire ou directement concurrent. L'effet sur les comptes financiers sera mesuré compte tenu de l'évolution du secteur de l'économie auquel appartient la branche de production nationale;
- x) la main-d'œuvre directe ou indirecte utilisée dans la ligne de production ou dans le groupe ou la gamme les plus restreints, avec indication du nombre de personnes employées et du montant des salaires.

L'absence de tendances négatives ou la présence de tendances positives dans l'un ou plusieurs des facteurs visés dans la présente disposition ne constitue pas un critère décisif.

Article 36. Existence d'une menace de dommage grave. Pour déterminer l'existence d'une menace de dommage grave pour les importations et en application de l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, seront pris en considération, outre les effets imminents sur les facteurs décrits dans l'article précédent, les éléments suivants:

- a) la possibilité d'un accroissement des importations dû, entre autres facteurs, à l'existence d'un contrat de fourniture ou de vente, l'adjudication d'un marché public, une offre non révocable ou un autre contrat comparable;
- b) un accroissement de la capacité exportatrice du pays d'origine, dû à l'utilisation accrue de la capacité installée pour le produit faisant l'objet de l'enquête ou à l'augmentation des stocks des produits en question;
- c) la probabilité que les exportations résultant de cette capacité potentielle accrue du pays exportateur soient destinées au marché panaméen. Pour cette analyse, on pourra faire entrer en ligne de compte la baisse des prix, des projections statistiquement valables ou d'autres éléments susceptibles de favoriser ces exportations;
- d) l'existence de lettres de crédit pour des paiements à l'étranger concernant des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.

L'absence de tendances négatives ou la présence de tendances positives dans l'un ou plusieurs des facteurs visés dans la présente disposition ne constitue pas un critère décisif.

CHAPITRE III

CAUSALITÉ

Article 37. Détermination de l'existence d'un lien de causalité. La démonstration devra être faite de l'existence d'un lien de causalité entre les importations du produit visé par l'enquête et le dommage causé à la branche de production nationale, démonstration qui devra être fondée sur un examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposera l'autorité chargée de l'enquête, comme l'exige l'article 55 du Décret-loi n° 7 de 2006.

Article 38. Non-imputation. Conformément à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, l'autorité chargée de l'enquête devra examiner également tous les autres facteurs dont elle aura connaissance, distincts des importations du produit visé par l'enquête, qui ont une incidence sur la branche de production nationale qui est en totalité ou en partie la cause du dommage occasionné à cette dernière, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être attribués aux importations objet de l'enquête. Parmi les facteurs qui peuvent être pertinents à cet égard figurent la contraction de la demande ou les variations dans la structure de la consommation, l'évolution de la technologie et les résultats de l'activité exportatrice de la branche de production nationale.

Si une fois évaluée l'incidence de ces autres facteurs non imputables, et éliminée cette incidence parmi les dommages constatés, il apparaît, de l'avis de l'autorité chargée de l'enquête, que les importations du produit visé par l'enquête demeurent une cause des dommages, on pourra en conclure qu'il existe un lien de causalité.

CHAPITRE IV

SAUVEGARDE GÉNÉRALE

Article 39. Conditions d'application. Conformément à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, une mesure de sauvegarde ne peut être imposée qu'en réponse à un accroissement rapide et important des importations d'un produit résultant de l'évolution imprévue des circonstances, lorsque cet accroissement des importations cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

Article 40. Forme des sauvegardes. Au moment d'imposer des mesures de sauvegarde, on devra suivre les dispositions de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes dans le sens où une mesure de sauvegarde peut être appliquée sous la forme d'un droit de douane ou d'une restriction quantitative à l'importation, au niveau nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave et faciliter l'ajustement. Le choix du type de mesure à appliquer est laissé à la discrétion de l'autorité chargée de l'enquête, qui pourra prendre en considération les demandes adressées par les parties intéressées à ce sujet.

a) Modification des droits de douane. L'application d'une mesure de sauvegarde sous la forme d'une modification des droits de douane a pour objet d'augmenter les droits de douane à un niveau permettant de prévenir ou de réparer le dommage. À cette fin, l'autorité chargée de l'enquête pourra, pour guider son choix, prendre en considération la différence existant entre le prix moyen pondéré à l'importation du produit visé par l'enquête et le prix le plus élevé du produit national similaire ou

directement concurrent destiné à la consommation locale. De même, l'autorité chargée de l'enquête pourra utiliser toute autre méthode qu'elle jugera raisonnable et qu'elle aura justifiée comme il convient au moment de déterminer le type de mesure à appliquer.

b) Restrictions quantitatives. Si une restriction quantitative est utilisée, cette mesure ne ramènera pas les quantités importées au-dessous du niveau d'une période récente, qui correspondra à la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années représentatives pour lesquelles des statistiques sont disponibles, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage, étant prise en compte la date la plus récente possible au moment de l'adoption de la mesure.

- i) Dans les cas où l'on recourra à des restrictions quantitatives et où un contingent sera réparti entre des pays fournisseurs, un accord pourra être recherché au sujet de la répartition des parts du contingent avec les pays exportateurs ayant un intérêt substantiel dans la fourniture du produit considéré.
- ii) Dans les cas où cette méthode ne sera raisonnablement pas applicable, on attribuera aux pays ayant un intérêt substantiel dans la fourniture du produit des parts calculées sur la base des proportions, fournies par lesdits pays pendant une période représentative précédente, de la quantité ou de la valeur totale des importations du produit, tout facteur spécial qui pourrait avoir affecté ou pourrait affecter le commerce du produit étant dûment pris en compte.
- iii) L'autorité chargée de l'enquête pourra s'écarter des dispositions de l'alinéa b) ii) du présent article à condition de consulter les pays exportateurs, sous les auspices du Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce, et sous réserve que les faits suivants soient prouvés:
 1. On a établi la présence d'un dommage grave, et non seulement la menace d'un dommage grave.
 2. Il a été établi que le volume des importations en provenance de pays déterminés a augmenté d'une manière disproportionnée par rapport à l'augmentation totale des importations du produit faisant l'objet d'une enquête pendant la période de collecte de données sur l'augmentation des importations.
 3. Il existe de bonnes raisons de s'écarter des dispositions de l'alinéa b) ii) du présent article, et les conditions dans lesquelles cela a été fait sont équitables pour tous les fournisseurs du produit en question, ou bien les fournisseurs n'ont pas coopéré à l'enquête.

Article 41. Plan d'ajustement de la branche de production nationale. Lorsque l'autorité chargée de l'enquête le jugera nécessaire, et en conformité avec l'article 66 du Décret-loi n° 7 de 2006, dans le cadre d'une enquête ouverte soit d'office soit à la demande d'une partie, elle pourra demander au requérant de présenter un plan de reconversion ou un plan pour venir à bout des circonstances dont il est allégué qu'elles sont la cause du dommage. La présentation de ce plan d'ajustement par la branche de production nationale pourra être demandée par l'autorité chargée de l'enquête au cours ou à l'issue de l'enquête, au moment de recommander l'application des mesures au Conseil des ministres, sans que cela remette en question la possibilité de présenter ledit plan d'ajustement en même temps que la demande d'ouverture d'une enquête.

Tout plan d'ajustement devra comprendre au minimum une description des circonstances en cause, leur état actuel pour que l'on puisse établir leur évolution, une projection de la situation telle qu'elle se présentera une fois éliminées lesdites circonstances, et un programme avec un calendrier correspondant des actions à mener pour réaliser la transformation nécessaire. En outre, il faudra démontrer que le plan est financièrement viable, et que la branche de production nationale possède les ressources économiques et financières voulues pour le mettre en pratique. Enfin, le plan devra mentionner les indicateurs qui, de l'avis de la branche de production, sont ceux qui conviennent pour évaluer la bonne exécution du plan d'ajustement.

L'autorité chargée de l'enquête analysera le plan d'ajustement pour déterminer si la proposition est réaliste et suffisante. Si elle considère que ce n'est pas le cas, elle pourra autoriser la branche de production nationale à modifier le plan, en lui accordant à cette fin un délai de 15 jours civils au maximum. La bonne exécution de ces plans sera réexaminée et/ou contrôlée périodiquement par l'autorité chargée de l'enquête, durant la période d'application de la mesure de sauvegarde.

La non-exécution des plans mentionnés par la branche de production nationale affectée pourra entraîner, après évaluation et recommandation de l'autorité chargée de l'enquête, la libéralisation ou la suspension immédiate de l'application d'une mesure de sauvegarde, sauf lorsque le non-respect de ces plans ne pourra être imputé à la branche de production nationale. En cas de non-exécution partielle du plan imputable à la branche de production nationale, il sera procédé à l'évaluation de l'effet qu'aurait la libéralisation ou suspension de la mesure sur la branche de production nationale qui a effectivement exécuté le plan.

Article 42. Négociation de concessions et de compensations. Au moment d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde, on s'efforcera de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu du GATT de 1994 avec les Membres exportateurs qui seraient affectés par la mesure, conformément aux dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. En vue d'atteindre cet objectif, on pourra convenir de tout moyen adéquat pour compenser au plan commercial les effets défavorables de la mesure sur le commerce.

Article 43. Exclusion de pays du champ d'application de mesures. Selon les dispositions de l'article 60 du Décret-loi n° 7 de 2006, il ne sera pas appliqué de mesures de sauvegarde à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre de l'Organisation mondiale du commerce lorsque les importations du produit considéré réalisées ne dépasseront pas trois pour cent (3%) des importations totales, à condition que les pays en développement Membres de l'OMC dont la part dans les importations est inférieure à trois pour cent (3%) ne contribuent pas collectivement pour plus de neuf pour cent (9%) aux importations du produit considéré

La condition justifiant l'exclusion pourra être revue si, après l'imposition d'une mesure, il s'avère qu'un pays exclu, conformément à l'alinéa ci-dessus, devient un fournisseur important précisément du fait qu'il a été exclu du champ d'application de la mesure.

TITRE V

RÈGLES DE PROCÉDURES COMMUNES

CHAPITRE I

DOSSIER ADMINISTRATIF

Article 44. Teneur du dossier. Toute action administrative devra être consignée par écrit et portée au dossier correspondant, à l'exception des actions de nature verbale autorisées par la loi. Il en va de même pour les actions par écrit des parties et leur intervention dans la procédure.

Les procédures d'enquête auxquelles le présent Décret exécutif fait référence comprendront l'établissement d'un dossier administratif, qui contiendra toute la documentation présentée par les parties, ainsi que la documentation collectée d'office par l'autorité chargée de l'enquête, laquelle sera archivée dans l'ordre chronologique de réception des documents. Toute la documentation devra être versée immédiatement au dossier administratif et numérotée dans l'ordre logique à l'encre ou avec tout autre moyen sûr. Le dossier sera divisé en deux parties, dont l'une contiendra les renseignements publics, et l'autre les renseignements confidentiels; les deux parties seront placées, dès leur création, sous la garde et la responsabilité de l'autorité chargée de l'enquête.

Article 45. Accès au dossier. Seuls ont accès au dossier, en plus des fonctionnaires chargés de sa gestion, les parties intéressées, leurs mandataires et les agents de ces derniers, dûment accrédités par écrit auprès de l'administration, sans préjudice du droit de tierces parties d'obtenir des copies authentiques ou des certificats de l'autorité respective, sauf si l'on est en présence de renseignements confidentiels.

Les dossiers pourront sortir du bureau de l'administration uniquement lorsque cela sera nécessaire pour la présentation de preuves, à la demande d'un supérieur qui devra connaître les faits en cause et décider de la procédure à suivre à leur sujet, d'un service du Ministère public ou de l'organe judiciaire, et, quand des copies sont demandées, lorsque le bureau ne dispose pas des moyens appropriés pour ce faire.

Article 46. Délivrance de copies. Les parties pourront demander des copies du dossier; pour cela, elles devront être dûment accréditées auprès de l'autorité chargée de l'enquête et préciser les pages pour lesquelles elles ont besoin d'une copie. La demande pourra être adressée directement par oral à l'autorité chargée de l'enquête et les frais seront à la charge du requérant.

CHAPITRE II

RECONNAISSANCE JURIDIQUE

Article 47. Reconnaissance juridique. Pourra participer à la procédure administrative quiconque présentera la qualité de partie intéressée selon la définition donnée à l'alinéa g) de l'article 8 du présent Décret exécutif.

Article 48. Tierces parties intéressées. Hormis les parties intéressées, l'autorité chargée de l'enquête pourra reconnaître la qualité de partie à un tiers indirectement intéressé par la détermination finale, ou par son rejet ou sa révision, même s'il s'agit d'un intérêt dérivé, ou non actuel, par rapport à l'intérêt propre d'une partie intéressée. Ce sujet agira à titre de collaborateur. Ce tiers participera à la procédure mais ne pourra rien demander pour son propre compte ni modifier la plainte à laquelle il se

joint; en revanche, il pourra présenter toutes les allégations de fait et de droit nécessaires à la défense de son intérêt et il pourra, sinon intenter un recours, du moins émettre un avis favorable ou défavorable et ajouter des arguments à ceux exposés par les parties intéressées.

Pourront entrer dans cette catégorie les utilisateurs industriels du produit visé par l'enquête ou du produit national similaire, et les organisations de consommateurs représentatives dans les cas où le produit est vendu normalement au détail. En plus de ce qui est indiqué au paragraphe précédent, ces tierces parties pourront fournir tout renseignement utile à l'enquête et ayant un rapport avec les faits en cause.

Article 49. Représentation professionnelle. Conformément aux dispositions de l'article 50 de la Loi n° 38 de 2000, toute action des parties à la procédure administrative ayant trait à la défense d'intérêts commerciaux devra être engagée par l'intermédiaire d'un avocat approprié, en particulier la demande d'ouverture d'une enquête, aux termes des articles 28 et 62 du Décret-loi n° 7 de 2006. Sont dispensées de cette obligation les actions simples des parties comme la demande de copies, la révision d'un dossier, les attestations et autres actes de nature égale ou semblable.

CHAPITRE III

PREUVES

Article 50. Renseignements à fournir. L'autorité chargée de l'enquête, conformément aux dispositions des articles 35 et 71 du Décret-loi n° 7 de 2006, pourra demander à toutes les parties à la procédure les éléments de preuve, renseignements et données qu'elle jugera pertinents, au moyen éventuellement de formulaires. L'autorité chargée de l'enquête devra informer les parties intéressées par une enquête des renseignements qu'elle exige et leur ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents. Nonobstant le pouvoir d'investigation de l'autorité chargée de l'enquête, le demandeur comme les autres parties intéressées seront responsables au premier chef d'apporter la preuve de ce qu'ils allèguent pour défendre leurs intérêts.

En outre, l'autorité chargée de l'enquête pourra demander aux producteurs, distributeurs ou négociants nationaux du produit ou de la marchandise en cause, ainsi qu'aux courtiers en douane, mandataires, commissaires ou consignataires des importateurs, ou à toute autre personne, entité juridique ou entité gouvernementale qu'elle jugera indiquée, de lui fournir les renseignements et données à leur disposition.

Article 51. Types de preuves. Font office de preuves les documents, les témoignages, l'inspection officielle, les dépositions, les expertises, les rapports, les indices, les outils scientifiques, les photocopies ou les reproductions par des moyens mécaniques et les fac-similés et tout autre élément raisonnable sur lequel le fonctionnaire a fondé sa conviction, sous réserve qu'ils ne soient pas explicitement interdits par la loi et qu'ils ne soient pas contraires au droit ni à l'ordre public. Dans le cas des fac-similés et des copies, l'entité publique respective devra s'assurer de leur authenticité, en les confrontant à leur original dans un délai raisonnable après leur réception, par une authentification notariée ou à l'aide de tout autre moyen jugé approprié.

L'autorité chargée de l'enquête devra déterminer si les preuves avancées et déposées par les parties sont admissibles ou non, par rapport aux faits à vérifier, tout comme elle devra prendre en considération les règles juridiques qui régissent les éléments de preuve. En matière de preuves, les dispositions qui suivent s'appliqueront.

a) Documents. Constituent des documents les écrits, imprimés, plans, dessins, tableaux, photographies, photocopies, radiographies, bandes cinématographiques, disques, enregistrements sur magnétophone et, de manière générale, tout objet valant représentation ou déclaration. Les documents sont assujettis aux règles suivantes:

- i) Constituent des documents publics les documents rédigés ou dressés par des agents de la fonction publique, dans les formes requises et dans la limite de leurs attributions. Les photocopies d'originaux présenteront les caractéristiques définies dans le présent article si le fonctionnaire qui les a visées a expliqué la raison pour laquelle il s'agit de copies conformes à l'original. Constituent des instruments publics les écritures faites devant notaire, et tout autre document auquel la loi reconnaît ce caractère.
- ii) Les documents ou instruments publics dont la véracité n'est contestée par personne constituent pleinement une preuve de l'existence matérielle des faits dont l'agent de la fonction publique y affirme être lui-même l'auteur ou auxquels il dit avoir assisté dans l'exercice de ses fonctions.
- iii) Les documents publics dressés à l'étranger équivaldront à ceux dressés dans le pays s'ils remplissent les conditions suivantes: 1) ils ont été dressés dans les formes et selon les procédures établies dans le pays d'exécution des actes et des contrats; et 2) la signature du fonctionnaire qui a dressé le document a été correctement authentifiée.
- iv) Les documents privés délivrés dans le pays ou à l'étranger, reconnus par les parties et déclarés reconnus conformes à la loi, font foi entre les parties et à l'égard de tiers, quant aux déclarations qu'ils contiennent, sauf preuve du contraire. Les publications sur Internet auront autant de valeur, à condition que leurs auteurs en fournissent une copie imprimée qui sera jointe au dossier et qui devra indiquer avec précision l'adresse électronique de l'expéditeur, ainsi que la date et l'heure de l'impression, de manière à garantir que, tels qu'ils apparaissent imprimés, les renseignements communiqués sont authentiques.
- v) Les documents privés délivrés à l'étranger pourront être soumis à la procédure d'authentification par les consulats ou d'apostille à l'initiative de la partie qui produit le document. Cette procédure n'aura pas valeur de preuve de la validité de son contenu, lequel devra remplir les critères de rigueur normaux d'un document privé.
- vi) À tout document rédigé dans une langue autre que l'espagnol devront être jointes une traduction du texte, ainsi qu'une copie des deux versions. Ladite traduction devra être effectuée par un traducteur assermenté, à la charge de la partie qui présente le document.

b) Éléments de preuve présentés oralement. Les éléments de preuve présentés oralement devront servir à prouver ou éclairer des faits présentant un intérêt pour l'enquête, et que la personne convoquée à cette fin aura connus d'une manière directe. Le témoin devra présenter des garanties de moralité et n'être lié en aucune façon à l'affaire. Les personnes directement ou indirectement intéressées par l'issue de l'enquête pourront témoigner, mais leurs déclarations devront être appréciées en tenant compte de cette situation. Il découle de ce qui précède qu'avant de faire leurs déclarations, les témoins doivent prêter serment ou jurer qu'ils ne diront que la vérité, sous peine de faux témoignage; pour cela, le fonctionnaire doit exposer et expliquer, en des termes compréhensibles par le témoin, les conséquences à attendre d'un faux témoignage.

c) Preuves d'expert ou techniques. Les preuves d'expert ou techniques seront recevables lorsque l'on devra apprécier des faits ou des circonstances exigeant des connaissances spéciales ne relevant pas du droit. La partie désireuse d'obtenir des preuves d'expert devra expliquer avec clarté et précision les points sur lesquels devra porter la décision, et présenter un questionnaire auquel l'expert devra répondre.

Une fois acceptée la demande de preuves d'experts, les autres parties intéressées en seront informées immédiatement. Toute partie intéressée adverse du demandeur pourra, dans un court délai fixé par l'autorité chargée de l'enquête à des fins prudentielles, demander que lesdites preuves soient étendues aux points visés dans la décision, points qu'elle devra exposer en des termes concrets, ou elle pourra réfuter un ou plusieurs de ces points. Les honoraires de l'expert seront à la charge des deux parties, en proportion des renseignements demandés par chacune d'elles.

Article 52. Obligation de collaborer et obstruction au déroulement d'enquête. Les parties et leurs mandataires ont pour obligation de collaborer à l'examen des preuves avancées. L'autorité chargée de l'enquête communiquera aux parties intéressées, suffisamment à l'avance, le lieu, la date et l'heure de l'examen des preuves, en les informant que, le cas échéant, l'intéressé pourra se faire aider d'un mandataire ou d'experts.

Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, l'autorité chargée de l'enquête pourra formuler des déterminations préliminaires ou finales, positives ou négatives, sur la base des données de fait dont elle a connaissance et des meilleurs renseignements disponibles. Les dispositions de l'annexe II, qui fait partie du présent Décret exécutif, seront observées lors de l'application du présent paragraphe.

Article 53. Renseignements confidentiels. Aux fins du présent Décret exécutif et des articles 6.5 de l'Accord antidumping, 12.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes, tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités. Les renseignements qui seront fournis dans ces conditions devront être identifiés clairement comme étant confidentiels, et dans le cas contraire ne seront pas considérés comme tels. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis.

On pourra considérer comme étant des renseignements confidentiels ou à accès restreint ceux qu'on ne peut divulguer pour des raisons d'intérêt public ou privé, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus, ainsi que les renseignements dont la divulgation pourrait causer un grave préjudice à la société, à l'État ou à la personne concernée, tels que les renseignements concernant les négociations de conventions ou de traités internationaux, la sécurité nationale, les idées politiques, l'état civil, les antécédents pénaux ou policiers, les comptes bancaires et autres renseignements de nature similaire, qui présentent ce caractère aux termes d'une disposition juridique.

Il appartiendra à l'autorité chargée de l'enquête de vérifier si les explications données pour justifier le caractère confidentiel sont suffisantes. Dans la négative, elle devra aviser la partie intéressée que ces renseignements ne seront pas pris en considération, sauf s'il peut être démontré de manière convaincante, de source appropriée, que les renseignements sont corrects, ce pour quoi elle lui accordera un délai définitif de cinq à dix jours. Si les explications ne s'avèrent pas satisfaisantes,

les renseignements seront restitués à leur auteur sauf s'il a donné son autorisation pour qu'ils soient rendus publics et divulgués.

Conformément au dernier paragraphe de l'article 86 du Décret-loi n° 7 de 2006, lorsqu'il s'agit d'obtenir des copies de documents ou d'attestations concernant des renseignements confidentiels, elles ne pourront être délivrées qu'à la demande du Ministère public ou d'une autorité judiciaire sous la forme prévue par les règles applicables, auquel cas ladite autorité devra veiller à ce que les renseignements soient traités comme il convient.

Article 54. Résumés non confidentiels. Conformément à l'article 86 du Décret-loi n° 7 de 2006, l'autorité chargée de l'enquête exigera de toute personne qui aura fourni des renseignements confidentiels qu'elle y joigne sous une forme adéquate un résumé non confidentiel. Ce dernier équivalra à la documentation confidentielle et indiquera dans chaque cas les renseignements qui ont été omis et les raisons de cette omission. Ces résumés devront être suffisamment explicites pour permettre la compréhension de ces renseignements par les autres parties intéressées, ce pour quoi on pourra utiliser, entre autres moyens, des graphiques présentant des données sous forme de pourcentages, une explication générique des données communiqués, etc. Dans ces circonstances exceptionnelles, ces parties pourront signaler que lesdits renseignements ne peuvent être résumés, auquel cas elles devront en donner les raisons.

Si l'autorité chargée de l'enquête conclut que les résumés n'apportent pas suffisamment d'explications ou que les raisons données pour justifier l'impossibilité de résumer les renseignements ne sont pas acceptables, elle pourra faire l'impasse sur ces renseignements et les restituer à leur auteur afin que dans un délai définitif de cinq à dix jours il remédie au problème, renonce à présenter ces renseignements ou autorise leur incorporation au dossier à titre non confidentiel, ou encore démontre d'une manière convaincante, preuves à l'appui, que les renseignements sont corrects.

Article 55. Vérifications *in situ*. L'autorité chargée de l'enquête, au cours de l'enquête, s'assurera de l'exactitude des renseignements présentés par les parties intéressées; à cette fin, et quand elle le jugera opportun, elle pourra effectuer des vérifications *in situ* desdits renseignements, sur lesquelles elle fondera ses conclusions, directement dans les locaux des entreprises tant nationales qu'étrangères. Elle informera les entreprises, avant la visite, de la nature générale des renseignements qui seront vérifiés, ce qui n'empêche pas toutefois de demander sur place plus de détails à la lumière des renseignements obtenus.

Quand il sera nécessaire de réaliser une enquête sur le territoire d'un autre Membre, on devra obtenir l'accord des entreprises intéressées et en aviser les représentants du gouvernement du pays concerné, à condition que ledit gouvernement ne s'oppose pas à l'enquête.

Les procédures spécifiées à l'annexe I de l'article 211 du présent Décret exécutif s'appliqueront aux enquêtes effectuées sur le territoire d'autres pays. Sous réserve des prescriptions relatives à la protection des renseignements confidentiels, l'autorité chargée de l'enquête mettra les résultats de ces enquêtes à la disposition des entreprises qu'ils concernent, ou prévoira leur divulgation à ces entreprises, et pourra mettre ces résultats à la disposition des requérants.

Article 56. Fourniture de preuves aux frais des parties intéressées. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander d'office aux parties intéressées de lui faire parvenir à leurs frais des questionnaires, expertises, rapports ou avis techniques, et ordonner toutes sortes d'actes de procédure administrative aux fins de la vérification des faits allégués. De même, les parties pourront proposer de prendre les frais de ces démarches à leur charge lorsque leur coût ne peut être supporté par l'État.

Article 57. Appréciation des preuves. L'appréciation des preuves se fera selon les principes d'une saine critique, sans que cela exclue la rigueur documentaire que la loi impose pour l'existence ou la validité de certains actes ou contrats.

CHAPITRE IV

RÉSOLUTIONS ET DÉCISIONS ADMINISTRATIVES

Article 58. Décisions administratives. Les décisions prises par les autorités dans le cadre des procédures réglementées par le présent Décret exécutif seront classées conformément aux dispositions de l'article 201 de la Loi n° 38 de 2000, et devront être claires, précises et logiques. En fonction de leur teneur, on parlera des résolutions suivantes:

- a) Résolution. Acte administratif dûment motivé et fondé en droit, qui consiste à statuer sur une demande, mettre un terme à une procédure ou statuer sur un appel incident ou un recours au niveau administratif. Toute résolution devra porter un numéro, une date de parution, le nom de l'autorité qui en est l'auteur et un attendu justifiant son adoption. La partie résolutoire contiendra la décision, ainsi que les recours administratifs contre cette dernière, les raisons de droit et la signature du fonctionnaire responsable.
- b) Résolution d'application simple. Acte administratif immédiatement exécutoire et qui n'admet aucune contestation, comme les résolutions concernant une demande de copies, la transmission du dossier au supérieur, la clôture de livres, etc.
- c) Résolution de simple formalité. Résolution concernant l'acceptation ou le refus de preuves, le caractère confidentiel des renseignements, et toute autre question interlocutoire portant sur le cours normal de la procédure et non sur le fond de l'affaire.
- d) Résolution de fond. Entrent dans cette catégorie les résolutions portant sur l'adoption, l'application de mesures provisoires, et qui mettent fin à la procédure, avec ou sans l'application de mesures définitives, et de manière générale les résolutions sur le bien-fondé de la demande.

L'autorité compétente veillera à respecter le principe de transparence ainsi que l'obligation qui lui est faite d'aviser le public selon les termes du présent Décret exécutif et de la Loi n° 23 de 1997.

Article 59. Contenu et forme des résolutions de fond. Les résolutions de fond devront porter sur l'ensemble et chacun des points visés par l'enquête. En plus de remplir les conditions générales établies dans la Loi n° 38 de 2000, l'autorité compétente tiendra compte des règles suivantes relatives au contenu et à la forme:

- a) Les paragraphes devront suivre une numérotation continue du premier au dernier dans tout le corps de la résolution.
- b) L'analyse quant au fond devra porter sur les aspects suivants, ainsi que sur tout autre point que l'autorité compétente jugera nécessaire d'examiner, notamment les éléments indiqués dans la Loi n° 23 de 1997:
 - i) Appréciation du manque de coopération ou de l'obstruction des parties à la vérification de l'authenticité des preuves, et décision d'utiliser des faits dont on a connaissance et d'utiliser les meilleurs renseignements disponibles.

- ii) Analyse des questions de fond arrêtées par les parties, des exceptions présentées, avec les motifs jugés valables. Il conviendra d'analyser en particulier les conditions ou prescriptions à respecter avant de décider d'appliquer ou non des mesures de défense commerciale, en donnant séparément des indications sur la pratique déloyale ou l'augmentation des importations, le dommage, et le lien de causalité.
 - iii) Il faudra vérifier si, le cas échéant, il y a lieu de confirmer ou non les mesures provisoires prises, et analyser toute question en rapport avec la rétroactivité des mesures définitives.
- c) Au moment de prendre sa décision, l'autorité compétente fera mention des aspects suivants ainsi que de tout autre point qu'elle jugera important:
- i) Acceptation ou refus d'offre d'engagement en matière de prix, et exclusion d'exportateurs du processus.
 - ii) Vérification de l'existence d'une pratique déloyale ou d'une augmentation des importations, d'un dommage et d'un lien de causalité.
 - iii) Recommandation au Conseil des ministres concernant l'imposition de mesures définitives, leur durée et leur ampleur, ou le rejet de la demande.
 - iv) Recommandation au Conseil des ministres concernant la confirmation ou la suspension des mesures provisoires, et application rétroactive des mesures définitives.

CHAPITRE V

COMMUNICATION ET NOTIFICATION

Article 60. Notifications. Les résolutions seront notifiées conformément au présent Décret exécutif, et aux autres normes régissant la procédure administrative. Les résolutions d'application simple ou de simple formalité devront être notifiées dans les deux jours suivant la date de leur annonce. Dans le cas de résolutions de fond, les dispositions en vue de la notification doivent commencer à être prises au plus tard dans les cinq jours suivant la date de leur émission, sans préjudice de la possibilité, pour l'autorité chargée de l'enquête, d'ordonner la publication d'un extrait des résolutions, dans un but de transparence, au Journal officiel.

Les notifications à effectuer sur le territoire national pourront être adressées personnellement, par pli recommandé ou par affichage sur la porte, publiées au Journal officiel ou dans un quotidien national de grande diffusion, ou effectuées par tout autre moyen direct, tel que la messagerie spécialisée, ou par voie électronique. Les notifications effectuées sous l'une des formes susmentionnées prendront effet le jour ouvrable suivant celui où elles auront été faites, sauf disposition contraire.

La première notification qui doit être adressée à des parties intéressées qui se trouvent à l'étranger et qui n'ont pas de lieu de réception des notifications sur le territoire national pourra l'être par la poste ou par l'intermédiaire du représentant diplomatique compétent du Membre exportateur accrédité au Panama ou, dans le cas contraire, à un représentant officiel du territoire exportateur accrédité de préférence auprès de l'Organisation mondiale du commerce ou d'un autre organisme analogue. Aux fins du présent article, on considérera la notification comme ayant été reçue une semaine après la date de son envoi au destinataire. Les parties qui auront été informées selon des

dispositions du présent article devront indiquer un lieu ou un mécanisme approprié pour la réception des notifications. Toute partie intéressée qui n'aura pas donné cette indication sera tenue pour avoir été informée des actes de procédure ultérieurs au terme de seulement vingt-quatre (24) heures à partir de la notification adressée à la dernière des parties ayant indiqué en temps voulu un lieu à cet effet.

L'autorité chargée de l'enquête pourra informer directement le gouvernement du pays d'origine ou d'exportation du produit visé par l'enquête des actes de procédure exigés aux termes du présent Décret exécutif. Ces notifications pourront être adressées par l'un des moyens prévus au présent article à la représentation diplomatique de la République du Panama ou, à défaut, à sa représentation auprès de l'Organisation mondiale du commerce.

Conformément au principe de transparence établi par l'Organisation mondiale du commerce, le public sera avisé des résolutions de fond prises au cours de la procédure, sur le site Web de l'autorité chargée de l'enquête et par un extrait publié au Journal officiel ou dans un quotidien national de grande diffusion. Ces avis publics ne contiendront jamais aucun renseignement jugé confidentiel.

Article 61. Avis et communications à l'Organisation mondiale du commerce. Le Ministre du commerce et de l'industrie enverra promptement les communications ou notifications, par l'entremise de la Mission permanente du Panama à Genève, au Comité des pratiques antidumping, au Comité des subventions ou au Comité des sauvegardes, selon le cas. Ces communications seront celles que la République du Panama devra effectuer en sa qualité de Membre de l'Organisation mondiale du commerce, à savoir, au minimum, celles concernant de manière générale les points suivants: a) ouverture d'une enquête; b) imposition de mesures provisoires ou définitives; c) acceptation d'engagements en matière de prix; d) suspension, abrogation ou prolongation de mesures.

CHAPITRE VI

RECOURS

Article 62. Actes pouvant donner lieu à une action. Les résolutions de fond pourront être contestées par les parties qu'elles visent. Dans les cas susmentionnés et conformément à l'article 93 du Décret-loi n° 7 de 2006, ces résolutions ne pourront donner lieu qu'à un recours en appel, qui aura un effet dévolutif.

Article 63. Recours en appel. Le recours en appel sera intenté ou proposé auprès de l'autorité de première instance mentionnée dans l'acte de notification, ou par écrit dans un délai de cinq jours ouvrables à partir de la date de notification de la résolution ou de l'acte contesté conformément aux dispositions contenues sous le titre XI, chapitres I et III, de la Loi n° 38 de 2000. Pour le bon déroulement de ce recours, on suivra les indications données aux articles 171 et suivants de la Loi n° 38 de 2000.

Article 64. Règlement du recours en appel. En l'absence de l'annonce de preuves pouvant être invoquées en l'espèce, la décision devra être prise dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrables, à partir de la formation du recours si elle a eu lieu directement auprès du bureau du supérieur, ou à partir de la réception du dossier par ce dernier si la formation du recours a été faite auprès de l'autorité de première instance.

Article 65. Épuisement de la voie administrative. S'il s'est écoulé une période de quinze (15) jours ouvrables depuis la formation du recours et que le fonctionnaire compétent ne s'est pas prononcé, le recours sera considéré comme rejeté et la voie administrative épuisée. Le rejet du recours produira le même effet.

CHAPITRE VII

CLÔTURE ANTICIPÉE

Article 66. Clôture de l'enquête. Lorsque l'autorité chargée de l'enquête, dans le cas d'une enquête sur des pratiques commerciales déloyales, déterminera que la marge de dumping ou le montant de la subvention est *de minimis*, elle mettra immédiatement fin à l'enquête comme le prévoit l'article 16 du Décret-loi n° 7 de 2006. Il en ira de même lorsque l'autorité chargée de l'enquête déterminera que le volume des importations, effectives ou potentielles, faisant l'objet d'un dumping, est négligeable.

Article 67. Marge *de minimis*. On considérera qu'il existe une marge *de minimis*, s'agissant d'enquêtes sur des pratiques commerciales déloyales, dans les cas suivants:

a) Dans le cas d'une enquête pour cause de dumping, la marge sera considérée comme étant *de minimis* quand elle sera inférieure à deux pour cent (2%) du prix à l'exportation.

b) Dans le cas d'une enquête sur des subventions, le montant de la subvention sera considéré comme *de minimis* si celle-ci est inférieure à un pour cent (1%) *ad valorem*. Quand le pays exportateur est un pays en développement, on considérera que le niveau global des subventions accordées pour le produit en question est *de minimis* s'il ne dépasse pas deux pour cent (2%) de sa valeur calculée sur une base unitaire

c) Les calculs ci-dessus pourront être effectués d'une manière globale par pays, ou individuellement par exportateur; dans le cas de marges globales inférieures aux niveaux fixés, on devra mettre fin à l'enquête en suivant les indications de l'article précédent. Si l'existence de marges individuelles *de minimis* a été établie pour certains exportateurs, l'enquête s'achèvera pour eux mais elle continuera pour ceux qui auront des marges supérieures.

Article 68. Importations négligeables. On considérera que les importations sont négligeables dans les cas suivants:

a) Dans le cas d'une enquête pour cause de dumping lorsque le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et provenant d'un pays déterminé représente moins de trois pour cent (3%) des importations du produit similaire sur le marché national, sauf si les pays qui représentent individuellement moins de trois pour cent (3%) des importations du produit similaire sur le marché national représentent ensemble plus de sept pour cent (7%) de ces importations.

b) Dans le cas d'une enquête sur des subventions lorsque les produits subventionnés proviennent de pays en développement et que le volume desdites importations représente moins de quatre pour cent (4%) des importations totales du produit similaire sur le marché national, à moins que les importations provenant de pays en développement Membres dont la part individuelle des importations totales représente moins de quatre pour cent (4%) correspondent collectivement à plus de neuf pour cent (9%) des importations totales du produit similaire sur le marché national.

c) Dans le cas d'une enquête sur des sauvegardes générales, des mesures de sauvegarde ne seront pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre tant que la part de ce Membre dans les importations du produit effectuées par le Membre importateur ne dépassera pas trois pour cent (3%), à condition que les pays en développement dont la part dans les importations est inférieure à trois pour cent (3%) ne contribuent pas collectivement pour plus de neuf pour cent (9%) aux importations totales du produit considéré.

d) Lorsque les importations visées par l'enquête proviendront de plusieurs pays, l'enquête pourra se poursuivre à l'égard des pays dont les exportations ne sont pas négligeables.

Article 69. Retrait de l'enquête. Le requérant pourra se retirer de l'enquête à tout moment, en exposant ses raisons par écrit, à la suite de quoi l'autorité chargée de l'enquête déclarera l'enquête close. Si la demande a été présentée par plusieurs entreprises, le retrait de l'une d'elles n'entraînera pas la clôture de l'enquête, sous réserve qu'une proportion importante de la branche de production nationale continue d'y participer.

TITRE VI

PROCÉDURE ORDINAIRE RELATIVE AUX PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES

CHAPITRE I

PHASE PRÉALABLE À L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

Article 70. La demande. Les enquêtes visant à déterminer l'existence, le degré et les prescriptions nécessaires pour imposer toute mesure visée par le présent Décret exécutif s'ouvriront sur demande présentée par écrit par la branche de production nationale ou en son nom.

Article 71. Personnes habilitées à demander l'ouverture d'une enquête. Cette qualité sera accordée à l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires, suivant la définition donnée à l'article 9 du présent Décret exécutif et les dispositions contenues aux articles 26 et 27 du Décret-loi n° 7 de 2006, qui, au moment de présenter la demande d'ouverture d'une enquête administrative, auront reçu au moins l'appui de ceux dont les productions additionnées constituent plus de cinquante pour cent (50%) de la production totale du produit ou du bien similaire et qui auront exprimé leur soutien ou leur opposition à l'ouverture d'une enquête auprès de l'autorité chargée de l'enquête. En outre, pour que l'on puisse considérer qu'il existe une habilitation suffisante pour l'ouverture d'une enquête, il faudra que les producteurs nationaux soutenant expressément la demande, avec les requérants, représentent au moins vingt-cinq pour cent (25%) de la production totale du produit ou du bien similaire produit par le secteur ou la branche de production nationale.

L'autorité chargée de l'enquête pourra déterminer si les deux paramètres susmentionnés ont été respectés au moyen de techniques statistiques. Dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre excessivement élevé de producteurs, des techniques d'échantillonnage statistiques pourront être utilisées. Pour vérifier si cette prescription a été respectée, l'autorité chargée de l'enquête pourra demander l'accréditation appropriée de chacune des personnes agissant au nom du secteur ou de la branche de production nationale.

Article 72. Contenu minimal de la demande. La demande devra être présentée par un avocat agréé, et il y sera exposé les arguments et les motifs de fait et de droit sur lesquels elle est fondée. En plus des éléments indiqués à l'article 28 du Décret-loi n° 7 de 2006, elle contiendra au minimum les informations suivantes:

- a) renseignements généraux concernant le requérant;
- b) description détaillée du produit ou du bien visé par l'enquête, y compris sa classification tarifaire, ses caractéristiques et ses autres éléments distinctifs;

- c) description du secteur ou de la branche de production nationale du requérant et données y relatives;
- d) description détaillée du produit ou du bien similaire du secteur ou de la branche de production nationale et autres éléments distinctifs;
- e) part en pourcentage du produit ou du bien similaire fabriqué par le requérant, par rapport à la production nationale totale dudit produit, information servant à prouver qu'il remplit les conditions en matière d'habilitation;
- f) nom et domicile des importateurs et de ceux qui procèdent à l'exportation, s'ils sont connus;
- g) volume et prix des importations faisant l'objet de la demande d'ouverture d'une enquête, et autres faits et données qui font supposer l'existence de la pratique commerciale déloyale, de la marge de dumping ou de la subvention alléguée;
- h) pays d'origine et de provenance des importations; et
- i) analyse, facteurs, données ou documents qui font état de l'existence du dommage et du lien de causalité selon la définition du présent Décret exécutif, du fait des importations réalisées dans des conditions de pratique commerciale déloyale.

Les renseignements et les éléments de preuve qui sont présentés comme confidentiels devront être clairement identifiés comme tels, pour pouvoir être ainsi qualifiés. La demande devra respecter les dispositions relatives aux résumés non confidentiels.

Tous les renseignements ou données que le requérant devra présenter avec la demande et qui devront être fournis par des institutions publiques, conformément à leur compétence, pourront être considérés comme présentés à l'autorité compétente, si le requérant fait la démonstration, au moyen d'éléments de preuve dignes de foi, des démarches qu'il a effectuées pour les obtenir.

Le requérant devra remettre une copie électronique de la demande complète y compris toutes les annexes. Il devra certifier que la copie électronique qu'il remet contient les mêmes renseignements que la demande, et il lui incombera également de les faire figurer dans la version publique de la demande.

L'autorité chargée de l'enquête évitera toute publicité concernant la demande d'ouverture d'une enquête, jusqu'à ce que cette dernière soit officiellement ouverte.

Article 73. Examen initial: prescriptions de forme. Dès réception de la demande, l'autorité chargée de l'enquête procédera à l'examen de son contenu afin de déterminer si l'on y a inclus tous les renseignements requis conformément à l'article précédent du présent Décret exécutif et le Décret-loi n° 7 de 2006.

Article 74. Avis et octroi d'un délai supplémentaire au requérant. Si la demande ne satisfait pas aux prescriptions de forme énoncées dans le Décret-loi n° 7 de 2006 ou dans le présent Décret exécutif, l'autorité chargée de l'enquête pourra exiger que ces lacunes soient comblées. De même, même lorsque toutes les prescriptions de forme ont été remplies mais que tous les renseignements requis n'ont pas été fournis, ou si ces renseignements sont inexacts ou peu clairs, l'autorité chargée de l'enquête pourra exiger que les renseignements fournis avec la demande soient corrigés, clarifiés ou complétés afin de pouvoir traiter la demande comme le prévoit l'article 29 du Décret-loi n° 7 de 2006.

Cette révision initiale devra être effectuée dans un délai de cinq (5) jours ouvrables, à compter de la date de présentation de la demande. Si, à l'expiration de ce délai, un avis doit être notifié aux termes du présent article, la demande de corrections, de clarifications ou de compléments d'information accordera un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la communication afin que le requérant se conforme aux instructions de l'autorité chargée de l'enquête.

Article 75. Rejet de la demande. À l'expiration du délai fixé à l'article précédent, si le requérant n'a pas fourni les renseignements complémentaires demandés, il sera procédé au rejet et au classement de la demande au moyen d'une résolution motivée. Ce délai pourra être prorogé raisonnablement par l'autorité chargée de l'enquête, sur présentation d'une demande motivée d'une partie ou lorsque les circonstances le justifieront.

De même, l'autorité chargée de l'enquête pourra rejeter la demande lorsque les renseignements présentés seront erronés ou inappropriés, ou lorsqu'il s'agira de demandes inconsidérées, sans objet ou injustifiées.

Article 76. Communication de la demande. Tant qu'elles n'auront pas pris la résolution d'ouvrir une enquête, les autorités, en conformité avec les prescriptions de l'article 28 du Décret-loi n° 7 de 2006, éviteront de rendre publique la demande d'ouverture d'une enquête. Toutefois, après avoir été saisies d'une demande dûment documentée et satisfaisant aux conditions prescrites, et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, l'autorité chargée de l'enquête avisera directement le gouvernement du Membre exportateur du produit visé par l'enquête, par les moyens envisagés dans le présent Décret exécutif. Aux fins de cette communication, l'autorité chargée de l'enquête agira de manière rapide, immédiate et directe, conformément aux dispositions des articles 60 et 61 du présent Décret.

Article 77. Invitation à mener des consultations. Dans le cas précis d'une enquête relative à des subventions, parallèlement à la communication évoquée à l'article précédent, et conformément à l'article 13.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, on invitera le ou les gouvernements exportateurs du produit visé par l'enquête à mener des consultations en vue de clarifier la situation concernant les questions visées au paragraphe 2 de l'article 11 dudit accord et d'arriver à une solution mutuellement convenue.

En outre, pendant toute la durée de l'enquête, il sera ménagé aux Membres dont les produits font l'objet de cette enquête une possibilité raisonnable de poursuivre les consultations en vue de préciser les faits. Sans préjudice de l'obligation de ménager une possibilité raisonnable de procéder à des consultations, les présentes dispositions en matière de consultations n'empêcheront pas l'autorité compétente d'agir avec diligence pour ce qui est d'ouvrir une enquête, d'établir des déterminations préliminaires ou finales, positives ou négatives, ni d'appliquer des mesures provisoires ou finales, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Paragraphe: Il importe particulièrement, conformément aux dispositions du présent article, qu'aucune détermination positive, qu'elle soit préliminaire ou finale, ne soit établie sans qu'une possibilité raisonnable de procéder à des consultations ait été ménagée. Ces consultations pourront définir la base sur laquelle il sera procédé en vertu des dispositions de la Partie II, de la Partie III ou de la Partie X de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

CHAPITRE II

OUVERTURE ET ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE

Article 78. Examen de la demande: analyse quant au fond. Après qu'il aura été procédé à l'examen sur la forme, et qu'il aura été établi que la demande d'ouverture d'une enquête reçue est complète, l'autorité chargée de l'enquête effectuera l'analyse quant au fond, pour laquelle elle disposera d'un délai de quinze (15) jours ouvrables et évaluera ainsi le bien-fondé de la demande et décidera, au moyen d'une résolution motivée de l'autorité compétente, de l'ouverture de l'enquête administrative ou du rejet de la demande. Lors de cet examen, l'autorité chargée de l'enquête devra déterminer s'il existe ou non des éléments de preuve suffisants qui justifient d'ouvrir une enquête administrative et si la demande a été présentée au nom de la branche de production nationale, de façon à satisfaire aux prescriptions relatives à la représentativité, conformément aux dispositions de l'article 71 du présent Décret exécutif.

Article 79. Rejet et classement de la demande. Une demande présentée sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au subventionnement, et/ou au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure, conformément aux dispositions prévues pour chaque cas à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et à l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

De la même manière, conformément aux dispositions de l'article 66 du présent Décret exécutif, la demande sera rejetée s'il est déterminé que le volume des importations est négligeable, ainsi que dans le cas de pratiques commerciales déloyales, si ces pratiques sont considérées comme "*de minimis*".

Article 80. Conditions nécessaires pour l'ouverture d'une enquête. L'autorité compétente décidera, au moyen d'une résolution motivée, de l'ouverture de l'enquête administrative après avoir vérifié qu'il est satisfait aux prescriptions de forme et de fond, et, en particulier, que les éléments de preuve qui accompagnent la demande présentent un degré d'exactitude, de certitude et de crédibilité propre à satisfaire aux prescriptions requises pour l'imposition de mesures, à un niveau justifiant l'ouverture de l'enquête.

Article 81. Prescriptions relatives à l'ouverture d'office de l'enquête. Dans des circonstances spéciales, l'autorité compétente peut décider d'ouvrir une enquête sans être saisie d'une demande présentée par écrit à cette fin par la branche de production nationale ou en son nom. Pour pouvoir ouvrir l'enquête d'office, l'autorité ne pourra agir que si elle est disposée d'éléments de preuve suffisants pour satisfaire aux prescriptions requises pour l'imposition de mesures, à un niveau justifiant l'ouverture de l'enquête.

Article 82. Décision d'engager une enquête. S'il ressort de l'examen de la demande qu'il existe des éléments de preuve suffisants qui justifient d'ouvrir une enquête, l'autorité compétente prendra une décision qui marquera le début de la procédure d'enquête. Cette décision devra contenir au moins les renseignements suivants:

- a) désignation de l'instance qui rend la décision et lieu et date d'adoption de la décision en question;
- b) coordonnées de l'autorité qui sera chargée de l'enquête;

- c) indication de l'acceptation de la demande et description détaillée des documents qui l'accompagnent;
- d) description détaillée du produit visé par l'enquête qui a été ou qui est importé y compris sa classification tarifaire, ses caractéristiques et ses autres éléments distinctifs;
- e) renseignements généraux concernant le requérant et part en pourcentage des produits similaires fabriqués par ce dernier par rapport à la production nationale totale dudit produit;
- f) description du secteur ou de la branche de production nationale et données y relatives y compris pour chaque producteur le nom ou la raison sociale, le domicile, et autres renseignements relatifs au producteur ou aux producteurs nationaux du produit similaire qui ont été désignés comme faisant partie de la branche de production nationale;
- g) nom du ou des pays d'origine ou de provenance du produit visé par l'enquête dont il est présumé qu'il fait l'objet de pratiques commerciales déloyales;
- h) nom, domicile et autres données relatives aux importateurs locaux, aux exportateurs et aux producteurs étrangers du produit visé par l'enquête;
- i) description et désignation des autres parties intéressées qui devront être considérées comme telles dans le cadre de l'enquête, et données y relatives;
- j) considérants et exposé des motifs de la décision, y compris les données relatives à l'existence des prescriptions et conditions nécessaires pour l'imposition de mesures;
- k) délai accordé aux parties intéressées et, le cas échéant, aux gouvernements étrangers mentionnés pour présenter les éléments de preuve qu'ils jugent pertinents, et lieu où ils peuvent présenter leurs argumentations;
- l) Il conviendra de fixer et de communiquer les périodes couvertes par l'enquête. Celles-ci pourront être modifiées dans des cas dûment justifiés de l'avis de l'autorité chargée de l'enquête une fois l'enquête engagée et avant que la décision préliminaire ne soit rendue, à condition qu'il soit ménagé à nouveau un délai suffisant aux parties intéressées pour la présentation de données afin qu'elles défendent convenablement leurs intérêts.

Article 83. Notification et avis au public de la décision. La décision d'ouverture de l'enquête sera notifiée au(x) pays dont les produits font l'objet de l'enquête ainsi qu'aux autres parties intéressées qui, à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête, ont un intérêt en la matière, conformément aux dispositions de l'article ci-après; l'autorité chargée de l'enquête disposera d'un délai de dix (10) jours civils à cette fin. Par ailleurs, un avis au public de l'engagement de l'enquête sera publié conformément aux dispositions de l'article 60 du présent Décret exécutif.

Article 84. Notification. Lors de la notification de la décision d'ouverture de l'enquête administrative, il conviendra de satisfaire aux dispositions de l'article 33 du Décret-loi n° 7 de 2006, en notifiant à la partie ou aux parties intéressées la décision d'ouverture pour qu'elles procèdent à la défense de leurs intérêts, dans un délai de trente (30) jours civils à compter de la réception de la notification, ou, pour les exportateurs, à compter des sept (7) jours civils suivant la date de l'envoi au destinataire ou de la transmission au représentant diplomatique compétent du ou des pays exportateurs. Il faudra prendre dûment en compte toute demande de prorogation du délai de trente (30) jours civils et, sur exposé des

raisons qui devront être adéquates et raisonnables, cette prorogation devra être accordée chaque fois que cela sera réalisable.

Au moment de notifier la décision aux exportateurs connus, comme le prescrit le présent article, il conviendra de joindre la copie de la demande présentée et des annexes qui l'accompagnent, et dans le cas d'une enquête d'office, les documents sur lesquels on s'est appuyé à cette fin. Dans tous les cas, la documentation à fournir se limitera aux renseignements qui n'ont pas un caractère confidentiel conformément aux dispositions du présent Décret exécutif.

La documentation mentionnée dans le présent article sera communiquée aux autorités publiques du pays exportateur, par notification directe à la représentation diplomatique ou consulaire accréditée dans le pays conformément aux dispositions du présent Décret exécutif et des accords internationaux dont le Panama est partie. S'il n'existe pas de représentation diplomatique ou consulaire accréditée dans le pays, cette communication pourra se faire par le biais de la représentation commerciale de la République du Panama auprès de l'Organisation mondiale du commerce à l'autorité accréditée du pays exportateur auprès de ladite organisation.

CHAPITRE III

INSTRUCTION ET RÉCEPTION DES ÉLÉMENTS DE PREUVE

Article 85. Demande de renseignements. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander aux parties intéressées, aux organismes de l'administration publique et aux tiers ne participant pas au processus, les éléments de preuve, renseignements et données qu'elle jugera pertinents, au moyen éventuellement de formulaires.

a) Aux parties intéressées: envoi de questionnaires. Dans le cas des producteurs étrangers, exportateurs, importateurs, et producteurs nationaux, l'autorité enverra un questionnaire avec sa demande de renseignements. Il sera accordé aux parties intéressées un délai de trente (30) jours civils pour répondre aux questionnaires. Il faudra prendre dûment en compte toute demande de prorogation au titre de laquelle, sur exposé des raisons, il pourra être accordé un délai supplémentaire pouvant atteindre trente (30) jours civils.

b) Aux organismes de l'administration publique. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander à tout moment tous types de renseignements ou d'avis techniques à tous les organismes de l'administration publique, lesquels seront tenus de les lui fournir dans un délai qui n'excédera pas trente (30) jours civils.

c) À des tiers ne participant pas à la procédure. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander à tout moment aux producteurs, distributeurs ou négociants nationaux du produit ou de la marchandise en question, ainsi qu'aux courtiers en douane, mandataires, commissaires ou consignataires des importateurs, ou à toute autre personne qu'elle jugera indiquée, de lui fournir les renseignements et données à leur disposition et qu'elle juge pertinents aux fins de l'enquête.

Paragraphe: Concernant l'alinéa a) du présent article, en règle générale, les délais accordés aux exportateurs commenceront à la date de réception du questionnaire, qui sera considéré comme reçu à cette fin sept jours civils à compter de la date à laquelle il a été envoyé au destinataire ou transmis au représentant diplomatique compétent du Membre exportateur, ou, dans le cas d'un territoire douanier distinct Membre de l'OMC, à un représentant officiel du territoire exportateur.

Article 86. Présentation des éléments de preuve. Conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret-loi n° 7 de 2006, les parties pourront présenter leurs éléments de preuve pendant le délai de notification prescrit à l'article 84 du présent Décret exécutif ou au moment où elles répondront aux questionnaires. Dans les cas où une prorogation de ce délai a été demandée et accordée, le délai pour la présentation des éléments de preuve sera également prolongé.

Article 87. Admission et rejet d'éléments de preuve. L'autorité chargée de l'enquête, pour distinguer les éléments de preuve qui sont admissibles de ceux qui ne le sont pas, devra évaluer la pertinence de chacun vis-à-vis des faits à vérifier; tout au long de ce processus, elle devra prendre en compte les normes juridiques qui régissent les éléments de preuve.

Le processus d'admission et de rejet des éléments de preuve se déroulera en prenant en compte ce que présentent les parties, les dispositions du présent Décret exécutif et du Décret-loi n° 7 de 2006, une fois écoulée la dernière échéance du délai de notification, y compris la prorogation qui pourrait éventuellement être accordée. Rien n'empêchera toutefois l'autorité chargée de l'enquête d'admettre les éléments de preuve présentés par les parties et de procéder à la vérification de leur authenticité avant l'expiration de ce délai.

Article 88. Délai pour la vérification de l'authenticité des éléments de preuve. Après avoir décidé des éléments de preuve admissibles, on procédera à leur examen dans un délai qui n'excédera pas trente (30) jours civils à compter de l'expiration du délai de notification, conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret-loi n° 7 de 2006. Ce délai pourra être prorogé par l'autorité chargée de l'enquête, eu égard aux circonstances de l'affaire.

L'autorité chargée de l'enquête pourra également, jusqu'à plus ample informé, demander à tout moment tous types de renseignements et avis techniques à tous les organismes de l'administration publique, lesquels seront tenus de les lui fournir dans un délai qui n'excédera pas trente (30) jours civils.

Sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements à caractère confidentiel, les éléments de preuve présentés seront versés au dossier et mis à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête qui le demandent.

Article 89. Preuve de plus ample informé. L'autorité chargée de l'enquête pourra, jusqu'à plus ample informé, demander que soit examiné tout moyen de preuve parmi ceux prévus à l'article 51 du présent Décret exécutif ou que des compléments d'information soient apportés aux éléments de preuve déjà reçus. La preuve de plus ample informé pourra comprendre, outre ceux existants, d'autres éléments de preuve entièrement nouveaux. Dans la même décision demandant l'examen de ces éléments de preuve, sera fixé le délai dans lequel il conviendra de satisfaire à cette demande, et faute de pouvoir en fixer un, on veillera à ce que l'opération s'effectue au plus tôt. On ne pourra vérifier l'authenticité de ces éléments de preuve s'il faut, pour ce faire, dépasser le délai maximal disponible pour la clôture de l'enquête, tel que l'autorise le présent Décret exécutif.

Article 90. Réunions de vérification de l'authenticité des éléments de preuve. L'authenticité des éléments de preuve présentés par les parties intéressées qui ont été dûment admis ainsi que de ceux demandés à l'initiative de l'administration sera vérifiée lors de réunions dûment convoquées à cet effet. Les parties et leurs représentants sont tenus de collaborer à l'examen des éléments de preuve fournis comme il est prescrit à l'article 144 de la Loi n° 38 de 2000.

Article 91. Présence et participation des parties intéressées. L'autorité chargée de l'enquête communiquera aux intéressés, suffisamment à l'avance, le lieu, la date et l'heure auxquels il sera

procédé à l'examen des éléments de preuve, en les avisant, s'il y a lieu, de la possibilité qui leur est offerte de désigner un représentant ou des experts chargés de les assister. Au moment d'examiner les éléments de preuve, on se préoccupera de savoir si les renseignements qui seront exposés à la réunion ont ou non un caractère confidentiel pour décider de limiter ou non l'accès des autres parties intéressées à la réunion en question. Pour procéder à cette détermination, la partie qui demande que les renseignements soient qualifiés de confidentiels devra le justifier conformément aux dispositions de l'article 53 ci-dessus, l'autorité chargée de l'enquête pourra établir un résumé non confidentiel de l'examen des éléments de preuve afin de le verser au dossier public.

Article 92. Examen des éléments de preuve présentés oralement. Ces éléments de preuve seront présentés oralement à l'autorité chargée de l'enquête. Celle-ci pourra limiter les éléments de preuve de ce type présentés par chaque partie à ceux qu'elle considérera utiles et nécessaires au vu des faits faisant l'objet de l'enquête. Si, au moment de l'examen des éléments de preuve, le témoin ne se présente pas pour une raison valable, on ne pourra convoquer qu'une autre réunion à cet effet, faute de quoi les éléments de preuve seront réputés être abandonnés.

Si l'examen des éléments de preuve présentés oralement ne peut être achevé à la réunion convoquée à cet effet, il pourra se poursuivre à une date ultérieure que le fonctionnaire chargé de la procédure fixera à titre provisoire.

Article 93. Rapport technique sur les éléments de preuve. L'autorité chargée de l'enquête établira un rapport technique préliminaire et un rapport technique final dans lequel elle évaluera les éléments de preuve qui ont été présentés et dont l'authenticité a été vérifiée lors de l'enquête. On consignera dans ces rapports, le cas échéant, les calculs d'ordre financier, économique, comptable et d'une quelconque autre nature qui s'avéreront nécessaires pour étudier les données recueillies sur les faits faisant l'objet de l'enquête.

Ces rapports techniques seront présentés aux fins de pouvoir effectuer la détermination préliminaire et la détermination finale. Le rapport préliminaire sera établi compte tenu des renseignements figurant dans la demande et pourra prendre en compte les réponses aux questionnaires envoyés par l'autorité chargée de l'enquête. Le rapport final sera établi après qu'aura été vérifiée l'authenticité de tous les éléments de preuve dont l'examen a été demandé. Chacun de ces rapports sera établi sous deux versions, une publique et une confidentielle. La version publique sera versée au dossier public et les données seront formulées suivant des modalités propres à respecter la confidentialité des renseignements déclarés comme tels; la version confidentielle ne pourra être divulguée et restera dans le dossier confidentiel.

CHAPITRE IV

DÉTERMINATION PRÉLIMINAIRE

Article 94. Fondements de la détermination. Une fois publié l'avis au public de l'ouverture de l'enquête, la possibilité ayant été ménagée aux parties de se prononcer sur cette ouverture et le délai minimal de 60 jours s'étant écoulé depuis le début de l'enquête, une détermination préliminaire pourra être établie.

Article 95. Contenu de la détermination préliminaire. Conformément aux articles 12.2 de l'Accord antidumping et 22.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, dans la détermination préliminaire, l'autorité chargée de l'enquête devra mentionner toutes les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants; à cet effet, elle évaluera les arguments présentés au cours de la procédure et les éléments de preuve apportés. Au

moment d'établir la détermination préliminaire, il conviendra de décider s'il est recommandé d'imposer ou non des mesures provisoires conformément aux dispositions du présent Décret exécutif.

Article 96. Évaluation du degré de certitude requis. Le degré de certitude requis pour la vérification des faits faisant l'objet de l'enquête variera en fonction de la progression de l'enquête. Il ne sera pas obligatoire de vérifier l'authenticité des éléments de preuve présentés par les parties pour pouvoir établir cette détermination préliminaire.

CHAPITRE V

MESURES PROVISOIRES

Article 97. Conditions et prescriptions. Pendant la période couverte par l'enquête, et une fois établie la détermination préliminaire, l'autorité compétente, au moyen d'une résolution motivée, conformément à l'article 45 du Décret-loi n° 7 de 2006, pourra recommander au Conseil des ministres d'adopter ce type de mesures.

Dans le cadre des enquêtes sur les pratiques commerciales déloyales, des mesures provisoires ne pourront être appliquées que si:

- a) une enquête a été engagée conformément aux dispositions du présent Décret exécutif et des autres règles applicables, un avis au public d'ouverture d'enquête été publié à cet effet et il a été ménagé aux États Membres de l'OMC intéressés et aux parties intéressées des possibilités suffisantes de présenter des renseignements et de faire des observations;
- b) une détermination préliminaire a été établie de l'existence d'une pratique commerciale déloyale, et de l'existence d'un dommage causé à une branche de production nationale par des importations faisant l'objet d'une pratique déloyale;
- c) l'autorité compétente juge de telles mesures nécessaires pour empêcher qu'un dommage ne soit causé durant l'enquête.
- d) Il ne sera pas appliqué de mesures provisoires avant soixante (60) jours civils à compter de la date de la décision d'ouverture de l'enquête administrative.

Article 98. Durée des mesures. Les mesures provisoires devront s'appliquer pendant une période aussi courte que possible, conformément aux dispositions suivantes:

- a) Dans le cadre des enquêtes antidumping, le délai sera fixé conformément aux dispositions de l'article 7.4 de l'Accord antidumping, à savoir qu'il n'excédera pas quatre mois; toutefois, lorsque des exportateurs contribuant pour un pourcentage notable des échanges en cause le demandent, ce délai pourra être prorogé de jusqu'à six mois. De plus, lorsque l'autorité chargée de l'enquête examinera si un droit moindre que la marge de dumping suffirait à faire disparaître le dommage, ces périodes pourront être de six et neuf mois, respectivement.
- b) Dans le cadre des enquêtes en matière de subventions, on s'en tiendra aux indications de l'article 17.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pour ce qui concerne la durée des mesures, laquelle n'excédera pas quatre mois.

Article 99. Évaluation en vue de l'application d'un droit moindre. L'autorité chargée de l'enquête pourra, aux fins de l'article précédent, et à la demande d'une partie ou d'office, évaluer l'utilisation

d'un droit moindre, du moment que les circonstances l'autorisent, au vu en particulier des éléments de preuve existants à la date où la détermination préliminaire est établie.

Article 100. Demande de prorogation. Toute demande de prorogation des mesures provisoires antidumping déposée par les exportateurs conformément à l'article 98 devra être présentée au cours de l'application de la mesure et jusqu'à dix (10) jours ouvrables avant l'expiration de cette dernière.

Article 101. Restrictions. Il ne pourra être simultanément adopté ni imposé de droits compensateurs ou antidumping provisoires pour régler une même situation résultant d'enquêtes en matière de subventions et antidumping.

CHAPITRE VI

ENGAGEMENTS

Article 102. Conditions préalables. Dans le cadre des enquêtes antidumping ou en matière de subventions, les exportateurs pourront offrir des engagements, conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord antidumping et de l'article 18 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Des engagements ne seront demandés ni acceptés que si une détermination préliminaire positive a été établie de l'existence de la pratique commerciale déloyale et du dommage causé par cette pratique.

Article 103. Communication, offre et contenu des engagements. Les engagements pourront consister à ne plus exporter à des prix de dumping ou à mettre fin aux exportations subventionnées ou à réviser et augmenter les prix à l'exportation. Ces augmentations ne seront pas plus fortes qu'il ne sera nécessaire pour compenser la pratique du commerce déloyal, compte tenu du montant de la subvention ou de la marge de dumping selon les cas. Il est souhaitable que les augmentations de prix soient moindres que le montant de la subvention ou la marge de dumping si de telles augmentations suffisent à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale.

a) Offres des exportateurs. Les exportateurs pourront présenter leur offre à titre individuel ou collectif; dans cette offre, ils devront indiquer qu'ils souhaitent s'engager volontairement.

b) Offre du gouvernement exportateur. Dans le cas particulier des enquêtes en matière de subventions, le gouvernement exportateur pourra offrir des engagements tendant à éliminer ou limiter la subvention, ou à adopter d'autres mesures pour supprimer les effets dommageables de la subvention.

c) Suggestions d'engagements. L'autorité chargée de l'enquête pourra suggérer des engagements en matière de prix mais aucun exportateur ne sera contraint d'y souscrire. Le fait que les exportateurs n'offrent pas de tels engagements ou n'acceptent pas une invitation à le faire ne préjugera en aucune manière l'examen de l'affaire.

Article 104. Consultation de la branche de production nationale. Après avoir reçu l'engagement, l'autorité chargée de l'enquête fera part de son offre à la branche de production nationale. Dans cette communication, elle indiquera en termes généraux le contenu de l'offre et ménagera aux producteurs nationaux un délai de dix (10) jours ouvrables pour qu'ils prennent les initiatives qu'ils jugeront pertinentes pour défendre leurs intérêts individuels ou collectifs.

Article 105. Acceptation ou rejet d'engagements. L'autorité chargée de l'enquête, au moyen d'une résolution motivée, acceptera l'offre d'engagements lorsqu'elle sera convaincue de ce que la mise en

œuvre de cette dernière permettra de supprimer les effets dommageables du dumping ou de la subvention selon le cas. Néanmoins, et conformément à l'article 8.3 de l'Accord antidumping et à l'article 18.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les engagements offerts ne seront pas nécessairement acceptés si l'autorité chargée de l'enquête juge leur acceptation irréaliste, par exemple si le nombre d'exportateurs effectifs ou potentiels est trop élevé ou pour d'autres raisons, parmi lesquels on peut prendre en compte les aspects de politique générale. Dans ce cas, et lorsque cela sera réalisable, on communiquera à l'exportateur les raisons qui ont conduit à considérer l'acceptation d'un engagement comme étant inappropriée et, dans la mesure du possible, on lui ménagera la possibilité de formuler des observations à ce sujet.

Article 106. Suspension ou clôture de l'enquête. L'enquête pourra être suspendue ou sera considérée comme close sans imposition de mesures provisoires ou définitives, si l'autorité compétente accepte l'offre d'engagements satisfaisants en matière de prix. Lorsque les engagements ne visent pas la totalité des exportateurs et des producteurs, l'enquête se poursuivra pour ceux qui n'ont pas pris d'engagements.

Paragraphe: Le terme "pourra" ne sera pas interprété comme autorisant simultanément la poursuite de la procédure et la mise en œuvre d'engagements en matière de prix, excepté dans les cas prévus dans le présent Décret exécutif.

Article 107. Poursuite de l'enquête. L'enquête sur l'existence de la pratique commerciale déloyale et du dommage sera menée à son terme si l'exportateur le désire ou si l'autorité chargée de l'enquête en décide ainsi comme le prescrivent l'article 8.4 de l'Accord antidumping et l'article 18.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. S'il y a alors détermination négative de l'existence d'une pratique commerciale déloyale ou d'un dommage, l'engagement deviendra automatiquement caduc. S'il y a détermination positive de l'existence d'une pratique commerciale déloyale et d'un dommage, l'engagement sera maintenu conformément à ses modalités et aux dispositions du présent Décret exécutif.

Article 108. Renseignements périodiques. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander impérativement aux organismes de l'administration publique et à tout exportateur dont elle a accepté un engagement de fournir périodiquement des renseignements sur ledit engagement et d'autoriser la vérification des données pertinentes.

Article 109. Violation de l'engagement. En cas de violation d'un engagement, l'autorité compétente pourra procéder conformément à l'article 8.6 de l'Accord antidumping ou à l'article 18.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires selon les cas, et recommander au Conseil des ministres d'entreprendre avec diligence une action qui pourra consister en l'imposition immédiate de mesures provisoires, sur la base des meilleurs renseignements disponibles. Dans de tels cas, des droits définitifs pourront être perçus conformément au présent Décret exécutif sur les produits déclarés pour la mise à la consommation 90 jours au plus avant l'application de ces mesures provisoires; toutefois, aucune imposition ne s'appliquera à titre rétroactif aux importations déclarées avant la violation de l'engagement.

CHAPITRE VII

AUDITION FINALE

Article 110. Objet et finalité de l'audition. L'objet et la finalité de l'audition sont d'informer et d'entendre les parties participant au processus au sujet des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision de recommander ou non l'application de mesures définitives.

Article 111. Convocation à l'audition finale. À l'issue de l'examen des éléments de preuve et avant de rendre la décision qui clora l'enquête administrative, l'autorité chargée de l'enquête, conformément aux dispositions de l'article 41 du Décret-loi n° 7 de 2006, convoquera toutes les parties intéressées à une audition. Seront convoquées les parties intéressées qui ont indiqué une adresse pour recevoir les notifications conformément à l'article 60 du présent Décret exécutif, sept (7) jours civils au moins avant la date à laquelle se tiendra cette audition finale afin que ces parties puissent défendre effectivement leurs intérêts.

Article 112. Communication des faits essentiels. Aux fins de garantir les objectifs de l'article 41 du Décret-loi n° 7 de 2006, l'autorité chargée de l'enquête établira un rapport sur les faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision de recommander ou non l'application de mesures définitives qu'elle fera parvenir à toutes les parties intéressées lorsqu'elle leur enverra la convocation prescrite dans l'article précédent.

Article 113. Participation à l'audition. Dans le cadre des enquêtes sur les pratiques commerciales déloyales, on procédera à une audition privée à laquelle ne pourront participer que les intervenants qui auront été admis comme parties ou tiers intéressés suivant les prescriptions de l'autorité chargée de l'enquête. Conformément aux dispositions de l'article 41 du Décret-loi, pourront également participer à cette audition des représentants du Ministère du développement agricole, du Ministère de l'économie et des finances et du Ministère du commerce et de l'industrie.

Article 114. Administration de l'audition. Lors de cette audition, le fonctionnaire désigné à cet effet, ouvrira la séance en vérifiant l'identité des parties, lesquelles pourront être présentes elles-mêmes ou se faire représenter par un avocat agréé. L'ordre et la durée de participation de chacune d'entre elles seront déterminés au préalable par l'autorité chargée de l'enquête, en fonction du nombre de parties souhaitant participer, et la possibilité d'un droit de réponse pourra être envisagée pour les parties intéressées. L'absence d'une ou de plusieurs parties intéressées ou d'autres personnes appelées à comparaître à cette audition n'en empêchera pas la tenue. Lorsqu'il organisera les temps de participation des personnes assistant à l'audition, le fonctionnaire devra prendre en compte le fait que les intérêts intervenant dans l'enquête devront être convenablement défendus. L'audition sera enregistrée, transcrite et versée au dossier.

Article 115. Présentation des argumentations finales. Une fois l'audition terminée et l'enregistrement mentionné à l'article précédent versé au dossier, les parties intéressées disposeront d'un délai de trois (3) jours ouvrables prescrit à l'article 41 du Décret-loi n° 7 de 2006, pour présenter des argumentations finales en vue de défendre leurs intérêts et d'exposer leurs opinions. Ces argumentations finales devront être présentées par écrit ainsi que par voie électronique.

CHAPITRE VIII

DÉTERMINATION DÉFINITIVE

Article 116. Détermination définitive. Après avoir reçu les argumentations, l'autorité compétente, conformément à l'article 42 du Décret-loi n° 7 de 2006, disposera de dix (10) jours ouvrables pour rendre une résolution motivée qui clora l'enquête administrative. Cette résolution incorporera la détermination définitive et en tant que de besoin, il sera recommandé au Conseil des ministres d'appliquer des mesures définitives. L'autorité compétente pourra proroger le délai fixé suivant les conditions spéciales de chaque enquête, afin de présenter sa décision sous une forme appropriée.

Article 117. Niveau d'imposition des mesures. Au moment de rendre la recommandation d'imposition de mesures définitives, l'autorité chargée de l'enquête devra indiquer le niveau auquel elle estime devoir imposer des mesures définitives en fonction de chaque enquête. Conformément à l'article 19 du Décret-loi n° 7 de 2006, la mesure recommandée ne pourra pas être supérieure à la marge de dumping ou au montant de la subvention établi dans la détermination finale.

Dans les enquêtes antidumping et lorsque cela sera possible selon les particularités de chaque enquête, il conviendra d'imposer des mesures individuelles aux exportateurs compte tenu de leurs spécificités, et le cas échéant, on signalera les exclusions découlant de l'application de ces mesures. Dans le cadre de ces enquêtes, conformément à l'article 9.5 de l'Accord antidumping, il sera imposé des mesures résiduelles aux importations originaires du ou des pays faisant l'objet de l'enquête afin d'éviter le contournement des mesures. La mesure résiduelle devra être fixée à un niveau se situant entre la mesure la plus lourde et la moins lourde; toutefois, pour ce faire, on pourra tenir compte du fait de savoir si les exportateurs devant faire l'objet de cette mesure résiduelle ont coopéré ou non avec ceux qui devaient la leur appliquer.

Dans le cadre des enquêtes en matière de subventions, on établira un montant global de subvention par pays, de sorte que si l'on en décide ainsi, on fixera un droit compensateur non discriminatoire sur les importations de ce produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles bénéficient d'une subvention et causent un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources qui auront renoncé à toute subvention ou dont un engagement aura été accepté en vertu des dispositions du présent Décret exécutif.

Article 118. Étude de l'application d'un niveau moindre. L'autorité chargée de l'enquête pourra étudier l'utilisation d'un droit moindre, du moment que les circonstances l'autorisent et suivant les critères qu'elle jugera opportuns et appropriés.

Article 119. Contenu de la détermination finale. La résolution finale de l'autorité compétente devra comporter une détermination finale qui contiendra au moins, outre les aspects indiqués à l'article 59 du présent Décret exécutif, les renseignements suivants:

- a) Les renseignements permettant d'identifier le requérant et un résumé des arguments figurant dans la demande.
- b) La description complète du produit visé par l'enquête.
- c) Les données relatives à la date d'ouverture de l'enquête et à la prorogation, en cas d'expiration du délai fixé pour l'enquête.
- d) Un bref résumé des faits principaux réputés vérifiés qui ont servi de fondement à la détermination préliminaire.
- e) On précisera si l'on a imposé des mesures provisoires en donnant des détails sur leur mise en œuvre.
- f) Un résumé des résultats de l'examen des éléments de preuve; ainsi que l'identification des éléments de preuve rejetés et les motifs de ce rejet.
- g) Si des engagements ont été offerts, un bref aperçu de ces derniers, en précisant si ceux-ci ont été acceptés ou rejetés.

h) Un résumé succinct des argumentations finales des parties sur les faits faisant l'objet de l'enquête.

i) Les principales constatations faites par l'autorité chargée de l'enquête au cours de l'enquête sur l'existence de conditions pour l'imposition de mesures définitives, selon qu'il s'agit d'une enquête antidumping ou d'une enquête en matière de subventions, conformément aux prescriptions du présent Décret exécutif et des règles applicables.

j) L'exposé et l'évaluation des arguments concernant l'existence ou l'absence d'un intérêt public à appliquer ou non des mesures.

k) Dans les cas où une étude a été effectuée sur l'utilisation d'un droit moindre, on expliquera la méthode utilisée et les conclusions qui en ont été tirées.

l) La recommandation du Conseil des ministres quant au fait d'imposer ou non des droits antidumping ou compensateurs définitifs.

Article 120. Recommandation finale. La recommandation mentionnée à l'alinéa l) de l'article précédent sera communiquée au Conseil des ministres comme le prescrit l'article 43 du Décret-loi n° 7 de 2006 et indiquera s'il faut imposer des mesures définitives et la forme que celles-ci devront prendre, ainsi que les détails nécessaires pour leur bonne application. Si l'on a appliqué des mesures provisoires, il faudra recommander si leur application doit être ou non confirmée et ce qui s'impose en matière de rétroactivité des mesures définitives.

Après avoir reçu la résolution de l'autorité compétente, le Conseil des ministres devra décider s'il accepte ou rejette la recommandation, et publiera le décret qui s'impose.

TITRE VII

PROCÉDURES SPÉCIALES D'EXÉCUTION DE MESURES CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 121. Types de procédures. Sont considérées comme des procédures spéciales d'exécution le réexamen lié à de nouveaux exportateurs, les réexamens intermédiaires et les réexamens en vue d'une prorogation. Ces procédures sont spéciales et toutes se dérouleront sous forme abrégée conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 122. Engagement à la demande d'une partie ou d'office. Le réexamen lié à de nouveaux exportateurs ne pourra être engagé qu'à la demande d'une partie, alors que le réexamen de mesures ainsi que le réexamen en vue d'une prorogation pourront s'effectuer à la demande d'une partie ou à l'initiative de l'autorité chargée de l'enquête.

Article 123. Sur la demande. Lorsque la demande sera présentée par une partie intéressée, elle devra l'être par un avocat agréé et il y sera exposé les arguments et les motifs de fait et de droit sur lesquels elle est fondée. Pour les données numériques, il convient d'utiliser les modèles proposés par l'autorité chargée de l'enquête et de faciliter leur présentation par des moyens informatisés compatibles indiqués par ladite autorité.

Article 124. Formalités et procédure. Les procédures prévues dans le présent titre feront l'objet d'un dossier séparé ouvert à cette fin mais feront partie de l'enquête dans le cadre de laquelle ont été imposées des mesures qui fondent certaines des procédures prévues dans le présent article.

Après avoir reçu la demande, l'autorité chargée de l'enquête procédera à l'examen de son contenu afin d'établir si elle comporte tous les renseignements nécessaires en vertu du présent Titre pour chacun des divers processus. Si la demande ne satisfait pas aux prescriptions de forme, on pourra en aviser le requérant afin qu'il comble les lacunes. De la même manière, même si toutes les prescriptions de forme ont été remplies, mais que tous les renseignements requis n'ont pas été fournis, ou si ces renseignements sont inexacts ou peu clairs, l'autorité chargée de l'enquête pourra exiger par voie d'avis notifié que les renseignements fournis avec la demande soient corrigés, clarifiés, ou complétés. Cette révision initiale devra être effectuée dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de présentation de la demande. Si à l'expiration de ce délai, il convient de notifier un avis aux termes du présent article, l'avis de la demande de corrections, de clarifications ou de complément d'information accordera un délai de dix (10) jours ouvrables, à compter de la communication, afin que le requérant se conforme aux instructions de l'autorité chargée de l'enquête. S'il n'est pas donné suite à l'avis notifié dans le délai fixé, il sera procédé au rejet et au classement de la demande sans plus de formalités. Ce délai pourra être prorogé raisonnablement par l'autorité chargée de l'enquête, sur présentation d'une demande motivée d'une partie ou lorsque les circonstances le justifieront.

De la même manière, la demande pourra être rejetée lorsque les renseignements présentés seront erronés ou inappropriés, ou lorsqu'il s'agira de demandes inconsidérées, sans objet ou injustifiées.

Article 125. Ouverture et convocation des parties intéressées. Après qu'il aura été procédé à l'examen sur la forme, qu'il aura été établi que la demande est complète conformément à l'article précédent, l'autorité chargée de l'enquête effectuera l'analyse quant au fond pour laquelle elle disposera d'un délai de trente (30) jours ouvrables et évaluera ainsi le bien-fondé de la demande et décidera, au moyen d'une résolution motivée, de l'ouverture de l'enquête administrative ou du rejet de la demande.

Lorsque l'autorité compétente aura engagé une procédure spéciale d'exécution, que ce soit sur demande ou de sa propre initiative, l'autorité chargée de l'enquête devra en informer les parties intéressées pertinentes selon le type d'enquête, dont les données ont été versées au dossier administratif de l'enquête dans le cadre de laquelle la mesure a été imposée et qui ont donné une adresse pour la réception de notifications. Au moment de notifier l'ouverture, il sera ménagé aux parties intéressées un délai de quinze (15) jours ouvrables pour répondre, apporter des éléments de preuve, et défendre leurs intérêts comme elles le jugeront utile. Il est possible de recourir en appel contre la décision d'ouverture de l'enquête, conformément aux modalités énoncées dans le présent Décret exécutif.

Article 126. Demande de renseignements. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander aux parties intéressées, aux organismes de l'administration publique et aux tiers qui ne participent pas au processus, de lui fournir les éléments de preuve, renseignements et données qu'elle jugera utiles en utilisant des questionnaires ou des formulaires lorsqu'elle le jugera pertinent. Les dispositions du Titre VI, chapitre III, sur l'instruction et la réception de preuves s'appliqueront de façon appropriée aux procédures spéciales d'exécution.

Article 127. Examen des éléments de preuve. Une fois expiré le délai pour la présentation d'éléments de preuve, et une décision ayant été rendue quant au fait de savoir si ceux-ci sont admissibles ou non,

ceux qui devront être examinés le seront dans un délai qui ne pourra excéder trente (30) jours civils à partir de l'expiration du délai fixé pour la communication. Ce délai pourra être prorogé par l'autorité chargée de l'enquête dans les cas où l'acte de procédure visant à établir la preuve aura posé des difficultés. Les parties appelées à participer à ce processus et leurs représentants ont l'obligation de prendre part à l'examen des éléments de preuve présentés.

Article 128. Vérification des renseignements. Les éléments de preuve fournis avec la demande ou présentés dans la réponse devront indiquer clairement les sources utilisées: identification des livres comptables, bases de données, nom des publications et tous renseignements pertinents permettant de faciliter la vérification. L'autorité chargée de l'enquête déterminera la voie à suivre pour vérifier les renseignements lorsqu'elle le jugera nécessaire et approprié.

Article 129. Argumentations finales. Une fois qu'aura été vérifiée l'authenticité de tous les éléments de preuve dont l'examen a été demandé, le dossier sera mis à la disposition des parties, par une résolution qui sera dûment communiquée, en ménageant un délai de cinq (5) jours ouvrables pour le réexamen du dossier et des éléments de preuve qui y figurent. À l'expiration de ce délai, les parties auront la possibilité de présenter une argumentation finale par écrit dans laquelle elles exposeront leurs arguments et pour laquelle elles disposeront d'un délai maximal de trois (3) jours ouvrables. Dans des cas exceptionnels, l'autorité chargée de l'enquête pourra recevoir ces argumentations oralement lors d'une audition convoquée à cet effet; celles-ci devront toutefois être transcrites et versées au dossier.

Article 130. Décision. Si, à l'issue d'une enquête, on parvient à déterminer que les conditions nécessaires ne sont pas réunies pour modifier l'application des mesures, les proroger, établir de nouvelles conditions pour un nouvel exportateur ou pour mettre fin à leur application, il sera procédé au rejet et au classement de la demande. Si, au contraire, des raisons suffisantes existent, l'autorité compétente rendra une décision dans laquelle elle recommandera au Conseil des ministres de modifier l'application des mesures, de les proroger, d'établir de nouvelles conditions pour un nouvel exportateur ou de mettre fin à leur application.

Article 131. Recours. Il sera seulement possible de recourir en appel contre la décision mentionnée dans l'article précédent, conformément à l'article 93 du Décret-loi n° 7 de 2006.

CHAPITRE II

RÉEXAMEN LIÉ À DE NOUVEAUX EXPORTATEURS

Article 132. Objet de la procédure. Cette procédure a pour but de ménager aux exportateurs qui n'ont pas participé à l'enquête en matière de pratiques commerciales déloyales qui a donné lieu à la mesure, du fait qu'ils n'ont pas exporté de produits similaires pendant la période couverte par l'enquête et qu'ils ne sont ni n'ont été liés à aucune des parties auxquelles des mesures ont été appliquées, la possibilité de faire examiner leurs exportations aux fins d'établir s'il convient de leur appliquer ou non une mesure spéciale différente.

Article 133. Admissibilité. Conformément à l'article 23 du Décret-loi n° 7 de 2006, à l'article 9.5 de l'Accord antidumping et à l'article 19.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les exportateurs qui démontrent qu'ils n'ont pas exporté de produits similaires pendant la période couverte par l'enquête antidumping ou en matière de subventions et qu'ils ne sont ni n'ont été liés à aucune des parties auxquelles les mesures ont été appliquées pourront demander l'ouverture de ce réexamen. Il ne sera pas accepté de demande de nouvel exportateur tant que des mesures définitives n'auront pas été imposées.

Article 134. Contenu de la demande. La demande déposée par l'exportateur contiendra au moins les renseignements suivants:

- a) Renseignements généraux concernant le requérant, y compris le nom et la carte d'identité individuelle ou la raison sociale et le numéro d'enregistrement, le domicile, l'adresse postale si elle diffère du domicile, le numéro de télécopie, l'adresse de courrier électronique ou de site Web.
- b) Préciser s'il s'agit d'une entreprise de fabrication, de commerce ou les deux, et indiquer le type de structure juridique adopté par l'entreprise requérante tel qu'indiqué à son lieu d'inscription et d'enregistrement. Par exemple, indiquer s'il s'agit d'une société anonyme, d'une société à responsabilité limitée, d'une société de personnes, etc. Indiquer s'il existe des liens avec d'autres entreprises qui exportent des marchandises à destination du Panama.
- c) Activité principale, et désignation de tous les produits que l'entreprise commercialise et/ou fabrique. Dans le cas de produits similaires à ceux auxquels ont été appliqués la mesure imposée, il faudra décrire de la manière la plus détaillée possible le processus productif et le diagramme de l'entreprise, les caractéristiques physiques, chimiques, techniques et les utilisations du produit, en incluant si possible le catalogue des produits, les intrants utilisés, les normes techniques auxquelles satisfont les produits visés par l'enquête.

Tous les renseignements ou données que le requérant devra présenter avec la demande et qui devront être fournis par des institutions publiques, conformément à leur compétence, pourront être considérés comme présentés à l'autorité chargée de l'enquête, si le requérant fait la démonstration au moyen d'éléments de preuve dignes de foi, des démarches qu'il a effectuées pour les obtenir.

Lorsque les renseignements fournis contiennent des données confidentielles, celles-ci doivent se présenter sous deux versions: confidentielle et publique. Celles-ci seront identiques, sauf que dans la version publique, il faudra fournir un résumé non confidentiel des renseignements omis. Ce résumé devra énoncer clairement les données jugées confidentielles afin que l'on puisse comprendre ce qui aura été omis; on pourra utiliser par exemple des graphiques non chiffrés, des explications sous la forme de pourcentage ou d'autres représentations. Les renseignements publics seront mis à la disposition des autres parties participant à l'enquête. La qualification d'information confidentielle qui aura ainsi été demandée sera accordée conformément aux dispositions en l'espèce figurant dans le présent Décret exécutif.

Article 135. Notification aux parties intéressées. Si la demande est complète, on demandera l'engagement du réexamen. On ne communiquera cet ordre d'engager qu'aux producteurs nationaux ayant demandé l'imposition des mesures en cause, pour qu'ils fassent valoir leurs intérêts et apportent les éléments de preuve qu'ils jugeront pertinents.

Article 136. Suspension de mesures pendant le réexamen. En application des prescriptions de l'article 9.5 de l'Accord antidumping, pendant la durée du réexamen, aucune mesure ne s'appliquera aux importations en provenance des exportateurs ou producteurs qui en ont fait la demande. L'autorité compétente pourra cependant autoriser que l'on suspende l'évaluation en douane et/ou que l'on demande des garanties pour faire en sorte que si ce réexamen conduisait à imposer des mesures à ces producteurs ou exportateurs, des droits puissent être perçus rétroactivement à partir de la date à laquelle ce réexamen a été engagé.

Article 137. Imposition de mesures ou exclusion. Si, suivant le bien-fondé des éléments visés par l'enquête, il est conclu que l'exportateur satisfait aux prescriptions nécessaires, il sera demandé

d'imposer une mesure individuelle ou de ne pas appliquer de mesures en faveur de l'exportateur requérant.

CHAPITRE III

RÉEXAMEN DE MESURES

Article 138. Prescriptions en matière de réexamen des mesures. Conformément à l'article 20 du Décret-loi n° 7 de 2006, à l'article 11.2 de l'Accord antidumping ou à l'article 21.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, toute partie intéressée pourra demander le réexamen des mesures si elle justifie par des données positives la nécessité d'un tel réexamen et à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis l'établissement de la mesure définitive.

Les dispositions du présent chapitre seront applicables au réexamen des engagements en matière de prix.

Article 139. Contenu de la demande. La demande de réexamen contiendra au moins les renseignements suivants:

- a) Renseignements généraux concernant le requérant, y compris le nom et la carte d'identité individuelle ou la raison sociale et le numéro d'enregistrement, le domicile, l'adresse postale si elle diffère du domicile, le numéro de télécopie, l'adresse de courrier électronique ou de site Web et la qualité de partie intéressée conformément aux dispositions du présent décret.
- b) Indiquer clairement la mesure dont on demande le réexamen, le délai en vigueur et les circonstances réputées justifier le réexamen de la mesure ou l'engagement en matière de prix, en précisant la marche à suivre souhaitée pour le réexamen.
- c) Apporter des éléments de preuve suffisants à l'appui des renseignements relatifs au changement allégué de circonstances ou de conditions qui auront justifié initialement l'imposition de mesures.

Pour faciliter la présentation de la demande, l'autorité chargée de l'enquête pourra établir des formulaires pour aider ou orienter le requérant quant au type, au volume et au contenu détaillé des renseignements nécessaires.

Tous les renseignements ou données que le requérant devra présenter avec la demande et qui devront être fournis par des institutions publiques, conformément à leur compétence, pourront être considérés comme présentés à l'autorité chargée de l'enquête, si le requérant fait la démonstration au moyen d'éléments de preuve dignes de foi, des démarches qu'il a effectuées pour les obtenir.

Lorsque les renseignements fournis contiennent des données confidentielles, celles-ci doivent être présentées selon deux versions: confidentielle et publique. Celles-ci seront identiques, sauf que dans la version publique, il faudra établir un résumé non confidentiel des renseignements omis. Ce résumé devra énoncer clairement les données jugées confidentielles afin que l'on puisse comprendre ce qui aura été omis; on pourra utiliser par exemple des graphiques non chiffrés, des explications sous la forme de pourcentages ou d'autres représentations. Les renseignements publics seront mis à la disposition des autres parties participant à l'enquête. La qualification d'information confidentielle qui aura ainsi été demandée sera accordée conformément aux dispositions en l'espèce figurant dans le présent Décret exécutif.

Article 140. Notification aux parties intéressées. Si la demande est complète, on demandera l'engagement du réexamen, en notifiant toutes les parties intéressées figurant au dossier pour qu'elles fassent valoir leurs intérêts et apportent les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents. Pourront également participer les entreprises qui bien qu'elles n'aient pas bénéficié de la qualité de partie intéressée avant le réexamen l'auront acquise lors de l'engagement de ce dernier.

Article 141. Réexamen des mesures. Lorsque l'on demandera un réexamen des mesures en s'appuyant sur les prescriptions énoncées à l'article 138 du présent Décret exécutif, l'autorité chargée de l'enquête examinera et déterminera si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping ou la subvention, ou si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'une et l'autre de ces hypothèses.

Si, à la suite de ce réexamen, il est déterminé que la mesure n'est plus justifiée, et qu'il faut l'abroger, la supprimer ou tout du moins la modifier, un rapport sera remis au Conseil des ministres, afin que celui-ci envisage le cas échéant la suppression ou l'abrogation immédiate dudit droit ou sa modification.

Pour pouvoir demander un réexamen, il faudra qu'il se soit écoulé au moins un an depuis que le Conseil des ministres a demandé l'imposition de mesures définitives.

CHAPITRE IV

RÉEXAMEN EN VUE D'UNE PROROGATION

Article 142. Prescriptions en matière de présentation. Conformément aux dispositions de l'article 19 du Décret-loi n° 7, et de l'article 122 ci-dessus, il est possible de proroger les mesures relatives aux pratiques commerciales déloyales à l'initiative d'une partie ou d'office. Lorsque le réexamen en vue d'une prorogation est engagé à la demande, celle-ci devra être suffisamment fondée et être présentée cent vingt (120) jours civils au moins avant la date d'expiration de la mesure. Conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping et à l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.

Conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, le requérant devra démontrer qu'il possède la qualité de partie intéressée conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa g) du présent Décret exécutif.

Le fait de ne pas avoir eu la qualité de partie intéressée dans l'enquête initiale qui a donné lieu à l'imposition de mesures, n'empêchera en rien qu'un nouveau producteur puisse bénéficier d'une telle qualité et, s'il est satisfait aux prescriptions en matière de représentativité, de pouvoir légitimement demander l'ouverture d'une enquête.

La demande de prorogation sera instruite par l'autorité chargée de l'enquête conformément aux dispositions du présent chapitre et du Titre III relatif aux procédures spéciales d'exécution de mesures contre les pratiques commerciales déloyales.

Article 143. Participation des parties intéressées. Si la demande est complète, on demandera l'engagement du réexamen. Cela sera notifié à toutes les parties intéressées figurant au dossier pour qu'elles fassent valoir leurs intérêts et apportent les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents. Pourront également participer les entreprises qui bien qu'elles n'aient pas bénéficié de la qualité de partie intéressée avant le réexamen l'auront acquise lors de l'engagement de ce dernier.

Article 144. Contenu de la demande. La demande contiendra au moins les renseignements suivants:

- a) Renseignements généraux concernant le requérant, y compris le nom et la carte d'identité individuelle ou la raison sociale et le numéro d'enregistrement, le domicile, l'adresse postale si elle diffère du domicile, le numéro de télécopie, l'adresse de courrier électronique ou de site Web.
- b) Indiquer clairement la mesure dont on demande la prorogation, le délai en vigueur et les circonstances réputées justifier la prorogation de la mesure.
- c) Apporter des éléments de preuve suffisants à l'appui de la demande de prorogation de mesures.

Pour faciliter la présentation de la demande, l'autorité chargée de l'enquête pourra établir des formulaires pour aider ou orienter le requérant quant au type, au volume et au contenu détaillé des renseignements nécessaires.

Tous les renseignements ou données que le requérant devra présenter avec la demande et qui devront être fournis par des institutions publiques, conformément à leur compétence, pourront être considérés comme présentés à l'autorité chargée de l'enquête, si le requérant fait la démonstration au moyen d'éléments de preuve dignes de foi, des démarches qu'il a effectuées pour les obtenir.

Lorsque les renseignements fournis contiennent des données confidentielles, celles-ci doivent être présentées selon deux versions: confidentielle et publique. Celles-ci seront identiques, sauf que dans la version publique, il faudra établir un résumé non confidentiel des renseignements omis. Ce résumé devra énoncer clairement les données jugées confidentielles afin que l'on puisse comprendre ce qui aura été omis; on pourra utiliser par exemple des graphiques non chiffrés, des explications sous la forme de pourcentages ou d'autres représentations. Les renseignements publics seront mis à la disposition des autres parties participant à l'enquête. La qualification d'information confidentielle qui aura ainsi été demandée sera accordée conformément aux dispositions en l'espèce figurant dans le présent Décret exécutif.

Article 145. Prescriptions et période de prorogation. Lorsqu'il est déterminé que la suppression de la mesure donnerait lieu à la poursuite ou à la répétition du dommage et des conditions qui en sont à l'origine, on pourra recommander au Conseil des ministres qu'il accorde la prorogation de cinq (5) ans au maximum.

TITRE VIII

PROCÉDURE DE SAUVEGARDE GÉNÉRALE

CHAPITRE I

PHASE PRÉALABLE À L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

Article 146. La demande. Les enquêtes visant à déterminer l'existence, le degré et les prescriptions nécessaires pour imposer une mesure de sauvegarde s'ouvriront conformément à l'article 61 du Décret-loi n° 7 de 2006, sur demande présentée par écrit par la branche de production nationale ou en son nom, sauf dans les cas où des circonstances spéciales justifient l'ouverture d'une enquête d'office.

Article 147. Personnes habilitées à demander l'ouverture d'une enquête. Cette qualité sera accordée à l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents, suivant la

définition donnée à l'article 52.4 du Décret-loi n° 7 de 2006, qui, au moment de présenter la demande d'ouverture d'une enquête administrative, représentent au moins vingt-cinq pour cent (25 %) de la production totale du bien similaire ou directement concurrent produit par le secteur ou la branche de production nationale.

L'autorité chargée de l'enquête pourra déterminer si le paramètre susmentionné a été respecté au moyen de techniques statistiques. Dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre excessivement élevé de producteurs, des techniques d'échantillonnage statistiques pourront être utilisées. Pour vérifier si cette prescription a été respectée, l'autorité chargée de l'enquête pourra demander l'accréditation appropriée de chacune des personnes agissant au nom du secteur ou de la branche de production nationale.

Article 148. Contenu minimal de la demande. La demande devra être présentée par un avocat agréé et satisfaire aux prescriptions énoncées à l'article 65 du Décret-loi n°7 de 2006, et il y sera exposé les arguments et les motifs de fait et de droit sur lesquels elle est fondée.

Tous les renseignements ou données que le requérant devra présenter avec la demande et qui devront être fournis par des institutions publiques, conformément à leur compétence, pourront être considérés comme présentés à l'autorité chargée de l'enquête, si le requérant fait la démonstration, au moyen d'éléments de preuve dignes de foi, des démarches qu'il a effectuées pour les obtenir.

Le requérant devra remettre une copie électronique de la demande complète, y compris toutes les annexes. Il devra certifier que la copie électronique qu'il remet contient les mêmes renseignements que la demande et il lui incombera également de les faire figurer dans la version publique de la demande.

Pour faciliter la présentation de la demande, l'autorité chargée de l'enquête pourra établir des formulaires pour aider ou orienter le requérant quant au type, au volume et au contenu détaillé des renseignements nécessaires. La demande contiendra au moins les renseignements suivants:

- a) renseignements généraux concernant le requérant;
- b) description détaillée du produit visé par l'enquête, y compris sa classification tarifaire, ses caractéristiques et ses autres éléments distinctifs;
- c) description du secteur ou de la branche de production nationale du requérant et données y relatives;
- d) description détaillée du produit ou du bien similaire ou directement concurrent du secteur ou de la branche de production nationale et autres éléments distinctifs;
- e) part en pourcentage du produit ou du bien similaire ou directement concurrent fabriqué par le requérant par rapport à la production nationale totale dudit produit;
- f) nom et domicile des importateurs, s'ils sont connus;
- g) volume et prix des importations faisant l'objet de la demande d'ouverture d'une enquête;
- h) pays d'origine et de provenance des importations; et

i) analyse, facteurs, données ou documents qui font état de l'existence du dommage grave et du lien de causalité selon la définition du présent Décret exécutif, du fait de l'accroissement des importations.

Les renseignements et les éléments de preuve qui sont présentés comme confidentiels devront être clairement identifiés comme tels pour pouvoir être ainsi qualifiés. La demande devra respecter les dispositions relatives aux résumés non confidentiels.

L'autorité chargée de l'enquête évitera toute publicité concernant la demande d'ouverture d'une enquête jusqu'à ce que cette dernière soit officiellement ouverte.

Article 149. Examen initial: prescriptions de forme. Dès réception de la demande, l'autorité chargée de l'enquête procédera conformément aux dispositions de l'article 67 du Décret-loi n° 7 de 2006 et examinera le contenu de la demande afin d'établir si tous les renseignements y figurent.

Si la demande ne satisfait pas aux prescriptions de forme énoncées dans le Décret-loi ou dans le présent Décret exécutif, l'autorité chargée de l'enquête pourra exiger que ces lacunes soient comblées. De même, même lorsque toutes les prescriptions de forme ont été remplies, mais que tous les renseignements requis n'ont pas été fournis, ou si ces renseignements sont inexacts ou peu clairs, l'autorité chargée de l'enquête pourra exiger que les renseignements fournis avec la demande soient corrigés, clarifiés ou complétés. Cet examen initial devra s'effectuer dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de dépôt de la demande.

Une fois expiré le délai indiqué précédemment, s'il convient d'exiger, conformément aux dispositions du présent article, des corrections, des clarifications ou des compléments d'information, il faudra ménager un délai de dix (10) jours ouvrables, à compter de la communication, pour qu'il soit satisfait aux prescriptions de l'autorité chargée de l'enquête.

Article 150. Rejet de la demande pour vice de forme. À l'expiration du délai fixé à l'article précédent, si le requérant n'a pas fourni les renseignements complémentaires demandés, il sera procédé au rejet et au classement de la demande au moyen d'une résolution motivée. Ce délai pourra être prorogé raisonnablement par l'autorité chargée de l'enquête sur présentation d'une demande motivée d'une partie ou lorsque les circonstances le justifieront.

De même, l'autorité chargée de l'enquête pourra rejeter la demande lorsque les renseignements présentés seront erronés ou inappropriés, ou lorsqu'il s'agira de demandes inconsidérées, sans objet ou injustifiées.

CHAPITRE II

OUVERTURE ET ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE

Article 151. Examen de la demande: analyse quant au fond. Après qu'il aura été procédé à l'examen sur la forme, et qu'il aura été établi que la demande d'ouverture d'une enquête reçue est complète, l'autorité chargée de l'enquête effectuera l'analyse quant au fond, pour laquelle elle disposera d'un délai de quinze (15) jours et évaluera ainsi le bien-fondé de la demande et décidera, au moyen d'une résolution motivée de l'autorité compétente, de l'ouverture de l'enquête administrative ou du rejet de la demande. Lors de cet examen, l'autorité chargée de l'enquête devra déterminer s'il existe ou non des éléments de preuve suffisants qui justifient d'ouvrir une enquête administrative et si la demande a été présentée au nom de la branche de production nationale, de façon à satisfaire aux prescriptions relatives à la représentativité, conformément aux dispositions de l'article 147 ci-dessus.

Article 152. Rejet et classement de la demande. Une demande présentée sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs aux conditions nécessaires pour l'imposition de mesures ne sont pas suffisants.

Article 153. Conditions nécessaires pour l'ouverture d'une enquête. L'autorité compétente décidera, au moyen d'une résolution motivée, de l'ouverture de l'enquête administrative après avoir vérifié que les prescriptions de forme et de fond sont satisfaites, et en particulier que les éléments de preuve qui accompagnent la demande présentent un degré d'exactitude, de certitude et de crédibilité propre à satisfaire aux prescriptions requises pour l'imposition de mesures, à un niveau justifiant l'ouverture de l'enquête.

Article 154. Prescriptions relatives à l'ouverture d'office de l'enquête. Dans des circonstances spéciales, l'autorité compétente peut décider d'ouvrir une enquête sans être saisie d'une demande présentée par écrit à cette fin par la branche de production nationale ou en son nom. L'autorité compétente n'ouvrira une enquête d'office que si elle est en possession d'éléments de preuve suffisants du respect des prescriptions requises pour l'imposition de mesures, à un niveau justifiant l'ouverture de l'enquête.

Article 155. Décision d'engager une enquête. S'il ressort de l'examen de la demande qu'il existe des éléments de preuve suffisants qui justifient l'ouverture de l'enquête, l'autorité compétente prendra une décision qui marquera le début de la procédure d'enquête. Cette décision devra contenir au moins les renseignements suivants:

- a) désignation de l'instance qui rend la décision et lieu et date d'adoption de la décision en question;
- b) coordonnées de l'autorité qui sera chargée de l'enquête;
- c) indication de l'acceptation de la demande et description détaillée des documents qui l'accompagnent;
- d) description détaillée du produit visé par l'enquête qui a été ou qui est importé, y compris sa classification tarifaire, ses caractéristiques et ses autres éléments distinctifs;
- e) renseignements généraux concernant le requérant et part en pourcentage des produits similaires ou directement concurrents fabriqués par ce dernier par rapport à la production nationale totale desdits produits;
- f) description du secteur ou de la branche de production nationale et données y relatives, y compris pour chaque producteur le nom ou la raison sociale, le domicile, et autres renseignements relatifs au producteur ou aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents qui ont été désignés comme faisant partie de la branche de production nationale;
- g) nom du ou des pays d'origine ou de provenance du produit visé par l'enquête du fait de mesures de sauvegardes;
- h) nom, domicile et autres données relatives aux importateurs locaux, aux exportateurs et aux producteurs étrangers du produit visé par l'enquête;

- i) description et désignation des autres parties intéressées qui devront être considérées comme telles dans le cadre de l'enquête, et autres données y relatives;
- j) considérants et exposé des motifs de la décision, y compris les données relatives à l'existence des prescriptions et conditions nécessaires pour l'imposition de mesures;
- k) délai accordé aux parties intéressées et, le cas échéant, aux gouvernements étrangers mentionnés pour présenter les éléments de preuve qu'ils jugent pertinents, et lieu où ils peuvent présenter leurs argumentations;
- l) Il conviendra de fixer et de communiquer les périodes couvertes par l'enquête. Celles-ci pourront être modifiées dans des cas dûment justifiés de l'avis de l'autorité chargée de l'enquête une fois l'enquête engagée et avant que la décision préliminaire ne soit rendue, à condition qu'il soit ménagé à nouveau un délai suffisant aux parties intéressées pour la présentation de données afin qu'elles défendent convenablement leurs intérêts.

Article 156. Notification et avis au public de la décision. Tant que n'a pas été rendue la décision d'ouverture de l'enquête, les autorités éviteront toute publicité concernant la demande d'ouverture d'une enquête. Une fois que celle-ci aura été rendue, l'autorité chargée de l'enquête devra publier un extrait de cette décision au Journal officiel ou dans un quotidien national de grande diffusion. Dans cet extrait devra figurer l'adresse de la page Web où l'on peut accéder au texte complet de la décision.

La décision d'ouverture de l'enquête sera notifiée au(x) pays dont les produits font l'objet de l'enquête ainsi qu'aux autres parties intéressées qui, à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête, ont un intérêt en la matière, et au Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce.

Article 157. Notification. Lors de la notification de la décision d'ouverture de l'enquête administrative, on notifiera à la partie ou aux parties intéressée(s) la décision d'ouverture pour qu'elles répondent dans le délai énoncé à l'article 69 du Décret-loi n° 7 de 2006, soit trente (30) jours civils à compter de la réception de la notification, ou, pour les exportateurs, à compter des sept (7) jours civils suivant la date de l'envoi au destinataire ou de la transmission au représentant diplomatique compétent du ou des pays exportateurs. Il faudra prendre dûment en compte toute demande de prorogation du délai de trente (30) jours civils et, sur exposé des raisons, qui devront être adéquates et raisonnables, cette prorogation devra être accordée chaque fois que cela sera réalisable.

Dans les cas d'ouverture à la demande d'une partie, il conviendra de joindre la copie de la demande présentée et des annexes qui l'accompagnent; dans le cas d'une enquête d'office, il faudra joindre les documents sur lesquels on s'est appuyé à cette fin. Dans tous les cas, la documentation à fournir se limitera aux renseignements qui n'ont pas un caractère confidentiel conformément aux dispositions du présent Décret exécutif.

La documentation mentionnée dans le présent article sera communiquée aux autorités publiques des pays exportateurs, par notification directe à la représentation diplomatique ou consulaire accréditée dans le pays conformément aux dispositions du présent Décret et des accords internationaux dont le Panama est partie. S'il n'existe pas de représentation diplomatique ou consulaire accréditée dans le pays, cette communication pourra se faire par le biais de la représentation commerciale de la République du Panama à l'Organisation mondiale du commerce à l'autorité accréditée du pays exportateur auprès de ladite organisation.

CHAPITRE III

INSTRUCTION ET RÉCEPTION DES ÉLÉMENTS DE PREUVE

Article 158. Demande de renseignements. L'autorité chargée de l'enquête, dans l'exercice des pouvoirs conférés par l'article 71 du Décret-loi n° 7 de 2006, pourra demander aux parties intéressées, aux organismes publics et aux tiers auxiliaires dans le processus les éléments de preuve, renseignements et données qu'elle jugera pertinents, au moyen éventuellement de formulaires.

a) Aux parties intéressées: envoi de questionnaires. Dans le cas des producteurs étrangers, exportateurs, importateurs, et producteurs nationaux, l'autorité enverra un questionnaire avec sa demande de renseignements. Il sera accordé aux parties intéressées un délai de trente (30) jours civils pour répondre aux questionnaires. Il faudra prendre dûment en compte toute demande de prorogation au titre de laquelle, sur exposé des raisons, il pourra être accordé un délai supplémentaire pouvant atteindre trente jours civils. Chaque fois que cela sera réalisable, il faudra accorder la prorogation demandée.

b) Aux organismes de l'administration publique. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander à tout moment, tous types de renseignements ou d'avis techniques à tous les organismes de l'administration publique, lesquels seront tenus de les lui fournir dans un délai qui n'excédera pas trente (30) jours civils.

c) À des tiers ne participant pas au processus. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander à tout moment aux producteurs, distributeurs ou négociants nationaux du produit ou de la marchandise en question, ainsi qu'aux courtiers en douane, mandataires, commissaires ou consignataires des importateurs, ou à toute autre personne qu'elle jugera indiquée, de lui fournir les renseignements et données à leur disposition et qu'elle juge pertinents aux fins de l'enquête.

Paragraphe: Concernant l'alinéa a) du présent article, en règle générale, les délais accordés aux exportateurs commenceront à la date de réception du questionnaire, qui sera considéré comme reçu à cette fin sept jours civils à compter de la date à laquelle il a été envoyé au destinataire ou communiqué au représentant diplomatique compétent du Membre exportateur, ou, dans le cas d'un territoire douanier distinct Membre de l'OMC, à un représentant officiel du territoire exportateur.

Article 159. Présentation des éléments de preuve. Les parties pourront présenter leurs éléments de preuve pendant le délai prescrit dans la notification de la décision d'ouverture aux parties intéressées. Dans les cas où une prorogation de ce délai a été demandée et accordée, le délai pour la présentation des éléments de preuve sera également prolongé.

Article 160. Admission et rejet d'éléments de preuve. L'autorité chargée de l'enquête, pour distinguer les éléments de preuve qui sont admissibles de ceux qui ne le sont pas, devra évaluer la pertinence de chacun vis-à-vis des faits à vérifier; tout au long de ce processus, elle devra prendre en compte les normes juridiques qui régissent les éléments de preuve.

Le processus d'admission et de rejet des éléments de preuve se déroulera en prenant en compte ce que présentent les parties et les dispositions du présent Décret exécutif, une fois écoulée la dernière échéance du délai de notification, y compris la prorogation qui pourrait éventuellement être accordée. Rien n'empêchera toutefois l'autorité chargée de l'enquête d'admettre les éléments de preuve présentés par les parties et de procéder à la vérification de leur authenticité avant l'expiration de ce délai.

Article 161. Délai pour la vérification de l'authenticité des éléments de preuve. Après avoir décidé des éléments de preuve admissibles, on procédera à leur examen dans un délai qui n'excédera pas quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de notification. Ce délai pourra être prorogé par l'autorité chargée de l'enquête, eu égard aux particularités de chaque cas.

L'autorité chargée de l'enquête pourra également, jusqu'à plus ample informé, demander à tout moment tous types de renseignements et avis techniques à tous les organismes de l'administration publique, lesquels seront tenus de les lui fournir dans un délai qui n'excédera pas trente (30) jours civils.

Sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements à caractère confidentiel, les éléments de preuve présentés seront versés au dossier et mis à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête qui le demanderont.

Article 162. Preuve de plus ample informé. L'autorité chargée de l'enquête pourra, jusqu'à plus ample informé, demander que soit examiné tout moyen de preuve parmi ceux prévus à l'article 51 du présent Décret exécutif ou que des compléments d'information soient apportés aux éléments de preuve déjà reçus. La preuve de plus ample informé pourra comprendre, outre ceux existants, d'autres éléments de preuve entièrement nouveaux. Dans la même décision demandant l'examen de ces éléments de preuve, sera fixé le délai dans lequel il conviendra de satisfaire à cette demande, et faute de pouvoir en fixer un, on veillera à ce que l'opération s'effectue dans les meilleurs délais. On ne pourra vérifier l'authenticité de ces éléments de preuve s'il faut pour ce faire dépasser le délai maximal disponible pour la clôture de l'enquête, tel que l'autorise le présent Décret exécutif.

Article 163. Réunions d'examen des éléments de preuve. Les éléments de preuve présentés par les parties intéressées qui ont été dûment admis ainsi que ceux demandés à l'initiative de l'administration seront examinés lors de réunions dûment convoquées à cet effet. Les parties et leurs représentants sont tenus de collaborer à l'examen des éléments de preuve fournis.

Article 164. Présence et participation des parties intéressées. L'autorité chargée de l'enquête communiquera aux intéressés, suffisamment à l'avance, le lieu, la date et l'heure auxquels il sera procédé à l'examen des éléments de preuve, en les avisant, s'il y a lieu, de la possibilité qui leur est offerte de désigner un représentant ou des experts chargés de les assister. Au moment d'examiner les éléments de preuve, on se préoccupera de savoir si les renseignements qui seront exposés lors de la réunion ont ou non un caractère confidentiel pour décider s'il faut limiter ou non l'accès des autres parties intéressées à ladite réunion. Pour procéder à cette détermination, la partie qui demande que les renseignements soient qualifiés comme ayant un caractère confidentiel devra le justifier conformément aux dispositions de l'article 53 du présent Décret exécutif, l'autorité chargée de l'enquête pourra établir un résumé non confidentiel de l'examen des éléments de preuve afin de le verser au dossier public.

Article 165. Examen des éléments de preuve présentés oralement. Ces éléments de preuve seront présentés oralement à l'autorité chargée de l'enquête. Celle-ci pourra limiter les éléments de preuve de ce type présentés par chaque partie à ceux qu'elle considérera utiles et nécessaires au vu des faits faisant l'objet de l'enquête. Si, au moment de la vérification de l'authenticité des éléments de preuve, le témoin ne se présente pas pour une raison valable, on ne pourra convoquer qu'une autre réunion à cet effet, faute de quoi les éléments de preuve seront réputés être abandonnés.

Si la vérification de l'authenticité des éléments de preuve présentés oralement ne peut être achevée à la réunion convoquée à cet effet, elle pourra se poursuivre à une date ultérieure que le fonctionnaire chargé de la procédure fixera à titre provisoire.

Article 166. Rapport technique sur les éléments de preuve. L'autorité chargée de l'enquête établira un rapport technique préliminaire et un rapport technique final dans lequel elle évaluera les éléments de preuve qui ont été présentés et dont l'authenticité a été vérifiée lors de l'enquête. On consignera dans ces rapports, le cas échéant, les calculs d'ordre financier, économique, comptable et d'une quelconque autre nature qui s'avéreront nécessaires pour étudier les données recueillies sur les faits faisant l'objet de l'enquête.

Ces rapports techniques seront présentés aux fins de pouvoir établir la détermination préliminaire et la détermination définitive. Le rapport préliminaire sera établi compte tenu des renseignements figurant dans la demande et pourra prendre en compte les réponses aux questionnaires envoyés par l'autorité chargée de l'enquête. Le rapport final sera établi après qu'aura été vérifiée l'authenticité de tous les éléments de preuve. Chacun de ces rapports sera établi sous deux versions, une publique et une confidentielle. La version publique sera versée au dossier public et les données seront formulées suivant des modalités propres à respecter la confidentialité des renseignements déclarés comme tels, la version confidentielle ne pourra être divulguée et restera dans le dossier confidentiel.

CHAPITRE IV

DÉTERMINATION PRÉLIMINAIRE

Article 167. Fondements de la détermination. Une fois publié l'avis au public de l'ouverture de l'enquête, une détermination préliminaire pourra être rendue sur la base des renseignements et des éléments de preuve figurant dans la demande, et de ceux dont dispose l'autorité chargée de l'enquête à ce stade.

Article 168. Contenu de la détermination préliminaire. Dans la détermination préliminaire prévue à l'article 79 du Décret-loi n° 7 de 2006, l'autorité chargée de l'enquête devra mentionner toutes les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants; à cet effet, elle évaluera les arguments présentés au cours de la procédure et les éléments de preuve apportés. Au moment d'établir la détermination préliminaire, il conviendra de décider s'il est recommandé d'imposer ou non des mesures provisoires conformément aux dispositions du présent Décret exécutif.

Article 169. Évaluation du degré de certitude requis. Le degré de certitude requis pour la vérification des faits faisant l'objet de l'enquête variera en fonction de la progression de l'enquête. Il ne sera pas obligatoire de vérifier l'authenticité des éléments de preuve pour pouvoir établir cette détermination préliminaire.

CHAPITRE V

MESURES PROVISOIRES

Article 170. Conditions et prescriptions. Pendant la période couverte par l'enquête, et une fois établie la détermination préliminaire, l'autorité compétente, au moyen d'une résolution motivée, pourra recommander au Conseil des ministres d'adopter ce type de mesures si:

- a) une enquête a été engagée conformément aux dispositions du présent Décret exécutif et des autres règles applicables et un avis d'ouverture d'enquête a été publié à cet effet;

b) une détermination préliminaire a été établie de l'existence d'éléments de preuve attestant clairement de ce que l'accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave;

c) l'autorité compétente juge qu'il existe des circonstances critiques où tout délai dans l'application de mesures de sauvegarde causerait un tort à la branche de production nationale qu'il serait difficile de réparer.

Un extrait de la mesure provisoire de sauvegarde adoptée sera publié au Journal officiel ou dans un quotidien national de grande diffusion.

Article 171. Durée des mesures. Les mesures provisoires devront s'appliquer conformément aux dispositions de l'article 80 du Décret-loi n° 7 de 2006 sans jamais excéder deux cents (200) jours civils.

Article 172. Forme des mesures. Restrictions. Les mesures provisoires devront prendre la forme de majorations des droits de douane qui pourront être garanties par des dépôts en espèces ou des cautionnements, égaux au montant de la subvention provisoirement établi.

Lorsque l'autorité chargée de l'enquête, après avoir suivi la procédure prévue par la loi pour déterminer s'il convient ou non d'appliquer une mesure de sauvegarde définitive, déterminera que l'accroissement des importations n'a pas causé ni menacé de causer un dommage grave à une branche de production nationale, les majorations temporaires des droits de douane, imposées par le biais de mesures de sauvegarde provisoires, seront remboursées aux importateurs.

Article 173. Évaluation en vue de l'application. Pour évaluer l'application des mesures provisoires, l'autorité chargée de l'enquête pourra notamment tenir compte des éléments suivants: le niveau et le rythme de l'accroissement des importations et le degré de sous-cotation des prix, ou autres critères jugés opportuns et appropriés.

CHAPITRE VI

AUDITION FINALE

Article 174. Objet et finalité de l'audition. L'objet et la finalité de l'audition sont d'informer et d'entendre les parties participant au processus au sujet des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision de recommander ou non l'application de mesures définitives.

Article 175. Convocation à l'audition finale. À l'issue de l'examen des éléments de preuve et avant de rendre la décision qui clôt l'enquête administrative, l'autorité chargée de l'enquête, dans l'exercice des pouvoirs conférés par l'article 73 du Décret-loi de 2006, convoquera toutes les parties intéressées à une audition publique. Seront convoquées les parties intéressées qui ont indiqué une adresse pour recevoir les notifications conformément à l'article 60 du présent Décret exécutif, sept (7) jours civils au moins avant la date à laquelle se tiendra cette audition finale afin que ces parties puissent défendre effectivement leurs intérêts.

En outre, l'autorité chargée de l'enquête ordonnera la publication d'une convocation publique une seule fois et dans un quotidien de diffusion nationale. Dans cette convocation, elle fera savoir aux personnes souhaitant assister à l'audition ou y participer que l'accès est restreint et qu'elles devront demander par écrit à l'autorité chargée de l'enquête une autorisation préalable pour pouvoir s'y rendre. Dans cette demande, il faudra expliquer les raisons pour lesquelles l'intéressé souhaite y assister.

L'attribution de sièges se fera à la discrétion de l'autorité chargée de l'enquête qui appliquera des critères de représentativité et suivra l'ordre de présentation de la demande. Ceux qui ne prennent pas part au processus mais demandent à participer à cette audition, seront autorisés à faire un exposé oral qui ne pourra porter que sur la question de savoir si l'application de la mesure de sauvegarde serait ou non d'intérêt public.

Conformément aux dispositions de l'article 41 du Décret-loi n° 7 de 2006, pourront aussi participer à cette audition des représentants du Ministère du développement agricole et du Ministère de l'économie et des finances.

Article 176. Communication des faits essentiels. Aux fins de garantir les objectifs de l'article 41 du Décret-loi n° 7 de 2006, l'autorité chargée de l'enquête établira un rapport sur les faits essentiels constituant le fondement de la décision de recommander ou non des mesures définitives qu'elle fera parvenir à toutes les parties intéressées lorsqu'elle leur enverra la convocation prescrite dans l'article précédent.

Article 177. Administration de l'audition. Lors de cette audition, le fonctionnaire désigné à cet effet ouvrira la séance en vérifiant l'identité des parties, lesquelles pourront être elles-mêmes présentes ou se faire représenter par un avocat agréé. L'absence d'une ou de plusieurs parties intéressées ou d'autres personnes appelées à comparaître à cette audition n'en empêchera pas la tenue. Lorsqu'il organisera les temps de participation des personnes assistant à l'audition, le fonctionnaire devra prendre en compte le fait que les intérêts en cause dans le cadre de l'enquête devront être convenablement défendus. L'audition sera enregistrée, transcrite et versée au dossier.

Article 178. Présentation des argumentations finales. Une fois l'audition terminée et l'enregistrement mentionné à l'article précédent versé au dossier, les parties intéressées disposeront d'un délai de trois (3) jours ouvrables prescrit à l'article 73 du Décret-loi n° 7 de 2006 pour présenter leurs argumentations finales en vue de défendre leurs intérêts et d'exposer leurs opinions. Ces argumentations finales devront être présentées par écrit ainsi que par voie électronique.

CHAPITRE VII

DÉTERMINATION DÉFINITIVE

Article 179. Détermination définitive. Après avoir reçu les argumentations, l'autorité compétente disposera de dix (10) jours ouvrables pour rendre une résolution motivée qui clora l'enquête administrative. Cette résolution incorporera la détermination définitive et en tant que de besoin, il sera recommandé au Conseil des ministres d'appliquer des mesures définitives. Ce présent délai pourra être prorogé par le Directeur national de l'application des traités et de la défense commerciale à la demande du Directeur de la défense commerciale, suivant les conditions spéciales de chaque enquête, afin de présenter son rapport final sous une forme appropriée.

Article 180. Application de mesures ou rejet de la demande. Lorsqu'elle rendra sa décision finale, l'autorité compétente devra évaluer si les conditions nécessaires existent pour que des mesures définitives puissent être imposées conformément aux prescriptions du présent Décret exécutif et des autres règles applicables. S'il n'existe pas de telles conditions, l'autorité compétente rejettera la demande et clora l'enquête.

Article 181. Niveau d'imposition et durée des mesures. Au moment de rendre la recommandation d'imposition de mesures définitives, l'autorité compétente devra indiquer le niveau auquel elle estime devoir imposer les mesures définitives et leur durée d'application.

Conformément aux dispositions de l'article 58 du Décret-loi n° 7 de 2006, la durée d'application initiale des mesures de sauvegarde n'excédera pas quatre (4) ans. Cette durée pourra être prorogée une seule fois conformément aux dispositions de l'article 188 du présent Décret exécutif.

Les mesures définitives pourront prendre la forme de majorations des droits de douane ou de restrictions quantitatives. Afin de procéder à l'analyse permettant de fixer la majoration des droits de douane, l'autorité chargée de l'enquête pourra tenir compte du niveau d'accroissement des importations et du degré de sous-cotation des prix, entre autres critères jugés opportuns et appropriés.

Article 182. Évaluation de l'intérêt public. Au moment de recommander d'imposer ou non des mesures dans le cadre de sa détermination finale, l'autorité chargée de l'enquête pourra, en s'appuyant sur l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, faire mention des arguments relatifs à l'intérêt public qui ont été exprimés par les parties intéressées ou par le public en général dans le délai accordé dans l'avis au public de la détermination préliminaire.

Article 183. Contenu de la détermination finale. La résolution finale de l'autorité compétente devra comporter une détermination finale, laquelle contiendra au moins les renseignements suivants:

- a) les renseignements permettant d'identifier le requérant et un résumé des arguments figurant dans la demande;
- b) la description complète du produit visé par l'enquête;
- c) les données relatives à la date d'ouverture de l'enquête et à la prorogation éventuelle du délai fixé pour l'enquête;
- d) un bref résumé des faits principaux réputés vérifiés qui ont servi de fondement à la détermination préliminaire;
- e) si l'on a imposé des mesures provisoires, on donnera des détails sur leur mise en œuvre;
- f) un résumé des résultats de la vérification de l'authenticité des éléments de preuve, ainsi que l'identification des éléments de preuve rejetés et des motifs de ce rejet;
- g) un résumé succinct des argumentations finales des parties sur les faits faisant l'objet de l'enquête;
- h) les principales constatations faites par l'autorité chargée de l'enquête au cours de l'enquête sur l'existence de conditions pour l'imposition de mesures de sauvegardes définitives, conformément aux prescriptions du présent Décret exécutif et des règles applicables;
- i) l'exposé et l'évaluation des arguments concernant l'existence ou l'absence d'un intérêt public à appliquer ou non des mesures;
- j) la recommandation du Conseil des ministres lorsque cela sera jugé pertinent.

Article 184. Recommandation finale. La recommandation mentionnée à l'alinéa j) de l'article précédent indiquera s'il faut imposer des mesures définitives et la forme que celles-ci devront prendre, ainsi que les détails nécessaires pour leur bonne application. Si l'on a appliqué des mesures

provisaires, il faudra recommander si leur application doit être ou non confirmée et ce qui s'impose en matière de rétroactivité des mesures définitives.

Après avoir reçu la résolution de l'autorité compétente, le Conseil des ministres devra décider s'il accepte ou rejette la recommandation, et publiera le décret qui s'impose.

CHAPITRE VIII

EXAMEN DE LIBÉRALISATION ET RÉEXAMEN EN VUE D'UNE PROROGATION

Article 185. Examen de libéralisation. Si l'on se fonde sur l'article 59 du Décret-loi n° 7 de 2006, lorsque la mesure de sauvegarde est d'une durée supérieure à un (1) an, elle devra être progressivement libéralisée de manière périodique ou à intervalles réguliers, pendant la période d'application, conformément aux dispositions de l'article 7:4 de l'Accord sur les sauvegardes. Si une mesure de sauvegarde doit être prorogée, elle ne pourra pas être plus restrictive qu'elle ne l'était à la fin de la période initiale et devra continuer d'être progressivement libéralisée à partir de ce niveau.

Afin de ne pas entraver l'application d'une prorogation conformément aux dispositions du présent chapitre, du Décret-loi n° 7 de 2006 et de l'Accord sur les sauvegardes, le processus de libéralisation de la mesure s'effectuera sur la base d'un projet linéaire comme si l'on appliquait la mesure pendant la durée la plus longue possible.

Si la durée de la mesure de sauvegarde dépasse trois (3) ans, l'autorité chargée de l'enquête réexaminera la situation au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure et, si cela est approprié, recommandera au Conseil des ministres de retirer cette mesure ou d'accélérer le rythme de sa libéralisation.

En outre, la mesure de sauvegarde pourra être libéralisée ou suspendue si la branche de production nationale ne respecte pas le plan prévu pour venir à bout des circonstances alléguées ou le plan de reconversion dans les cas où la résolution finale imposera le respect de tels plans, sauf lorsque leur non-respect ne pourra être imputé à la branche de production nationale.

Article 186. Réexamen en vue de la prorogation de mesures. Conformément aux dispositions de l'article 58 du Décret-loi n° 7 de 2006, il est possible de proroger les mesures de sauvegarde à l'initiative d'une partie ou d'office. Lorsque le réexamen en vue d'une prorogation est engagé à la demande d'une partie, cette demande devra être suffisamment fondée pour satisfaire aux prescriptions de l'article 7:2 de l'Accord sur les sauvegardes et être présentée cent vingt (120) jours civils au moins avant la date d'expiration de la mesure. Le requérant devra démontrer qu'il possède la qualité de partie intéressée conformément à l'alinéa g) de l'article 8 du présent Décret exécutif et qu'il a la représentativité active nécessaire pour agir au nom de la branche de production nationale dans des circonstances équivalentes à celles requises pour pouvoir demander l'ouverture d'une enquête administrative ordinaire. La mesure pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen même après l'expiration du délai, mais dans ce cas et si l'on n'accorde pas la prorogation, les droits perçus après l'expiration devront être rapidement restitués.

Le fait de ne pas avoir eu la qualité de partie intéressée dans l'enquête initiale qui a donné lieu à l'imposition de mesures n'empêchera en rien qu'un nouveau producteur puisse bénéficier d'une telle qualité et, s'il est satisfait aux prescriptions en matière de représentativité, de pouvoir légitimement demander une prorogation.

La demande de prorogation sera instruite d'une manière accélérée; à cette fin, l'autorité chargée de l'enquête se conformera aux dispositions du présent chapitre et chaque fois que cela sera nécessaire et applicable, elle suivra les règles en vigueur pour la procédure ordinaire de sauvegarde générale.

Article 187. Contenu de la demande. La demande de réexamen contiendra au moins les renseignements suivants:

- a) Renseignements généraux concernant le requérant, y compris le nom et la carte d'identité individuelle ou la raison sociale et le numéro d'enregistrement, le domicile, l'adresse postale si elle diffère du domicile, le numéro de télécopie, l'adresse de courrier électronique ou de site Web.
- b) Indiquer clairement la mesure dont on demande la prorogation, le délai en vigueur et les circonstances réputées justifier la prorogation de la mesure.
- c) Apporter des éléments de preuve suffisants à l'appui de la demande de prorogation de mesures.
- d) Tous les renseignements ou données que le requérant devra présenter avec la demande et qui devront être fournis par des institutions publiques, conformément à leur compétence, pourront être considérés comme présentés à l'autorité chargée de l'enquête, si le requérant fait la démonstration au moyen d'éléments de preuve dignes de foi, des démarches qu'il a effectuées pour les obtenir.
- e) Si cela est nécessaire, tous les documents doivent être présentés selon deux versions: confidentielle et publique. Celles-ci seront identiques, sauf que dans la version publique, il faudra établir un résumé non confidentiel des renseignements omis. Ce résumé devra énoncer clairement les données jugées confidentielles afin que l'on puisse comprendre ce qui aura été omis; on pourra utiliser par exemple des graphiques non chiffrés, des explications sous la forme de pourcentages ou d'autres représentations. Les renseignements publics seront mis à la disposition des autres parties participant à l'enquête. La qualification d'information confidentielle qui aura ainsi été demandée, sera accordée conformément aux dispositions en l'espèce figurant dans le présent Décret exécutif.

Article 188. Résolution et délai de prorogation. S'il est déterminé que le dommage et les conditions qui l'ont causé subsisteraient ou se reproduiraient s'il était mis un terme à la mesure, on pourra recommander au Conseil des ministres d'accorder la prorogation de la mesure de sauvegarde. Cette mesure pourra être prorogée une seule fois pour une période maximale de six (6) ans s'il est déterminé conformément à l'article 7:2 de l'Accord sur les sauvegardes que cette mesure demeure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage ou la menace de dommage grave et qu'il existe des éléments de preuve selon lesquels la branche de production procède à des ajustements.

S'il est déterminé à l'issue de l'enquête que les conditions nécessaires ne sont pas réunies pour modifier l'application des mesures, ou les proroger, il sera procédé au rejet et au classement de la demande.

Article 189. Recours. Il sera seulement possible de recourir en appel contre la décision mentionnée dans l'article précédent.

TITRE IX

APPLICATION DE SAUVEGARDES SPÉCIALES

CHAPITRE I

SAUVEGARDE BILATÉRALE

Article 190. Définition. Relèvent de cette définition les mesures appelées sauvegardes de transition, sauvegardes bilatérales, ou qui portent un autre nom sans compromettre l'intitulé adopté par la règle de droit international pertinente, lesquelles mesures peuvent être appliquées par la République du Panama en vertu de l'existence de traités internationaux d'intégration économique qui les prévoient; elles se distinguent des mesures d'urgence autorisées sur la seule base de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes.

Article 191. Conditions d'application. Les conditions et prescriptions pour l'application de ces sauvegardes ou mécanismes seront définies conformément à l'accord, à l'arrangement ou au traité commercial international applicable.

Dans le cas des sauvegardes bilatérales, l'évaluation des conditions du dommage, de l'accroissement des importations et du lien de causalité s'effectuera conformément aux dispositions de l'accord en question et, en tant que de besoin, des dispositions du présent Décret exécutif.

Lorsque le processus administratif vise l'utilisation de mécanismes spéciaux de déclenchement, il suffira de confirmer les faits et conditions objectifs sur le marché international qui se rapportent normalement à un prix ou un volume d'importations de déclenchement. L'analyse du dommage causé à la branche de production nationale ne figure pas dans ces conditions d'application, aussi n'est-il pas nécessaire d'étudier la situation des membres de la branche en question.

L'application de ces mesures relève de la compétence exclusive et directe du Ministère du commerce et de l'industrie dans l'exercice ordinaire de ses fonctions, d'où le fait que pour les utiliser, il n'est pas besoin de présenter une recommandation pour approbation par le Conseil des ministres. Dans les cas où les règles internationales qui autorisent l'utilisation de la mesure en disposent ainsi, on invitera les pays affectés à participer à des consultations au sujet des conditions d'application de ces règles.

Article 192. Procédure applicable. L'application des mesures visées dans le présent chapitre sera mise en œuvre conformément aux dispositions des traités internationaux correspondant à chaque cas, et lorsque aucune disposition ne sera prévue, on suivra les règles de procédure énoncées dans le présent Décret exécutif.

Article 193. Intégration réglementaire. À titre supplétif, lorsque le traité en question ne prévoit rien en la matière, on appliquera les dispositions de l'article XIX du GATT de 1994, de l'Accord sur les sauvegardes et de la législation nationale dont en particulier celles du présent Décret exécutif.

CHAPITRE II

AUTRES MÉCANISMES SPÉCIAUX DE DÉCLENCHEMENT

Article 194. Définition. Relèvent de la présente catégorie les mesures découlant de règles internationales qui prévoient une procédure accélérée différente de celle prévue pour les sauvegardes

générales et bilatérales. Parmi ces cas figurent la sauvegarde spéciale agricole visée à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que n'importe quelle autre mesure à caractère analogue, quelle que soit la façon dont on la désigne.

Article 195. Nature de la procédure de déclenchement automatique. La procédure d'application de ce mécanisme est exceptionnelle et automatique, aussi en principe n'a-t-on pas prévu que les parties intéressées y participent, à moins que l'autorité chargée de l'enquête n'en décide autrement. Rien n'empêchera que ce mécanisme soit utilisé à la demande de producteurs nationaux. Cette procédure résulte des droits conférés à la République du Panama par des traités internationaux, en vertu desquels peuvent être utilisés des mécanismes spéciaux de courte durée prévus pour protéger l'économie nationale dans les conditions spécifiques prévues par lesdites règles internationales.

Article 196. Forme de la procédure. La présente procédure sera conduite de manière sommaire et accélérée. Son objectif est la confirmation de faits concrets et objectifs qui autorisent l'application d'une mesure unilatérale pour une très courte durée. À moins que l'autorité chargée de l'enquête n'en dispose autrement, la procédure sera mise en œuvre sans la participation de quiconque se considère comme une partie intéressée.

Article 197. Étapes de la procédure. Cette procédure peut être ouverte d'office ou à la demande d'une partie. Dans ce deuxième cas, la demande sera présentée par quiconque parvient à démontrer l'existence d'une atteinte à un droit subjectif. Cette demande indiquera avec clarté le produit qui doit faire l'objet de mesures de sauvegarde automatique, et les raisons considérées comme réunies pour justifier l'imposition de la mesure. Lorsque la demande sera présentée par une partie, elle devra être formulée par un avocat agréé et il y sera exposé les arguments et les motifs de fait et de droit sur lesquels elle est fondée.

Après avoir reçu la demande, l'autorité chargée de l'enquête procédera à l'examen de son contenu afin d'établir si elle comporte tous les renseignements nécessaires en vertu du présent Décret exécutif, et si elle le juge pertinent, elle demandera l'ouverture de l'enquête. De la même manière, la demande pourra être rejetée lorsque les renseignements présentés seront erronés ou inappropriés, ou lorsqu'il s'agira de demandes inconsidérées, sans objet ou injustifiées.

Article 198. Répartition des compétences. L'autorité chargée de l'enquête conduira la procédure sous mandat de la Direction nationale de l'administration des traités et de la défense commerciale. Celle-ci sera chargée de demander l'ouverture de l'enquête et de décider de l'imposition de mesures dans le cadre de ce processus.

Article 199. Participation au processus. La qualité de partie intéressée dans le cadre de ce processus ne pourra être accordée que par le Directeur national de l'administration des traités et de la défense commerciale, décision pour laquelle ce dernier aura toute latitude selon la contribution que la partie peut apporter à l'enquête. À cette fin, la qualité de partie intéressée devra être demandée expressément, en indiquant les raisons pour lesquelles il est considéré comme justifié de le faire.

Article 200. Convocation et participation des parties intéressées. Ce n'est que dans les cas où, à titre exceptionnel, on a accordé à une personne la qualité de partie intéressée, qu'on l'invitera à participer à la procédure, et qu'on lui offrira les possibilités qui en découlent d'offrir des éléments de preuve, de prendre part à l'évaluation de leur authenticité et de présenter des argumentations finales.

Article 201. Sur les éléments de preuve. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander à n'importe quelle personne publique ou privée, de fait ou de droit, les éléments de preuve, renseignements et données qu'elle jugera utiles, en utilisant des questionnaires et des formulaires lorsqu'elle le jugera

pertinent. Les dispositions du Titre VI, chapitre III sur l'instruction et la réception d'éléments de preuve seront applicables pour ce qui est des procédures d'application automatique. Les éléments de preuve devront être présentés par ceux à qui il est demandé d'en fournir dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrables, néanmoins ce délai pourra être réduit dans des circonstances spéciales de l'avis de la Direction de la défense commerciale.

Article 202. Décision. L'autorité compétente rendra une décision indiquant s'il convient ou non de prendre des mesures de déclenchement, selon qu'il est satisfait aux conditions de fait nécessaires à cette fin. On ne pourra faire appel de cette décision que selon les modalités du présent Décret exécutif. Les mesures devront être exposées conformément aux règles internationales autorisant l'utilisation de ce mécanisme.

Article 203. Avis au public. Dans le cadre de ce type d'investigations, un avis au public sera publié sur l'ouverture de l'enquête et sa décision finale; on appliquera le cas échéant à cette fin les dispositions du présent Décret exécutif sur les avis au public d'ouverture et de détermination définitive.

Article 204. Consultations et négociation de compensations. Dans les cas où les règles internationales prescrivent en outre la tenue de consultations ou de n'importe quel type de négociation, et que le présent Décret exécutif ne dit rien des aspects liés à la procédure, ce seront les dispositions de ces règles qui s'appliqueront.

TITRE X

DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE I

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Article 205. Assistance et coopération technique. Le Ministère du commerce et de l'industrie, selon ses possibilités, et par le biais de la Direction de la défense commerciale, apportera une assistance et une coopération technique aux petites et moyennes entreprises afin de leur expliquer l'utilisation des instruments régis dans le présent Décret exécutif. De la même manière, le Ministère pourra demander l'appui d'autres institutions publiques, privées, nationales ou étrangères qui avec son aide pourront mieux faire comprendre les processus de défense commerciale internationale.

Dans le cadre de l'assistance et de la coopération technique à tous les secteurs productifs du pays, une attention particulière étant accordée aux petites et moyennes entreprises, le Ministère du commerce et de l'industrie pourra établir des manuels de procédure, des formulaires et des guides destinés à enseigner à ces entreprises la façon de préparer et de défendre leurs intérêts dans le cadre de l'enquête visée par le présent Décret exécutif.

CHAPITRE II

EXÉCUTION DE MESURES

Article 206. Application de mesures. Les mesures définitives ou provisoires imposées conformément aux dispositions du présent Décret exécutif, s'appliqueront à partir du jour ouvrable suivant sa publication au Journal officiel ou dans un quotidien national de grande diffusion.

Article 207. Contournement. Seront considérées comme des formes de contournement des droits compensateurs ou antidumping ou des mesures de sauvegarde tous les actes suivants:

- a) l'introduction sur le territoire national d'intrants, de pièces ou de composants afin de produire ou d'assembler une marchandise assujettie à des droits compensateurs ou antidumping ou à des mesures de sauvegarde;
- b) l'introduction sur le territoire national de marchandises assujetties à des droits compensateurs ou antidumping ou à des mesures de sauvegarde et composées d'intrants, de pièces ou de composants intégrés ou assemblés dans un pays tiers;
- c) l'introduction sur le territoire national de marchandises originaires du même pays que la marchandise assujettie à des droits compensateurs ou antidumping ou à des mesures de sauvegarde et présentant des différences relativement mineures par rapport à celle-ci;
- d) l'introduction sur le territoire national de marchandises assujetties à des droits compensateurs ou antidumping et importées à un prix inférieur à celui applicable;
- e) tout autre acte ayant pour résultat le non-paiement des droits compensateurs ou antidumping ou le non-respect des mesures de sauvegarde, comme par exemple faire de fausses déclarations concernant le montant ou le volume du produit, l'origine du produit, ou la nature ou la classification du produit.

Les marchandises importées dans ces conditions seront assujetties au paiement des droits compensateurs ou antidumping correspondants ou à la mesure de sauvegarde applicable. L'existence d'un contournement des droits compensateurs, antidumping ou des mesures de sauvegarde, provisoires ou définitifs, sera déterminée au moyen d'une procédure engagée d'office ou à la demande d'une partie intéressée, conformément aux dispositions de l'annexe III du présent Décret exécutif.

Article 208. Révision judiciaire des mesures. La décision du Conseil des ministres pourra être soumise à une révision judiciaire, conformément aux dispositions en l'espèce. De la même manière, dans tous les cas où la voie administrative a été épuisée, la partie contestant la décision pourra recourir à la voie judiciaire suivant les règles régissant la juridiction du contentieux administratif.

CHAPITRE III

ANNEXES

Article 209. Annexes: les annexes I, II et III libellées comme suit font partie du présent Décret exécutif:

ANNEXE I

PROCÉDURES À SUIVRE POUR LES ENQUÊTES SUR PLACE MENÉES À L'ÉTRANGER

1. Dès l'ouverture d'une enquête, les autorités du pays exportateur et les entreprises notoirement concernées devraient être informées de l'intention de procéder à des enquêtes sur place.

2. Seuls pourront participer à l'équipe chargée de l'enquête des fonctionnaires ou experts désignés par l'autorité chargée de l'enquête. Il conviendra d'informer les entreprises et les autorités du pays exportateur de la constitution de l'équipe.
3. La pratique normale devrait être d'obtenir l'accord exprès des entreprises concernées du pays exportateur avant de fixer la date définitive de la visite. Les entreprises en question devraient être prévenues de la visite suffisamment à l'avance.
4. L'autorité chargée de l'enquête devrait, dès qu'elle a obtenu l'accord des entreprises concernées, aviser les autorités du pays exportateur des noms et adresses des entreprises qui doivent être visitées, ainsi que des dates convenues. La visite pourra être effectuée uniquement si l'autorité chargée de l'enquête en avise les représentants du pays en question et si ceux-ci ne s'y opposent pas.
5. Comme son objet principal est de vérifier les renseignements fournis ou d'obtenir plus de détails, l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire, sauf si l'entreprise accepte qu'il en soit autrement, et si le gouvernement du pays exportateur a été informé par l'autorité chargée de l'enquête de la visite prévue et ne s'y oppose pas; en outre, la pratique normale devrait être d'indiquer, avant la visite aux entreprises concernées, la nature générale des renseignements qui seront vérifiés et tous autres renseignements à fournir, ce qui ne devrait pas empêcher, toutefois, de demander sur place plus de détails à la lumière des renseignements obtenus.
6. Il faudrait, chaque fois que cela sera possible, que les réponses aux demandes de renseignements ou aux questions émanant des autorités ou des entreprises des pays exportateurs, qui sont essentielles à l'aboutissement de l'enquête sur place, soient données avant que la visite ait lieu. L'équipe chargée de l'enquête pourra se mettre en rapport avec des tiers liés afin de corroborer les renseignements qui donnent lieu à la visite, et l'on informera l'entreprise des personnes qui seront contactées.
7. Lors des procédures de vérification sur place, l'équipe chargée de l'enquête dressera un procès-verbal dans lequel elle recueillera les signatures des participants et consignera un résumé des faits pertinents survenus pendant la visite. Par la suite, elle devra établir un rapport sur la vérification où figureront toutes les constatations, les questions posées et les réponses fournies, ainsi que les vérifications opérées. Ce rapport sera établi sous deux versions, une version confidentielle dont on donnera une copie à l'entreprise visitée et dont on versera l'original au dossier confidentiel, et une version non confidentielle qui sera mise à la disposition de toutes les autres parties intéressées.

ANNEXE II

MEILLEURS RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES

1. Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête devrait indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse. Elle devrait aussi faire en sorte que cette partie sache qu'au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable, elle sera libre de fonder ses déterminations sur les données de fait disponibles, y compris celles que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale.
2. L'autorité chargée de l'enquête pourra également demander que la partie intéressée utilise pour sa réponse un support (par exemple, sous forme électronique) ou langage informatique déterminé. L'autorité qui formule une telle demande devrait voir si la partie intéressée est raisonnablement à même d'utiliser pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés

préférables et ne devrait pas demander à la partie d'utiliser pour sa réponse un système informatique différent de celui qu'elle utilise. L'autorité chargée de l'enquête ne devrait pas maintenir sa demande concernant la communication de la réponse par ordinateur si la comptabilité de la partie intéressée n'est pas informatisée et si le fait de présenter la réponse comme il est demandé doit se traduire par une charge supplémentaire excessive pour la partie intéressée, entraînant par exemple des frais et une gêne supplémentaires excessifs. L'autorité chargée de l'enquête ne devrait pas maintenir sa demande concernant la communication de la réponse sur un support ou dans un langage informatique déterminés si la comptabilité de la partie intéressée n'est pas établie sur ce support ou dans ce langage informatique et si le fait de présenter la réponse comme il est demandé doit se traduire par une charge supplémentaire excessive pour la partie intéressée, entraînant par exemple des frais et une gêne supplémentaires excessifs.

3. Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. Si une partie n'utilise pas pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables mais que l'autorité chargée de l'enquête constate que les circonstances visées au paragraphe 2 sont réunies, le fait de ne pas utiliser pour la réponse le support ou le langage informatique jugés préférables ne devrait pas être considéré comme entravant le déroulement de l'enquête de façon notable.

4. Dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête n'est pas en mesure de traiter les renseignements s'ils sont fournis sur un support déterminé (par exemple, sous forme électronique), les renseignements devraient être fournis par écrit ou sous toute autre forme acceptable pour lesdites autorités.

5. Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer à l'autorité chargée de l'enquête, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.

6. Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par l'autorité chargée de l'enquête, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées.

7. Si elle est amenée à fonder ses constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête devrait faire preuve d'une circonspection particulière. Elle devrait, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à sa disposition – par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières – et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête. Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués à l'autorité chargée de l'enquête, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement.

ANNEXE III

PROCÉDURE D'ENQUÊTE EN MATIÈRE DE CONTOURNEMENT

1. La procédure d'enquête en matière de contournement pourra être ouverte d'office ou à la demande d'une partie. La demande d'ouverture devra être présentée à l'autorité compétente par un avocat agréé, lequel représentera une partie possédant un droit ou un intérêt légitime susceptible d'être affecté.
2. Toute demande de réexamen anticontournement devra comprendre des renseignements concernant le type de contournement qui est censé se produire. En outre, l'autorité chargée de l'enquête, dans l'exercice des pouvoirs conférés par le Décret-loi n° 7 de 2006, pourra demander à tout importateur, exportateur, producteur national ou étranger, aux instances publiques et aux tiers ne participant pas au processus, des éléments de preuve, des renseignements et des données qu'elle juge pertinents aux fins de l'enquête en matière de contournement.
3. Si l'on considère qu'il y a motif à ouvrir une enquête en matière de contournement, l'autorité compétente rendra une résolution motivée d'ouverture dans laquelle elle demandera les renseignements qu'elle jugera nécessaires, établira si l'enquête comprendra une seule phase ou une phase préliminaire et une phase définitive, ce pour quoi elle tiendra compte de la complexité de l'enquête et des éléments de preuve dont l'authenticité doit être vérifiée. Dans cette résolution, elle accordera un délai raisonnable pour que les parties faisant l'objet de l'enquête puissent présenter des éléments de preuve et défendre convenablement leurs intérêts.
4. Il sera seulement possible de recourir en appel contre la présente résolution conformément aux articles 171 et suivants de la Loi n° 38 de 2000.
5. Dans le cas où les parties auxquelles des renseignements ont été demandés ne sont pas en mesure de répondre dans le délai fixé, celles-ci pourront demander une prorogation d'une durée égale à celle du délai accordé initialement. À l'expiration du délai pour la présentation et l'offre des éléments de preuves requis par l'autorité chargée de l'enquête, il sera immédiatement procédé à l'examen des éléments que l'on jugera opportuns. Une fois expiré le délai pour la réception des renseignements demandés, ou pour l'examen des éléments de preuve, cette étape sera considérée comme close, et l'on pourra adopter la détermination préliminaire ou définitive voulue en se fondant sur les renseignements et les éléments de preuve disponibles.
6. Dans le cadre de l'enquête en matière de contournement, il sera possible d'utiliser les renseignements réunis au préalable dans le dossier administratif qui a donné lieu à l'imposition de la mesure, du moment que l'on n'a pas introduit de renseignements plus récents d'office ou à la demande des parties.
7. Au cas où la détermination préliminaire visée au paragraphe 3 serait défavorable, et sous réserve que la partie intéressée pertinente ait présenté au moins une réponse substantielle, bien qu'insuffisante, avant l'expiration du délai accordé, il sera donné à cette partie la possibilité de remédier aux insuffisances dans un délai de sept (7) jours, et les renseignements complémentaires ainsi fournis devront être pris en considération par l'autorité chargée de l'enquête dans sa conclusion définitive.
8. L'autorité chargée de l'enquête pourra mener toute vérification qu'elle jugera nécessaire pour confirmer l'exactitude et l'adéquation des renseignements présentés par toute partie intéressée.

9. Si l'autorité chargée de l'enquête constate qu'un contournement a eu lieu, sa recommandation finale pourra conduire à:

- a) une augmentation des droits de douane pour compenser l'absorption desdits droits par le biais des pratiques de contournement;
- b) un élargissement de la portée des mesures afin de les appliquer aux pièces, aux composants ou aux produits similaires de remplacement, aux nouveaux modèles et autres produits assimilés qui donnent lieu à la pratique de contournement.

10. La procédure en matière de contournement exigera que l'on présente une recommandation pour approbation par le Conseil des ministres, laquelle visera à imposer de nouvelles mesures ou à modifier les mesures existantes.

CHAPITRE IV

ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 210. Abrogation. Toute disposition qui irait à l'encontre du présent Décret exécutif est abrogée.

Article 211. Entrée en vigueur. Le présent Décret exécutif prendra effet à compter du jour de sa promulgation au Journal officiel.

POUR COMMUNICATION ET APPLICATION,

Fait à Panama, le huit janvier deux mille neuf (2009).

MARTÍN TORRIJOS ESPINO
Président de la République

GISELA ÁLVAREZ DE PORRAS
Ministre du commerce et de l'industrie
